

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

DE LA

Formule Exécutoire

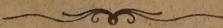
THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux, le Mardi 18 Juin 1907, à 2 h. 1/2 du soir

PAR

Édouard FIGEROU

AVOCAT



BORDEAUX

Imprimerie L. DELBREL & C^e, 20, rue Condillac

1907

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

DE LA

Formule Exécutoire

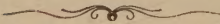
THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux, le Mardi 18 Juin 1907, à 2 h. 1/2 du soir

PAR

Édouard FIGEROU

AVOCAT



BORDEAUX

Imprimerie L. DELBREL & C^e, 20, rue Condillac

1907

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

Doyen et professeur honoraire : M. BAUDRY-LACANTINERIE, *, ☉ I.

PROFESSEURS { MM. SAIGNAT, *, ☉ I.
HONORAIRES { BARCKHAUSEN, O. *, ☉ I., membre correspondant de l'Institut.

MM. MONNIER, *, ☉ I., Doyen, professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours complémentaire d'*Histoire du droit public français* (Doctorat).

DE LOYNES, ☉ I., professeur de *Droit civil*.

VIGNEAUX, ☉ I., professeur d'*Histoire du droit*.

LE COQ, *, ☉ I., professeur de *Procédure civile*.

LEVILLAIN, ☉ I., professeur de *Droit commercial*.

MARANDOUT, ☉ I., professeur de *Droit criminel*.

DUGUIT, ☉ I., assesseur du Doyen, professeur de *Droit constitutionnel et administratif*, chargé d'un cours complémentaire de *Principes du droit public et droit constitutionnel comparé* (Doctorat ès sciences politiques et économiques), et d'un cours d'*Histoire du Droit français* (Doctorat juridique).

DE BOECK, ☉ I., professeur de *Droit International public*, chargé d'un cours complémentaire de *Droit International privé* (Licence).

DIDIER, ☉ I., professeur de *Droit maritime* et de *Législation industrielle*, chargé d'un cours complémentaire de *Droit commercial approfondi et comparé* (Doctorat).

CHÉNEAUX, ☉ I., professeur de *Droit civil*, chargé d'un cours complémentaire de *Droit civil approfondi* (Doctorat).

SAUVAIRE-JOURDAN, ☉ A., professeur d'*Économie politique et Science financière*, chargé d'un cours complémentaire de *Législation et Économie coloniales*.

BENZACAR, ☉ A., professeur d'*Économie politique*, chargé d'un cours complémentaire de *Législation française des finances et Science financière* (Doctorat).

FERRON, ☉ A., professeur de *Droit civil*, chargé d'un cours complémentaire de *Droit civil comparé* (Doctorat), et d'un cours d'*Eléments du Droit civil* (Capacité).

BARDE, ☉ I., professeur de *Droit administratif*, chargé d'un cours complémentaire d'*Eléments du Droit public et Droit administratif* (Capacité).

FERRADOU, ☉ A., professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours complémentaire d'*Histoire des Doctrines économiques* (Doctorat).

MM. BENOIST, ☉ I., Secrétaire.

PLATON, ☉ I., ancien élève de l'École des Hautes Études, sous-bibliothécaire.

LALANNE, ☉, commis au secrétariat.

COMMISSION DE LA THÈSE

MM. LE COQ, professeur..... Président.

DE BOECK, professeur..... } Suffragants.
CHÉNEAUX, professeur..... }

INTRODUCTION

Il importe à la stabilité et au développement d'une nation, que l'exécution des obligations et des jugements soit assurée et fortement établie.

Sans cela, les créances seraient des titres inutiles, n'ayant qu'une valeur plus ou moins aléatoire, suivant la bonne ou mauvaise foi des débiteurs. La plupart de ceux-ci refuseraient de donner les satisfactions promises ; à peine verrait-on quelques consciences droites mues par le sentiment du devoir, en dehors de tout intérêt matériel, accomplir d'elles-mêmes leurs engagements, ou acquiescer aux condamnations dûment prononcées contre elles.

Ce serait le trouble apporté dans les transactions, et ce désordre paralyserait absolument toutes les négociations. Le résultat de cet état de choses, au point de vue économique et social, serait désastreux. Aussi a-t-on, de tout temps, pensé à assurer, aussi solidement que possible, l'exécution forcée ; les moyens seuls ont varié.

Dans notre législation actuelle, on ne pouvait songer comme dans les législations primitives, à laisser le créancier seul en présence de l'exécution. Il aurait agi souvent aveuglément, en vertu de titres ou simplement de droits mal fondés.

D'ailleurs, c'eût été revenir à la justice privée, qui fort heureusement a depuis longtemps vécu et qui appartient aux sociétés sauvages ou peu civilisées. Elle est du reste la source de graves abus, de conflits perpétuels, et à ce titre ne peut trouver place dans nos sociétés modernes, où tout au contraire doit tendre à assurer l'ordre le plus parfait.

De nos jours c'est un principe : que nul ne peut se faire justice soi-même; le particulier n'a aucun droit pour agir personnellement, c'est-à-dire pour poursuivre son débiteur de sa propre autorité; il ne peut donc seul exiger l'exécution de ce dernier et il ne peut non plus faire usage de la force publique pour le contraindre.

Le particulier peut encore moins mettre en mouvement la force publique. Celle-ci est sous la dépendance du pouvoir suprême et le chef du pouvoir exécutif ou ses représentants ont seuls le droit de la commander, de même qu'ils ont le devoir d'assurer le maintien de l'ordre et de la sécurité publique.

Le droit de la force publique est en effet le premier et le plus important des droits régaliens. L'État a seul le droit d'employer la force dans l'intérêt social, pour assurer l'exécution des lois et par suite celle des actes et des jugements.

Le représentant de l'État est le dépositaire de la force publique, mais comme il ne peut s'occuper de chacun des cas dans lesquels cette force doit être employée, il est obligé de déléguer ses pouvoirs à différents fonctionnaires, à des officiers ministériels tels que : notaires ou greffiers, quand il s'agit d'actes ou jugements qui doivent être mis à exécution. Ceux-ci, au moment de leur nomination, ont été investis de fonctions diverses, parmi lesquelles figure celle d'exiger des agents subalternes de la force publique de

prêter leur concours dans certaines circonstances. Ils sont en quelque sorte les mandataires du Chef de l'État, et les ordres qu'ils donnent sont transmis en son nom.

Ces ordres sont toujours conçus dans les mêmes termes, la loi leur en fait une obligation, et ces paroles, en quelque sorte sacramentelles, constituent ce qu'on appelle : la formule exécutoire.

La formule exécutoire consiste donc en un mandement du chef du pouvoir exécutif, mis après un acte authentique, précédé de l'intitulé des lois. Elle est dans notre législation actuelle ainsi conçue : « République française. » Au nom du Peuple Français. » Suit la teneur du titre, après quoi : « En conséquence, le Président de la République française mande et ordonne à tous huissiers sur ce requis de mettre... (ledit arrêt, ledit jugement ou ledit acte à exécution)..., aux procureurs généraux et aux procureurs près les tribunaux de première instance d'y tenir la main, à tous commandants et officiers de la force publique de prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis. »

L'acte ainsi revêtu de cette formule devient exécutoire, c'est-à-dire : qu'il permet à celui en faveur duquel il existe, de se présenter chez son débiteur afin d'obtenir le paiement d'une obligation ou l'exécution de la sentence rendue. Si on lui répond par un refus, il n'a plus besoin de recourir aux tribunaux pour se faire rendre justice; il lui suffit de s'adresser à un huissier, qui, soit seul, soit, si la résistance est par trop acharnée, avec le concours de la force publique, lui fera obtenir satisfaction.

Le titre ainsi revêtu peut être mis à exécution à bref délai; c'est pourquoi dans l'ancien droit et encore aujourd'hui il est appelé : titre paré, *paratus ad executionem*.

C'est donc, nous l'avons vu, par la formule exécutoire que ce but est atteint, et l'apposition de ses termes est une formalité indispensable, ainsi que l'atteste l'article 543 du code de procédure civile : « Nul jugement ni acte ne pour-
» ront être mis à exécution, s'ils ne portent le même
» intitulé que les lois et ne sont terminés par un mande-
» ment aux officiers de justice ainsi qu'il est dit article 146. »

Nous pouvons dès maintenant entrevoir l'utilité de la formule exécutoire, mais c'est là un fait qui apparaîtra beaucoup plus clairement encore après l'étude à laquelle nous allons nous livrer.

Comme la plupart de nos institutions juridiques actuelles, la théorie de la formule exécutoire se rattache au passé par des liens nombreux et est le fruit d'une lente évolution ; mais elle a subi à travers les âges de profondes modifications qu'il est intéressant d'examiner.

Il est curieux de voir si la Grèce et Rome l'ont connue ? De savoir comment elle est arrivée jusqu'à notre droit actuel ? Et quels furent ses progrès à travers l'évolution de notre droit ? C'est ce qui constituera la partie historique que nous étudierons tout d'abord. Nous passerons ensuite en revue notre législation actuelle, afin d'y déterminer exactement la place qu'elle peut y occuper ; puis nous examinerons les principaux États étrangers au point de vue des analogies et des différences qui peuvent exister sur ce sujet entre leurs législations et la nôtre, et enfin nous terminerons en indiquant d'un mot quelle est la solution la plus en harmonie avec les nécessités modernes.

PREMIÈRE PARTIE

Historique du titre paré

CHAPITRE PREMIER

Droit Grec.

Nous ne possédons point les écrits des jurisconsultes grecs ; aussi est-il difficile d'examiner la législation de ce peuple. On ne peut espérer découvrir ce droit que dans les inscriptions qui nous sont parvenues. Ces documents sont des témoignages irrécusables, des renseignements précieux qui nous initient aux institutions de leur époque. Ce sont donc là les seules et rares données que nous possédons pour l'étude du droit grec antique.

Nombreuses sont les inscriptions grecques publiées dans les divers recueils ayant trait à la philologie, à l'histoire politique et religieuse, aux institutions administratives et politiques, aux mœurs ; mais bien peu nombreuses sont, au contraire, celles relatives au droit.

Il existe cependant quelques-uns de ces monuments de l'antiquité et leur publication récente est venue nous initier d'une façon succincte, mais précise, à la vie privée des

Grecs, en nous rapportant les termes mêmes de leurs contrats et de leurs jugements (1).

Ces textes semblent montrer, que si la formule exécutoire n'existait pas alors, les grecs en connaissaient au moins le premier principe, l'embryon pour ainsi dire, sous le nom de συγγραφή et σύγγραφος.

Démosthène dans un plaidoyer contre Lacritos nous rapporte la συγγραφή la plus ancienne que nous possédons.

Nous possédons aussi un Code de lois civiles de Gortyne (Crète), postérieures à Solon et contemporaines des Douze Tables; ces lois toutefois ne constituent pas un véritable code, elles sont plutôt un supplément à des lois civiles antérieures de Gortyne. L'idée dominante et qui pénètre en quelque sorte la loi tout entière est une idée nouvelle. Le législateur ne permet plus que l'on se fasse justice à soi-même. Il interdit la main-mise du créancier sur le débiteur ou sur les biens de ce dernier, à moins qu'il n'y ait un jugement ou un contrat exprès.

Nous trouvons des applications de ce principe, qui s'est répandu en Grèce, dans divers contrats où se détache nettement la συγγραφή et où l'on peut étudier sa nature.

Un de ces contrats provient de la ville carienne de Mylasa, il est passé entre un citoyen de cette cité nommé Thraséas, et la tribu des Ortocondes; un autre intéresse Nicaréta, une fille de Thespis, et la ville d'Orchomène; enfin divers contrats de l'île d'Amorgos nous sont parvenus.

Dans tous ces documents nous retrouvons à peu près les mêmes termes ou tout au moins la même signification, aussi suffit-il d'en examiner un pour avoir aussitôt con-

(1) Dareste, Haussoulier et Reinach : *Recueil des inscriptions juridiques grecques*.

naissance des autres, au point de vue de la *σύγγραφη* proprement dite, c'est-à-dire du contrat envisagé au point de vue de sa force exécutoire.

Passons donc à l'examen de l'un des contrats d'Amorgos, actes où cette force a le plus de relief.

Le texte en est ainsi conçu (nous citons les passages principaux et qui ont trait à la question dont nous nous occupons) : (1)

« Ἀλεξάνδρος τοῦ δεῖνος ἐδάνεισεν τῇ πόλει τῇ Ἀρκεσινέων ἀργυρίου
» Ἀττικοῦ δραχμὰς μυρίας. ἰὰς τριάκοντα ἀκίνδυνον παντος κινδύνου

» Ἀλεξάνδρῳ ἐπὶ τόκῳ δραχμῇ τὴν μὲν ἐκάστην τοῦ μηνὸς ἐκάστου.

» Ἀποδώσουσιν τὸν μὲν τόκον κατ' ἐνιαυτὸν ἑκάστον δώδεκα μῶς.

» οἱ ταμίαι οἱ τὰς προσόδους ἐκλέγοντες τὰς Ἀρκεσινέων ἐὰν δέ τὸν τόκον μὴ

» ἀποδώσιν, πρακτοὶ ἔστων Ἀλεξάνδρῳ οἱ μὴ ἀποδόντες διπλάσιον τὸ

» ἀργύριον ἐκ τῶν ἰδίων πράξει πάσῃ καθάπερ δίκην ὠφληκότες ἐξούλης

» ἐν τῇ ἐκκλήτῳ καὶ ὄντες ὑπερήμεροι.

» Ἐὰν δέ μὴ ἀποδώσιν κατὰ τὰ γεγραμμένα, ὠμολόγησαν καὶ διέθεντο

» Ἀρκεσινεῖς ὀφείλειν Ἀλεξάνδρῳ ἀργυρίου Ἀττικοῦ δραχμὰς μυρίας καὶ

(1) *Recueil des inscriptions juridiques grecques*, Dareste, Haussoullier, Reinach, pages 316 et suivantes : « Alexandros a prêté à la ville d'Arkésine dix mille » et..... cent trente drachmes d'argent attique, sans aucun risque à courir » par ledit Alexandros, avec un intérêt d'un drachme par mine et par » mois.....

» Les intérêts, à savoir douze mines et..... seront payés chaque année par » les trésoriers chargés de recueillir les revenus des Arkésiniens, à défaut de » paiement, les trésoriers qui n'auront pas payé pourront être saisis et exé- » cutés par Alexandros qui prendra sur leurs propres biens deux fois la somme » due, par toutes voies d'exécution, comme s'ils eussent été condamnés par » l'action en exécution de chose jugée, par un tribunal arbitral et comme » s'ils fussent à terme échu....., etc.....

» Pour le cas où la somme ne serait pas payée conformément à ce » qui est écrit dans ce contrat, les Arkésiniens sont convenus qu'ils devraient » à Alexandros dix mille drachmes d'argent attique, sans préjudice de l'intérêt » annuel; Alexandros pourra recouvrer cette somme par toutes voies d'exé- » cution sur toutes propriétés communes des Arkésiniens..... comme s'ils » eussent été condamnés sur l'action en exécution de la chose jugée par le

» τούτον τὸν γινόμενον καθ' ἑκάστον ἐνιαυτὸν· καὶ ἐξέστω πράξασθαι Ἀλεξάνδρῳ
» ταῦτα τὰ χρήματα πράξει πάσει ἐκ τε τῶν κοινῶν τῶν Ἀρκεσινέων πάντων
» καθάπερ δίκην ὠφληκῶτων ἐξούλης
» ἐν τῇ ἐκκλησίᾳ καὶ ὄντων ὑπερημέρων ἀζημίῳ ὄντι πάσης ζημίας.
» Ἐὰν δέ τις ἀφαιρῇται τῶν Ἀρκεσινέων τὰ ἐνέχυρα ἢ τῶν οἰκούντων ἐν
» Ἀρκεσίῃ τοὺς πράττοτας ἢ ἐνίστηται τῇ πράξει ἢ ἄρχων ἢ ἰδιώτης
» τροπῶι ἢ παρעυρέσει ἡτίτινιουν, ἀποτεισάτω Ἀλεξάνδρῳ ἀργυρίου δραχμὰς
» Δ Δ αὐτὸς καὶ πρακτὸς ἔστω τοῦτο τὸ ἀργύριον ὡς ὠφληκῶς δίκην
» Ἀλεξάνδρῳ ἐξούλης ἐν τῇ ἐκκλησίᾳ καὶ ὦν ὑπερήμερος
» Τῆς δὲ συγγραφῆς τῇσδε ὡμολόγησαν Ἀρκεσινεὺς μηθὲν εἶναι κυριώτερον
» μήτε νόμον μήτε ψήφισμα μήτε δόγμα μήτε στρατηγὸν μήτε ἀρχὴν
» ἄλλα κρίνουσαν ἢ τὰ ἐν τῇ συγγραφῇ γεγραμμένα μηδέ ἄλλο μηθέν μήτε
» τέχνην μήτε παρעυρέσει μηδεμιᾶι, ἀλλ' εἶναι τὴν συγγραφὴν κυρίαν οὐ ἄν
» ἐπιφέρῃ ὁ δανείσας ἢ οἱ πράσσοντες ὑπὲρ αὐτοῦ.

» Τὴν δὲ συγγραφὴν τῇδε ἀναγραφάντων οἱ δανεισταὶ εἰστήλην λιθίνην
» καὶ θέντων εἰς τὸ ἱερόν τῆς Ἥρας.

» Μάρτυρες Μεταγένης, Σρατῶναξ, Μικίων, Σωκράτης, Απατόριος,
» Ἐπιγένης, Ξενοτίμος, Νικάνωρ Ἀκεσιππίδης, Ποσειδώνιος, Θεόκριτος,
» Τιμοκρατής, Ξενοκλῆς, Δεξιβίος, Μνησαγόρας, Ἀγώνωρ, Ἀλεξίων,
» Γηθιμένης. »

» tribunal arbitral et qu'ils fussent à terme échu, sans qu'il puisse lui être
» infligé une amende..... Si quelqu'un des Arkésinéens ou des personnes
» qui habitent Arkésiné enlève de force les gages à ceux qui font l'exécution
» ou s'oppose à l'exécution, magistrat ou simple particulier, de quelque façon
» ou sous quelque prétexte que ce soit, il paiera à Alexandros trente drachmes
» d'argent et cet argent pourra être recouvré contre lui, comme s'il eut été
» condamné envers Alexandros sur l'action en exécution de la chose jugée par
» un tribunal arbitral et comme s'il fut à terme échu.... Il est convenu de
» la part des Arkésinéens que rien ne pourra prévaloir contre le présent
» contrat, ni loi, ni décret, ni résolution, ni stratège, ni magistrat décidant
» autre chose que ce qui est écrit dans le contrat, ni rien au monde par
» quelque détour ou sous quelque prétexte que ce soit, et que le présent contrat
» vaudra titre, partout où le rapporteront, soit le prêteur, soit ceux qui feront
» le recouvrement pour lui.

» Le présent contrat sera gravé par les soins des commissaires de l'emprunt
» sur une stèle de marbre et placé dans le temple d'Héra.

» Témoins : Métagénès, Stratonax, Mikion, Socratès, Apatorios, Epigénès,
» Xenotimos, Nicanor, Akésippidès, Poxidonios, Théocritos, Timocrates,
» Xenoclès, Dexibios, Mnésagoras, Agenor, Alexion, Gethiménès. »

En examinant attentivement ce contrat on se fait facilement une idée de la συγγραφή telle qu'elle était entendue dans le droit grec.

C'était tout d'abord un acte écrit et scellé par chacun des contractants, que l'on déposait ensuite chez un tiers, ordinairement dans un temple, et qui était passé devant de nombreux témoins qui en attestaient la véracité.

Enfin et surtout la συγγραφή contenait la formule exécutoire rédigée toujours dans les mêmes termes ou dans des termes à peu près identiques, quoique non officiellement établis. C'est là, selon nous, le caractère essentiel de cet acte et c'est pour arriver à obtenir le bénéfice et les effets de la formule exécutoire que l'acte est rédigé.

Grâce à l'application de ces mots qui sans être sacramentels sont presque toujours les mêmes, le créancier n'a pas besoin de recourir aux tribunaux pour obtenir gain de cause, c'est-à-dire, pour arriver à l'exécution des engagements pris envers lui. L'exécution aura lieu par tous les moyens légaux, comme s'il y avait un jugement *καθάπερ ἐκ δίκης*, c'est-à-dire, comme s'il y avait eu condamnation par l'action *ἐξούλης*, qui était à Amorgos, comme à Athènes, l'action en exécution.

Cette exécution était aux termes du contrat indépendante de la loi ou des magistrats, rien ne pouvait prévaloir contre elle, et ici comme pour l'exécution d'un jugement rendu sur l'action en exécution, le créancier pouvait agir sans l'intervention d'officiers publics; il se contentait de prendre des témoins et se mettait en possession des biens de son débiteur, il forçait sa maison, saisissait les meubles, les enlevait et se payait par ses mains. Tel était le droit qui lui était conféré par les contrats exécutoires, droit qui était assuré ainsi que le prouve le contrat

que nous avons transcrit par une amende en faveur du créancier ; et à son tour le recouvrement de cette amende se trouvait garanti et facilité par une autre clause d'exécution parée.

C'était, en un mot, la même situation que si un jugement avait donné un délai au débiteur pour verser le montant de sa condamnation, et que ce dernier eût laissé passer ce délai sans obéir à l'ordre des juges. Point de ressemblance assez frappant avec nos contrats exécutoires modernes.

Si, au contraire, le droit de saisir ou plutôt la clause d'exécution n'avait pas été formellement prévue et expressément stipulée, *Καθάπερ ἐκ δίκης*, aucune saisie n'était permise au créancier avant qu'il se fût adressé aux juges.

L'on peut donc définir la *συγγραφή* : un acte ayant un caractère public par l'assistance de nombreux témoins et emportant exécution parée, c'est-à-dire pouvant être mis à exécution à terme échu sans jugement,

CHAPITRE II

Droit romain.

Dans la Rome antique, comme dans toutes les sociétés primitives, c'est l'exécution privée qui domine, mais cet état de choses remonte très haut dans les annales de la Cité, si bien qu'à l'époque où commence l'histoire romaine, au moment où l'on peut étudier avec plus de certitude les institutions de ce peuple, le droit de se faire justice à soi-même a vécu. Bien au contraire, les Romains avaient un profond respect pour les institutions judiciaires et pour la magistrature ; l'exécution des obligations et des jugements se faisait devant le magistrat qui présidait à toute cette procédure.

Il fut, en effet, décidé que les actes d'exécution accomplis par le créancier lui-même ne seraient pas régulièrement accomplis. Il fallait pour agir une condamnation judiciaire et Paul (1) nous apprend que les apparitores qui étaient les officiers du magistrat, étaient frappés d'une amende par le préfet du prétoire s'ils opéraient sans un jugement préalable, et cela, alors même qu'ils auraient agi sur l'ordre du magistrat ; car un simple ordre ne peut remplacer la *causa cognitio* qui est exigée.

Le créancier qui agissait ainsi de lui-même était puni de

(1 Sentent. V-12-6.

peines publiques par la loi Julia de vi privata, de César ou d'Auguste.

Sous l'Empire, une constitution de Marc Aurèle (décretum Marci) punissait de la perte de sa créance le créancier, qui même sans violence se payait sur les biens de son débiteur; Constantin, lui, le condamne à la déportation s'il succombe, et, s'il gagne, il ne lui accorde que la moitié de sa créance. En 381, une constitution de Gratien le déclare déchu de son droit; les empereurs Théodose, Arcadius et Honorius, Valentinien s'en occupent aussi. La Nouvelle 52-C-1 le frappe de déchéance et l'oblige à restituer le quadruple; la Nouvelle 62-C-1 punit le créancier, qui de sa propre autorité vient apposer son sceau sur les objets qui sont en la possession de son débiteur mourant, elle le déclare déchu de sa créance, le frappe d'infâmie et va même jusqu'à prononcer la confiscation d'un tiers de ses biens.

Ce sont là des dispositions sévères qui atteignent ceux qui ont voulu agir contre leurs débiteurs sans avoir eu recours à un magistrat.

De même, le créancier qui a fait connaître son droit et possède un titre qui lui permet d'arriver à l'exécution forcée ne peut y procéder de son autorité privée; il encourrait suivant les circonstances la peine du *furtum* ou de la *rapina* « *Qui judicati bona auctoritate sua distraxit furti actione et vi bonorum raptorum tenetur* » (1). Peut-être cependant dans ce cas n'aurait-il pas été frappé des déchéances qui punissent celui qui prétend se faire justice à lui-même.

Il y avait cependant un cas où le créancier était dispensé

(1) Ulpien, loi 6, § 2. De re judicata.

de s'adresser à la justice, c'était celui où le débiteur à titre de sûreté avait transféré par la fiducia la propriété de certains objets. Le créancier contractait l'obligation d'en retransférer la propriété à l'échéance si le débiteur s'acquittait envers lui, mais si au contraire le paiement ne pouvait avoir lieu, le créancier avait le droit de retenir la chose sur laquelle reposait la fiducia et de se payer sur le prix.

La fiducia était donc en quelque sorte un contrat exécutoire dispensant des formalités ordinaires de l'exécution avec cette particularité cependant, que cette exécution ne pouvait s'exercer que sur des objets déterminés.

Cet état de choses existait encore à l'époque classique, ainsi que l'attestent des textes de Gaïus et de Paul (1).

Si l'exécution purement privée était interdite à Rome, quel était donc le procédé employé pour obtenir les satisfactions que l'on était légalement en droit d'exiger? Nous nous demanderons si le procédé employé ressemblait à notre théorie moderne de la formule exécutoire, et s'il ne s'en rapprochait pas sur certains points? Nous examinerons pour cela les divers états du droit à ce sujet, sous la procédure des actions de la loi et sous les procédures formulaire et extraordinaire; après quoi, nous rechercherons si le contrat exécutoire grec, la *συγγραφή*, a été introduite dans le droit romain? Et quelles sont les modifications qui ont été apportées à son caractère?

SECTION I. — PROCÉDURE DES ACTIONS DE LA LOI.

Cette habitude de se faire justice soi-même, dont nous avons parlé tout à l'heure et qui fut, ainsi que nous l'avons

(1) Gaïus II § 60. Paul, Sentences II, 43.

dit, si sévèrement proscrite par la suite, a servi de point de départ et de base à la procédure des actions de la loi.

A l'origine, comme dans toutes les sociétés primitives, la justice est abandonnée à l'initiative individuelle. Le demandeur se met en possession de l'objet qu'il revendique ou s'empare de son débiteur, lorsqu'il n'a pas rempli ses engagements, sans plus de formes.

C'est du besoin de distinguer les revendications justifiées des actes de violence arbitraires qu'est née la procédure romaine.

Il y a procédure sans procès, il n'y a pas de discussion et il suffit en poursuivant son droit de se servir de rites solennels pour en obtenir la réalisation.

C'est ainsi que sont nées en dehors de tout débat judiciaire la *pignoris capio* et la *manus injectio* et enfin l'*actio sacramenti in rem*.

Impressionnés par la présence du magistrat et le simulacre de contestation qui pouvait s'élever avec le *vindex*, la plupart des auteurs semblent considérer la *manus injectio* comme un procès moderne: « En réalité, dit M. Girard, elle en est très loin, elle est très près du système où il y a procédure sans procès, où l'on se fait justice dans les formes légales, car le débiteur ne peut se défendre lui-même et quoiqu'on s'y méprenne souvent, quand le *vindex* intervient, il ne le défend pas non plus, il le libère par son intervention. Seulement il est sujet à amende, s'il intervient à tort. Donc, la procédure de la *manus injectio* est une procédure qui se termine sans procès, qu'elle aboutisse à son terme normal ou qu'elle échoue, sauf une question à régler au second cas entre son auteur et le *vindex*; entre le *manum injiciens* et le *manum depellens*. Et il ne faut pas objecter que c'est là une voie d'exécution qui a dû être précédée

d'un procès véritable ; car il est à croire qu'il y a eu une époque où la *manus injectio* était avec la *pignoris capio* la seule action de la loi, où elle sanctionnait des créances qui y donnaient lieu par elles-mêmes comme celle du *nexum* ».

On en vint insensiblement à discuter le droit de celui qui exerçait ces procédures et les débats judiciaires vinrent alors compléter les formes solennelles d'autrefois qui devinrent ainsi les vieilles actions romaines : *legis actio per sacramentum*, *legis actio per pignoris capionem*, *legis actio per manus injectionem*.

Deux de ces actions sont relatives à l'exécution . L'une, la *legis actio per pignoris capionem* est la saisie, faite sans jugement par le créancier, d'un objet appartenant au débiteur qui ne paie pas ; c'est là un moyen qui a fonctionné dans beaucoup de législations primitives et où une grande part est laissée à l'initiative du créancier. Nous n'en parlons pas ici, car cette théorie antique a été exclue dès le début du droit romain. Elle ne sert plus en principe aux particuliers, sauf dans des cas très rares, elle subsiste encore en matière militaire, financière et religieuse ; elle survit alors exclusivement au profit de l'État qui conserve le droit de se faire justice.

La *legis actio per manus injectionem* est la procédure employée contre le *judicatus* et contre le *confessus* ; elle nous intéresse donc plus particulièrement. Elle se déroule en présence du magistrat et aboutit à un procès quand sa légitimité est contestée par le *vindex*. Elle s'ouvre par l'expiration d'un délai de trente jours à partir de l'échéance de la dette ; après quoi a lieu la comparution devant le magistrat et le débiteur s'il n'est pas libéré par le *vindex* est *addictus* au créancier par le magistrat. En vertu de cette

addictio, il est conduit en prison où il restera pendant soixante jours, après quoi il sera mis à mort ou réduit en esclavage.

Cette voie d'exécution ne portant en aucune façon sur les biens, elle consistait uniquement en la contrainte par corps. D'ailleurs, elle n'a pu servir à exécuter les jugements que depuis que d'autres *legis actiones* sont venues lui servir de préliminaires, car jusque là, elle servait seulement à exécuter des créances spéciales.

Les actes solennels que nous venons de décrire, parmi lesquels figurent toujours en premier lieu l'affirmation du droit du demandeur devant le magistrat, assurent la satisfaction directe du droit revendiqué, quand l'adversaire ne soulève aucune contestation.

Il y a réalisation du droit, mais il n'y a pas jugement, à la différence de ce qui se passe dans les législations modernes, où l'instance aboutit naturellement à une décision du magistrat.

En un mot, c'est la négation absolue de notre système où l'exécution est la conséquence du jugement, alors qu'à Rome au contraire, à l'époque des actions de la loi on commence par l'exécution.

Ce court aperçu de l'origine des *legis actiones* nous sera utile pour expliquer et comprendre la *confessio in jure* que nous allons étudier.

CONFESSIO IN JURE

La *confessio in jure* est un aveu fait *in jure* par le défendeur du droit du demandeur; elle porte non sur les faits allégués par ce dernier pour étayer sa prétention, mais sur le droit lui-même qu'il invoque.

Son existence au temps des *legis actiones* ne peut être mise en doute.

Paul nous apprend que l'*in jure cessio* était sanctionnée par la Loi des XII Tables (1), or l'*in jure cessio* n'est en somme qu'une *legis actio* fictive terminée par la *confessio* du droit fictivement revendiqué.

Dans ce mode d'acquérir, d'après Gaius (2), l'acquéreur revendique la chose en justice, pendant que l'aliénateur ne soulève aucune contestation et, sur cette *confessio in jure*, s'empare de la chose après l'*addictio* ou acquiescement du magistrat.

La *confessio in jure* existait donc à l'époque des XII Tables et elle conduisait, directement et sans jugement, à la réalisation du droit du demandeur.

Elle était suivie d'exécution parce qu'elle coïncidait avec l'abandon du droit de se défendre et qu'elle entraînait ainsi la reconnaissance ou plutôt la réalisation du droit.

Par cet aveu *in jure* le défendeur se soumet à l'exécution comme de nos jours se soumet un débiteur qui reconnaît sa dette par acte notarié, et comme s'y soumettaient dans notre ancien droit, ainsi que nous le verrons, les débiteurs qui faisaient constater à l'amiable leur obligation par un tribunal.

Gaius (3) nous dit que la *confessio in jure* sur l'action *in rem* est suivie d'exécution après addiction du magistrat.

Cette addiction n'est qu'une reconnaissance par le magistrat du droit que le demandeur a affirmé par la *legis actio*

(1) Paul, *Fragmenta Vaticana*, 30 : « *In jure cessionem lex XII Tab. confirmat* ».

(2) Gaius, *Inst.* II, 24.

(3) Gaius, *Inst.* II, 24.

et que le défendeur a rendu exécutoire par sa *confessio* : c'est tout simplement l'effet de l'attitude des parties.

Dans l'action *in personam* cette exécution n'intervient au contraire qu'après un délai.

En matière réelle, comme en matière personnelle, la *confessio in jure* rend le droit exécutoire, sans avoir besoin de recourir à l'instance *in judicio*.

En cas de *confessio*, l'exécution sur l'action réelle se fait immédiatement et en nature; sur l'*actio in personam* elle fait naître la *manus injectio*.

Il existait aussi un contrat dont les effets étaient similaires au point de vue qui nous occupe. Nous voulons parler du *nexum*.

NEXUM

Ce contrat remonte à une époque très reculée, aussi est-il tombé le premier en désuétude; les formes en paraissent assez compliquées et assez étranges et cela s'explique précisément par leur origine antique.

Il faut que les parties contractantes se trouvent en présence, mais cela n'est même pas suffisant, car il faut encore le concours de cinq témoins au minimum et d'un portebalance ou *libripens*; enfin une balance et un lingot de cuivre sont les accessoires obligés des personnages qui figurent dans cette cérémonie juridique.

Ces conditions réunies, c'est le moment de prononcer les paroles sacramentelles qui ne nous ont pas été conservées, mais dont on a tenté une reconstitution à peu près communément admise : « *Quod ego tibi M libras hoc aere aeneaque libra nesas dedi, eas tu mihi post annum jure nexi dare damnas esto* ». Ces paroles étaient prononcées par le

créancier pendant qu'il remettait l'airain au débiteur, après en avoir frappé la balance. C'était là une formule analogue la *damnatio* prononcée par le juge contre le défendeur.

Tout dans cette opération est réglé avec précision et ces formes sont une opération nécessaire pour obtenir la création de l'obligation et pour obtenir à l'échéance une exécution facile et simplifiée en cas de non-paiement.

Il y a, dans ce contrat, une ressemblance avec nos contrats exécutoires modernes ; ressemblance bien lointaine il est vrai, mais qui suffit pour les rapprocher.

Tout d'abord l'effet du *nexum* est : que le débiteur est assimilé à un défendeur condamné par un jugement ; le créancier, en effet, pouvait agir contre son débiteur, comme aurait pu le faire l'autorité publique à l'égard d'un *judicatus*. L'*addictio du nexum* avait lieu en vertu du contrat seul et sans intervention du magistrat ; elle n'était donc subordonnée qu'à la volonté du débiteur, qui pouvait l'éviter soit en se procurant de l'argent, soit en trouvant un *vindex* qui devait à son tour ou payer ou le remplacer dans la procédure de la *manus injectio*.

Nous retrouvons là une exécution conférée au créancier qui est comme une délégation de la puissance publique, puisqu'il est ainsi dispensé d'obtenir un jugement. Ce dernier point a de l'analogie avec notre formule exécutoire. Nous avons ici, en effet, des termes sacramentels prononcés suivant un rite déterminé, afin de donner aux parties des garanties semblables à celles que leur procure de nos jours la présence d'un notaire.

« La comparaison la plus exacte, dit M. Girard, dans notre droit où l'exécution porte sur les biens, serait celle des actes notariés en vertu desquels on peut procéder à

l'exécution forcée, en particulier à la saisie immobilière, comme en vertu d'un jugement (1).

Le créancier devra malgré tout avoir recours aux voies d'exécution ordinaires et se servira de la *manus injectio*, mais c'est là une procédure nécessaire pour éviter les abus de la justice privée, et l'emploi d'un moyen légal s'explique d'autant mieux, que l'effet du *nexum* est plus rigoureux.

Le créancier s'empare, en effet, du débiteur solennellement devant le magistrat, afin de l'amener chez lui comme un prisonnier et d'arriver ainsi à obtenir soit sa mort, soit sa réduction en esclavage, à moins que le vindex n'intervienne pour s'opposer à cette saisie de la personne.

La situation du *nexus* était très dure, aussi songea-t-on bientôt à en atténuer la rigueur. Une loi de la première moitié du v^e siècle, de 428 ou 441 de Rome fondée, la loi *Pœtelia Papiria*, vint y apporter un adoucissement, sans l'abolir cependant. Elle lui enleva sa force exécutoire, en décidant qu'il ne dispenserait plus de prendre un jugement contre le débiteur. Ce contrat solennel subsista cependant, mais dénaturé, car ses formalités compliquées le firent tomber en désuétude et l'on recourut à des contrats plus simples dont les effets étaient identiques.

Pendant que s'affaiblissait et disparaissait le *nexum*, une loi *Vallia* de la fin du vi^e siècle de Rome fondée adoucissait la rigueur de l'ancienne *manus injectio*, en permettant au débiteur d'être presque toujours son propre vindex. La loi *Aebutia* du vi^e ou vii^e siècle vint introduire une procédure nouvelle : la procédure formulaire ; et deux lois *Juliae* votées sous Auguste en 737 ne laissèrent subsister la procédure des actions de la loi qu'en matière de *damnum*

(1) Girard, *Manuel*, p. 471, note 2.

infectum et pour les procès plaidés devant les centumvirs qui n'ont jamais statué que sur des procès liés par le *sacramentum*.

Dans tous les autres cas c'est désormais la procédure formulaire qui est suivie.

SECTION II. — PROCÉDURE FORMULAIRE.

Nous retrouvons encore dans cette procédure la division de l'instance en deux phases, mais les paroles et les gestes sacramentels ont disparu et ont été remplacés par des formules : « Le trait caractéristique dont elle tire son nom est la *formula*, petit programme du procès, rédigé par le magistrat sur la demande des parties, qui dit au juge ce qu'il devra faire, selon qu'il vérifiera ou non l'existence de la prétention du demandeur, qui, dans la rédaction la plus simple, lui dit de condamner au premier cas et d'absoudre au second : *si paret..... condemna, si non paret absolve* » (1).

L'exécution des jugements dans cette procédure a de grandes ressemblances avec l'exécution sous la procédure des actions de la loi. Il y a une action qui remplace la *manus injectio judicati*, c'est l'*actio judicati* applicable aussi bien en matière réelle que personnelle. Elle tend aussi à une somme d'argent et la peine est fixée au double en faveur du demandeur que l'on force à agir.

Si le défendeur nie l'existence d'un jugement antérieur et s'il donne caution, un véritable procès va s'ouvrir. Si au

(1) Girard, *Manuel*, page 36.

contraire le défendeur ne réclame rien, c'est l'exécution sur la personne, copiée sur la *manus injectio*, ou bien l'exécution sur les biens : *bonorum vindictio*.

Tel est le mode d'exécution des jugements à cette époque. Le recours aux magistrats était toujours indispensable et le *nexum* avait lui-même perdu ses privilèges à cet égard.

Si bien que Tambour a cru pouvoir dire que : « On ne connaissait pas à Rome notre système de titres exécutoires permettant, quand l'acte est reçu par certains officiers publics et revêtus par eux d'une formule au nom de l'autorité publique, de s'adresser directement aux agents chargés de l'exécution, sans avoir besoin de soumettre son droit au contrôle des tribunaux. On ne trouve pas à Rome de fonctionnaires investis du même caractère que nos notaires et tout créancier est dans la position où se trouve chez nous le porteur d'un simple acte sous seing privé » (1).

Une décision judiciaire était donc indispensable pour arriver à l'exécution.

Il pouvait se faire que l'adversaire amené *in jus* reconnut le droit que l'on prétendait avoir contre lui, c'était, nous l'avons vu, la *confessio in jure*, dont nous dirons quelques mots dans cette procédure nouvelle.

CONFESSIO IN JURE

Ici, comme sous la procédure des actions, il faut une *confessio* véritable, c'est-à-dire portant sur le droit lui-même, objet de la prétention du demandeur.

Elle doit avoir lieu devant le prêteur dont la présence lui

(1) Tambour : De l'exécution sur les biens des débiteurs dans le droit romain et dans l'ancien droit français.

donne l'authenticité nécessaire, comme chez nous la présence du notaire donne aux actes exécutoires leur force.

Elle ne peut être faite que par le défendeur lui-même qui ne peut être remplacé par un *procurator*, un *tutor* ou un *curator* (1); elle peut cependant avoir lieu en l'absence de l'adversaire quand celui-ci a pris soin de se faire représenter.

Il est certain que le *confessus* est soumis à l'exécution sans qu'il y ait eu *litis contestatio* et sans qu'un jugement ait prononcé sur le droit du créancier.

De là la différence déjà indiquée avec l'aveu du droit français qui demande malgré tout un jugement; la *confessio certi* remplace le jugement et a la même force que lui.

Ici personne ne conteste plus le bien fondé de la règle : « *confessus pro judicato est* ». Le *confessus* est assimilé au *judicatus*; comme lui il sera poursuivi par l'*actio judicati* s'il ne veut pas s'exécuter. Ce qui constitue un point de ressemblance avec nos contrats exécutoires.

Il est probable que l'*incerti confessio* ne conduisait pas au même résultat. Ulpien (2) dit en effet : « *Certum confessus pro judicato erit, incertum confiteatur* ». La *confessio incerti* ne rend le droit ni certain ni exécutoire.

L'exécution ne peut en effet intervenir immédiatement puisque le droit n'est pas liquidé en argent; l'*actio judicati* est impossible, et pour arriver au but, il faudra certainement une procédure intermédiaire.

Si le *defensus incerti* ne paie pas ou ne fait pas de *certi confessio*, ses biens sont saisis et vendus; cependant comme le droit du demandeur n'est ni certain ni exécutoire

1) Dig. 42-2-6, § 4.

2) D. 42, 2, 6.

toire vis-à-vis de lui, il pourra jusqu'à la vente reprendre la défense à laquelle il avait primitivement renoncé.

La plupart du temps le *confessus incerti* était amené à faire une *certi confessio* afin d'éviter la vente de tous ses biens.

SECTION III. — PROCÉDURE EXTRAORDINAIRE.

La procédure extraordinaire (*cognitio extraordinem*) s'introduisit peu à peu à Rome au début de l'Empire ; elle n'est à cette époque que la procédure administrative transportée dans le domaine de la juridiction civile.

Ici le fonctionnaire public est affranchi de toutes les règles de l'*ordo judiciorum privatorum* ; il a la faculté de faire ce que bon lui semble pour réaliser le droit entre les parties, tout en restant cantonné dans le droit.

La distinction du *jus* et du *judicium* a disparu et le magistrat peut juger lui-même les contestations entre particuliers ; de plus le jugement peut porter sur autre chose que de l'argent.

C'est en somme un changement considérable dans la procédure.

Il suit de ces diverses modifications que le jugement n'est plus exécuté sur la demande du créancier par l'*actio judicati* conduisant à la *duci jussio*, à la saisie et à la vente du patrimoine du débiteur condamné. Le magistrat fait exécuter sa décision par la force « *manu militari* » quand l'exécution directe est possible ; dans le cas contraire ce sont les procédés de contrainte administratifs qui sont employés « *multis et pignoribus* ».

Quant à la *confessio in jure* elle a maintenant pour unique effet de rendre le droit certain. Cependant nous voyons réapparaître dans la pratique postérieure l'idée que la *confessio* conduit à l'exécution sans jugement; idée que nous avons déjà rencontrée et qui a porté certains auteurs (1) à admettre que la théorie de nos actes authentiques entraînant l'exécution forcée sans jugement, provient de ce point de départ.

Ainsi nous pouvons voir par l'examen rapide que nous venons de faire, que le droit romain ne connaissait pas de véritable système d'actes exécutoires; cela n'est pas surprenant, étant donné que cette théorie dénote un développement social très accentué. A Rome, d'ailleurs, tout se passait devant le magistrat qui intervenait en maintes circonstances, et qui présidait pour ainsi dire à toutes les phases du procès.

APPENDICE

Chirographa et syngraphae.

Nous avons rencontré en Grèce des actes exécutoires appelés *συγγραφαί*, revêtus d'une sorte de formule toujours à peu près identique et qui donnait à ces actes leur force exécutoire; ces mêmes actes nous les retrouvons à Rome, où ils furent introduits à l'usage des pérégrins, d'où ils passèrent bientôt dans la pratique des citoyens.

Cette existence nous est affirmée par de nombreux

(1) Kohler, 233, 8, 1887. *Zur Geschichte der executorischen Urkunde in Frankreich.*

auteurs qui font des allusions fréquentes aux *chirographa* et aux *syngrapha*. Il résulte de ces différents textes que les deux expressions employées ne désignaient pas identiquement les mêmes choses ; il y avait là deux sortes d'actes : les premiers qui semblent seulement émaner de la partie qui s'oblige, les seconds au contraire qui paraissent être l'écho des deux parties contractantes.

Une difficulté surgit pour l'étude de ces contrats : c'est d'en connaître les effets ; question difficile à élucider, car aucun auteur ne nous a renseigné sur ce point.

On parle il est vrai d'une définition assez sommaire de Gaius (1) qui après avoir parlé des *transcripticia nomina* nous dit : « *Praeterea litterarum obligatio fieri videtur Chirographis et Syngraphis, id est si quis debere se aut daturum se scribat, ita scilicet si eo nomine stipulatio non fiat, quod genus obligationis proprium peregrinorum est* ».

Si ce texte laisse dans l'ignorance des effets de cette sorte de contrats, il sert cependant à nous confirmer dans cette idée qu'ils ont réellement existé à Rome. Nous possédons d'ailleurs des allusions qui ont été faites à ce sujet dans d'autres auteurs : c'est tout d'abord Plaute dans l'*Asinaria* (acte IV) qui nous en parle, César en dit également un mot dans un plaidoyer en faveur des Bithyniens, et Cicéron en maints endroits nous en rapporte des preuves.

C'est ainsi que dans une lettre qu'il écrit à Thermus, proconsul de Cilicie, il le prie de veiller au recouvrement de certaines créances qu'il n'appelle pas *syngrapha*, mais qui, sans aucun doute, présentent les mêmes caractères : elles portent intérêts, sont exigibles et l'une d'elles se trouve garantie par une hypothèque. Ces créances prove-

(1) Gaius II, 134.

naient d'un emprunt fait par Cluvius de Pouzzoles (prêtenom de Pompée) aux villes de Mylasa, Alabanda, Heraclea, Baraglia et Caunos en Carie (1).

Dans une autre lettre à Silius, il parle aussi d'un prêt fait à la ville de Nicée par un certain T. Pinnius. Il s'agit encore ici d'une *syngrapha* (2).

De plus Cicéron nous apprend que Rabirius Postumus avait fait à Ptolémée Autèles des avances assez considérables, et que pour rentrer dans ses fonds, il fut obligé, après la restauration de Ptolémée, de se mettre au service du roi d'Égypte comme intendant des finances (3).

Enfin une lettre de Cicéron nous dit que quand il était proconsul en Cilicie, il reçut une lettre de Coelius qui lui recommandait une *syngrapha Sittiana*, mais il nous manque malheureusement des détails plus précis sur cette *syngrapha* (4).

Ce mot de *syngrapha* se rencontre encore dans une foule d'autres auteurs latins; ainsi Sénèque, Spartianus Ammianus Marcellinus, Symmaque, Saint-Ambroise, Ausone s'occupent de ce contrat.

Ces derniers textes sont tous postérieurs à l'édit de Caracalla de 212. « Ils montrent bien, dit M. Dareste (5) que la *syngrapha* était devenue d'un usage commun même entre citoyens romains, quoiqu'il n'y eut plus de pérégrins. Elle ne créait pas l'obligation mais elle servait à la prouver et c'est pourquoi l'usage s'en répandait de plus en plus. »

(1) *Cicéron ad familiares*, XIII, 56.

(2) *Cicéron ad familiares*, XIII, 61.

(3) *Cicéron pro Rabirio Postumo*, 2.

(4) *Cicéron ad familiars*, VIII, 2.

(5) Dareste, *Bulletin de correspondance hellénique*, 1884, p. 362, sur la *συγγράφη* en droit grec et en droit romain.

Nous n'avons pas à nous occuper ici de la question de savoir si ces actes sont des contrats formels obligeant sans cause, ou si, au contraire, ils servent simplement de preuve à l'obligation, car c'est là une question qui ne se rattache pas à notre sujet; nous n'avons donc à étudier ces contrats qu'en tant que contrats exécutoires.

M. Dareste croit que la *syngrapha* a conservé à Rome, au point de vue de l'exécution, le même caractère que la *συγγραφή* grecque; il s'appuie pour étayer son opinion sur les auteurs que nous avons cités et qui souvent emploient l'expression de *syngrapha*.

Il cite encore deux *syngraphae* qui semblent en effet confirmer sa théorie d'une façon irréfutable.

C'est tout d'abord la *syngrapha Salaminia*. A la suite d'un prêt fait par Martinius et Scaptius (prête-noms de Brutus) à Salamine, dans l'île de Chypre, Scaptius eut recours à une exécution militaire; Cicéron intervint alors et essaya une transaction qui, malgré tous ses efforts, ne put aboutir; il réussit cependant à éviter une seconde exécution militaire.

C'est ensuite une autre exécution à main armée tentée par Hérode en l'an XI avant Jésus-Christ contre Sillius, ancien ministre d'Obodas, roi des Arabes, auquel il avait prêté de l'argent.

Tout cela amènerait à croire avec M. Dareste que la *syngrapha* est véritablement un titre exécutoire dont le recouvrement dépendait de l'*imperium* du magistrat romain. Mais on ne peut établir sur ces faits une règle générale. Sans doute dans les deux derniers cas cités il y a une exécution forcée à la suite d'un simple contrat, mais il y a là quelque chose de spécial; les deux parties ne sont pas des citoyens romains. Nous sommes plutôt en présence d'un

vainqueur qui exerce ses droits sans aucune procédure légale et même parfois outrepassé ses droits. C'est ainsi que Cicéron, dans ses lettres à Atticus, trouve que Scaptius a été trop loin dans son exécution et déclare s'opposer à une nouvelle intervention armée.

En ce qui concerne l'acte pratiqué par Hérode contre l'usurpateur du trône des Arabes, nous assistons à une exécution d'un roi contre un autre roi, afin d'arriver au paiement d'une obligation, c'est là un fait accompli en dehors de toute règle et qui pourrait encore se pratiquer de nos jours entre deux nations dont l'une serait débitrice de l'autre.

Nous avons rapporté le témoignage de plusieurs auteurs qui parlent de la *syngrapha*, mais il est impossible d'y trouver exposés les effets de ce contrat, et par suite d'en conclure qu'il était exécutoire par lui-même. Cela prouve seulement que les Romains appelaient de ce nom d'origine pérégrine la preuve écrite ; mais cela n'établit nullement que le contrat grec a passé tout entier dans le droit romain. Dans l'état actuel des documents que nous possédons, il est impossible d'en tirer cette conclusion. La solution opposée paraît au contraire prévaloir, et il semble que c'est le nom seul et non pas les effets qui ont passé dans le droit romain.

CHAPITRE III

Droit barbare et très ancien droit.

L'histoire du droit et des institutions des premiers peuples de la Gaule est assez obscure ; il est impossible dans ces temps reculés d'étudier avec certitude l'état du droit et particulièrement ce qui fait l'objet de notre matière. On peut dire cependant que, comme tous les peuples primitifs, les Gaulois n'ont connu comme moyen d'exécution que l'exécution privée.

Puis sous diverses influences, celle surtout de la civilisation romaine, les mœurs s'adoucirent et la nécessité d'une procédure régulièrement déterminée se fit sentir. C'est ainsi que l'édit de Théodoric (art. 16) chez les Ostrogoths confie l'exécution des sentences au magistrat même qui les a rendues ; cette exécution est, comme à Rome, confiée à des agents attachés à chaque siège, et l'article 10 de l'édit prononce une déchéance semblable à celle dont s'occupe la constitution 6 au Code, au sujet de la violence exercée par le créancier.

Le *Breviarium* d'Alaric nous donne peu de renseignements sur les Wisigoths ; le *Papien*, dont on a contesté le caractère législatif, mais qui n'en retrace pas moins les usages observés, nous apprend que, chez les Bourguignons, le créancier n'était autorisé à une prise de gage envers le débiteur qu'en vertu d'une sentence du juge.

Ces différentes lois se ressentent de l'influence romaine et l'on peut trouver entre elles et le droit romain de nombreux points de ressemblances. D'autres législations de cette époque sont, au contraire, dominées par l'élément germanique qui leur donne un caractère particulier.

Pendant la période franque, la loi salique réglemeute absolument toute la procédure.

Ses formalités curieuses sont indiquées par M. Pardessus (1).

Dès que l'obligation est exigible, c'est-à-dire aussitôt le terme échu, s'il en a été déterminé un ou quarante jours après l'obligation, si rien n'a été spécifié, créancier et témoins se rendent auprès du débiteur pour le sommer de se libérer. Sur son refus et après un délai qu'on ne peut préciser, pendant lequel il peut encore payer le capital plus une amende de quinze sols, le créancier s'adresse au judex ou graffion et lui expose ainsi l'objet de ses démarches : « Je te prie, juge, de faire comparaître tel homme, mon débiteur, qui a contracté envers moi une obligation de telle somme. » Le graffion ajourne le débiteur. Le créancier alors notifie à ce dernier une protestation contre les paiements qu'il pourrait faire à tout autre qu'à lui-même et contre les engagements qu'il pourrait prendre envers des tiers : « C'est, dit M. Michot (2), une sorte de saisie générale des biens du débiteur, autant que le permettait l'état imparfait, mais cependant rapide et économique, de la procédure de ce temps. » Cela fait, le créancier et ses témoins somment encore le débiteur de s'exécuter et s'il refuse l'ajournent au Mâl, et cela par trois fois. Chaque

(1) Loi salique dissertation X^e. De la procédure chez les Franes.

(2) Michot, *Origines du notariat*, p. 408, n^o 627.

refus de comparaître augmente l'amende de trois sols. Enfin, après ces formalités et si elles ont été vaines, le créancier expose au graffion l'inutilité des ajournements donnés et requiert la mise en possession à son profit des biens du débiteur, le tout à ses risques et périls ; puis par la festuca (paille) il contracte l'engagement de répondre des suites de sa réquisition, dans le cas où elle serait mal fondée : « Toi, graffion, dit-il, puisque tel homme qui a contracté envers moi une obligation de telle somme refuse de comparaître devant le Mâl, suivant la loi Salique, je te demande de m'envoyer à mes risques et périls en possession de ses biens. » Le juge réunit alors sept rachimbours et se rend avec eux auprès du débiteur : « Paie volontairement ce que tu dois à cet homme, lui dit-il. » S'il refuse, les rachimbours délivrent au créancier, après estimation, une partie des biens du débiteur, jusqu'à concurrence du montant de sa créance et du fredum ; ce dernier, fixé au tiers, est perçu par le graffion.

L'exécution était identique quand il s'agissait d'un jugement ; c'est ce qu'il résulte d'un édit de Chilpéric de 574, ainsi que de l'étude de M. Pardessus.

Si le débiteur nie la condamnation prononcée contre lui, le graffion ajourne les parties à quarante jours. Le créancier, en faveur de qui le jugement a été prononcé, doit à cette audience faire comparaître sept des rachimbours qui ont rendu le jugement, et s'il n'en peut trouver sept, trois au moins qui viennent attester l'excuse donnée par les autres ; faute de prouver ainsi l'existence de la condamnation, il doit restituer les biens saisis et sans doute aussi payer la composition fixée par la loi salique.

Cette comparution de rachimbours s'explique à une époque où les originaux des jugements n'étaient pas

conservés et où il n'existait ni archives publiques ni greffes pour la conservation des minutes.

Cette curieuse procédure, que nous avons tenu à rapporter, pour montrer combien on était alors éloigné de notre système actuel, nous indique l'égalité absolue qui existait à cette époque entre l'exécution des jugements et des obligations ; il n'y avait aucune distinction à faire entre ces dernières qui étaient toutes placées sur le même pied.

Cette législation sur l'exécution, ainsi déterminée et réglementée, constitue un progrès sur les institutions précédentes. Autrefois il suffisait à la partie elle-même de prendre possession d'un gage de sa propre autorité ; cette exécution est refusée par la loi des Wisigoths quand elle dit : « *Capiendorum pro suo arbitrio pignorum unicuique licentiam denegamus* » (1). La loi Salique prohibe encore cette exécution privée et prononce une amende ; la loi des Bourguignons (2) indique aussi une peine ; les lois des Bavaïois, des Saxons, des Alemans et des Frisons s'occupent aussi de la question, mais on peut se rendre compte que moins ces peuples ont subi l'influence romaine et plus leurs législations sont tolérantes envers l'exécution privée ; ce qui amène à croire que dans les mœurs purement germaniques la *pignoratio* était admise.

Faut-il cependant conclure de ces dispositions prohibitives rencontrées plus haut, que l'exécution est désormais confiée uniquement à l'autorité publique et que toute intervention personnelle du créancier est désormais écartée ? L'initiative du créancier a été simplement réduite ; son action n'a donc pas été complètement supprimée.

(1) II, 423.

(2) XIX, I.

Sans doute les textes disent que le créancier ne pourra saisir sans l'autorisation du juge, mais ils ne disent pas que seuls le magistrat et ses agents auront le monopole de l'exécution.

On peut croire cependant que d'après les prescriptions de la loi Salique, la saisie ne peut être pratiquée que par le magistrat lui-même, qui surveille et conduit la procédure, mais dans ce cas il y a, croyons-nous, une expropriation irrévocable, alors que dans la *pignoratio* il n'a pas dû en être ainsi, et le débiteur devait, en s'acquittant de ses obligations, pouvoir retirer le gage dont le créancier s'était emparé.

A cette époque donc, en principe, tous les actes étaient exécutoires, en ce sens qu'ils suivaient les mêmes règles que les jugements, règles que nous venons d'indiquer.

Seulement dans certains cas spéciaux où des objets déterminés étaient affectés à la garantie de la dette, le créancier pouvait se soustraire à ces formes. C'est ainsi que pour le gage appelé *obpignoratio* dans la loi Salique, *wadium*, *wadia* et *pignum* dans la législation lombarde, le débiteur qui ne payait pas perdait la propriété de sa chose.

Nous avons indiqué également la difficulté qu'il pouvait y avoir à faire la preuve des jugements qui avaient été rendus; nous retrouvons cependant une période dans cette ère de l'histoire où il en fut autrement.

Charlemagne qui introduisit dans son empire tant de louables institutions et qui scellait les contrats du sceau de son épée, disant qu'il les ferait tenir avec la pointe, comprit que la juridiction volontaire devait être indépendante de la juridiction contentieuse; en même temps qu'il confiait aux *missi dominici*, qu'il avait créés, le pouvoir d'exécuter les jugements, il fondait une nouvelle catégorie de magis-

trats dont la mission était de recevoir et constater les conventions; ils étaient revêtus d'un caractère public et portaient le nom de *judices cartularii*.

Ces innovations étaient un acheminement vers notre système moderne; mais l'essai ne survécut pas au grand empereur et bientôt la féodalité avec les deux siècles de chaos qui là précédèrent vint mettre fin à toutes ces réformes.

Alors la force et le droit se confondent de nouveau, l'autorité royale impuissante est obligée de consacrer des principes de désordre : une ordonnance de 1134 de Louis VI Le Gros (1) revient en faveur des habitants de Paris à la saisie privée. Louis VII le Jeune accorde à Bourges le même droit; enfin, Louis VIII par une ordonnance rendue en 1224 confirme celle de 1145 (2).

L'autorité se ressaisit un peu cependant et sous le gouvernement de Saint-Louis dont le siècle fut pour le Moyen-Age ce que le siècle de Louis XIV a été pour les temps modernes, le progrès devient plus sensible. C'est ainsi que la législation va en se développant jusqu'au xiv^e siècle à partir duquel on assiste à chaque étape, aux progrès toujours croissants de la royauté.

Nous voyons par ce court aperçu sur la législation de cette époque, que nos ancêtres n'avaient point encore découvert la théorie des actes exécutoires et qu'ils étaient au point de vue de l'exécution, beaucoup plus arriérés encore que les Romains.

Ce n'est que dans la période suivante que nous pourrons commencer à suivre le développement de ce qui devait devenir chez nous, la formule exécutoire.

(1) Ordonnance I, p. 6.

(2) Ordonn. roy. I, p. 9 et 48.

CHAPITRE IV

Ancien droit.

A mesure que s'affaiblissait et que disparaissait peu à peu en France la féodalité, la royauté devenue plus puissante s'occupait d'améliorer la législation et la procédure.

Nous avons vu que dans la période précédente la force et la légalité étaient le plus souvent confondues; ici, à mesure que la royauté s'impose, elle s'occupe d'édicter des lois et d'organiser l'ordre public. Il y avait à cela de grandes difficultés, car il fallait triompher d'une foule de seigneurs qui, grands et petits, tenaient tous à leur autorité. Elle y parvint cependant.

L'ordre public, alors si menacé, exige non seulement que le créancier ne puisse pas se faire justice lui-même, mais aussi qu'il ne soit pas permis au premier venu qui réclame un droit, de requérir la force publique pour obtenir satisfaction. Il faut cependant, quand la justice s'est déjà prononcée sur une question, que celui qui a triomphé puisse aisément profiter de son succès. Nous avons déjà indiqué ces principes et nous les retrouverons dans l'ancien droit; c'est ainsi que la *pignoratio* a cessé d'exister, si ce n'est peut-être, dans les coutumes de Béarn de 1550 qui semblent encore l'admettre; mais en règle générale, un titre exécutoire est nécessaire pour procéder à l'exécution.

Nous allons donc passer en revue les titres exécutoires

de cette période ; nous étudierons d'abord les jugements, arrêts, sentences arbitrales et ecclésiastiques, puis les actes notariés et leur évolution, et nous terminerons enfin par une troisième section dans laquelle nous parlerons d'actes qui sont exécutoires bien que ne rentrant pas dans les deux précédentes catégories.

SECTION I. — JUGEMENTS ET ARRÊTS, SENTENCES ARBITRALES,
SENTENCES ECCLÉSIASTIQUES.

1^o *Jugements et arrêts.*

Il est difficile de savoir en quoi consistait exactement la force exécutoire du jugement au sens large de ce mot, et l'on ne peut se prononcer avec certitude sur le point de savoir si cette force était donnée par l'apposition d'une formule et en quels termes elle pouvait être conçue.

Les auteurs de cette époque, tels que Beaumanoir, Desfontaines, Bouteiller ne nous donnent là-dessus aucun renseignement. Le dernier de ces auteurs (1) parle cependant de la forme exécutoire dans l'exécution des sentences, mais il ne définit nullement ce qu'il entend par là ; il est même probable que ces mots sont simplement synonymes de titre exécutoire.

On peut cependant essayer de se faire une idée du jugement prêt à être mis à exécution, tel qu'il devait être dans notre ancien droit.

Pothier (2) nous indique les formalités exigées pour arriver à une exécution. Il déclare tout d'abord qu'il faut

(1) Bouteiller, *Somme rurale*, livre II, titre 3 de l'exécution des sentences.

2, Pothier, *Procédure civile*, 4^e partie, chap. 2, art. I, § IV.

que l'expédition soit signée par le greffier, et qu'elle soit scellée et écrite sur parchemin timbré. La deuxième de ces formalités tomba en désuétude et Pothier nous dit qu'à son époque « il n'est plus d'usage d'apposer aucun sceau aux jugements il suffit pour pouvoir exécuter en vertu de ces actes, que le droit de sceau ait été acquitté et qu'il en soit fait mention sur l'expédition de l'acte en vertu duquel on agit ».

C'était là quelque chose de nécessaire, mais qui ne suffisait cependant pas toujours. L'ancienne France a subi longtemps la domination et la législation des Romains ; aussi n'est-il pas étonnant, de voir dans notre ancien droit les jugements exécutoires dans le ressort d'une juridiction, ne l'être plus au-delà d'un territoire déterminé. Il en était de même à Rome où les magistrats n'avaient le droit de veiller à l'exécution de leurs sentences que dans l'étendue de leur juridiction ; si l'exécution devait avoir lieu dans un autre ressort, de nouvelles formalités étaient indispensables.

Ces idées nous semblent étranges, car elles cadrent peu avec nos idées modernes de centralisation ; mais à l'époque que nous étudions ou tout au moins à la fin du Moyen-Age, on en était bien éloigné ; l'unité n'existait pas et la souveraineté était localisée. Il existait toujours entre les seigneurs une certaine rivalité ; ils étaient jaloux de leur autorité et exigeaient qu'on leur demandât une permission expresse, pour exécuter des jugements rendus sur les terres d'un autre seigneur.

Quand surgirent peu à peu les justices royales, l'influence de la juridiction seigneuriale continua à se faire sentir, et, de même qu'il fallait des formalités pour l'exécution d'une sentence d'un seigneur, sur la terre d'un autre seigneur,

de même il en fallut aussi pour exécuter dans le ressort d'une juridiction une sentence qui n'y avait pas été rendue.

Ces formalités consistaient dans la demande d'un visa ou *pareatis*. Ce mot emprunté à l'injonction même qui y était donnée et qui par lui-même indique un ordre, était en effet un appel aux agents d'exécution du lieu où l'on voulait obtenir la réalisation de son droit.

« *Pareatis*, dit Ferrière (1), sont Lettres du Grand Sceau par lesquelles le Roi mande au premier Sergent ou huissier d'exécuter l'arrêt ou la sentence de quelques juges, dans une province où ces juges n'ont aucune juridiction et où le sceau de leur chancellerie n'a aucune autorité ». C'est donc un mandement du roi et plus loin le même auteur nous dit : que c'est un ordre contre lequel rien ne peut prévaloir, et qui peut être mis à exécution sans qu'aucun obstacle puisse venir s'y opposer.

Mais il n'était pas toujours nécessaire d'obtenir un *pareatis* du Grand Sceau. Ainsi, d'après Pothier (2), la simple autorisation du juge était suffisante quand on voulait faire exécuter le jugement dans un seul lieu. De même, il suffisait d'un *pareatis* d'un parlement, pour rendre un jugement exécutoire dans tout son ressort. La suppression de ces formalités ne fut pas obtenue du premier coup et elle demanda même de grands efforts à la royauté, qui lutta pendant de longues années, avant d'aboutir, contre les diverses juridictions qui se partageaient la France.

Il importait cependant de remédier à cet état de choses plein d'inconvénients et d'abus, qui entraînait des retards

(1) Ferrière, *Dictionnaire du droit et de pratique*, v° *pareatis*.

(2) Pothier, *Procédure civile*, 4^e partie, chap. II, art. 4, § 3.

dans l'exécution des jugements et était la source de frais inutiles pour les parties intéressées.

Le 23 mars 1302, une ordonnance de Philippe le Bel « sur la réformation du royaume », décida que les jugements revêtus du scel royal seraient exécutoires par toute la France, et que « les prélats et les barons qui ont haute justice auraient la connaissance de l'exécution » (1).

Le 30 janvier 1466, à Bourges, le roi Louis XI s'élève et combat les prétentions et les insoumissions des derniers vestiges de la féodalité à l'agonie ; il rend une ordonnance afin d'autoriser l'exécution à main armée des arrêts rendus par les cours de parlement et dans la dernière partie de l'ordonnance, il s'exprime en ces termes :

« Scavoir faisons que nous, ce considéré, que ne voulons
» telles rebellions et désobéyssances estre souffertes ne
» tolérées en nostre royaume, ains bonne justice estre
» faicte et administrée à un chascun et les arrestz et juge-
» mens de nostre dicte cour exécutés entièrement, à ce
» que nos subjects puissent vivre ensemble en paix, union
» et tranquillité, sy avons, pour ces causes et considéra-
» cions, et par l'advis et délibéracion des gens de nostre
» grand conseil, vouloir et ordonner, voulons et ordonnons
» par ces présentes que les appointemens, arrestz et juge-
» mens de nostre dicte cour de parlement, faicts et à faire,
» soyent d'ores en avant exécutés par force et main armée
» toutefois que besoin sera et que nostre dicte cour l'ordon-
» nera, de point en point, selon leur forme et teneur,
» nonobstant quelsconques lectres ou mandemens à ce
» contraires, lesquels au dict cas, voulons estre de nul
» effect et valeur » (2).

(1) *Anciennes lois françaises*, Recueil Isambert, t. II, p. 764, art. 58.

(2) *Anciennes lois françaises*, Recueil Isambert, t. X, p. 528.

« C'est de là, dit Isambert, en note de cette ordonnance, que dérive aujourd'hui la formule exécutoire : Mandons et ordonnons à nos procureurs généraux et à tous commandants de la force armée de prêter main forte. » Ici en effet, pour la première fois, apparaît dans la législation, nettement formulée, le droit de recourir à la force armée pour obtenir l'exécution que l'on sollicite.

Quelques années plus tard le 2 septembre 1474 Louis XI rend de Puiseaux un édit (1) dans lequel il insiste sur l'observation de sa précédente ordonnance, par trop négligée et ajoute que désormais, les arrêts du parlement de Paris devront être exécutés dans tout le royaume sans *pareatis* et à la suite de cela il prononce des peines contre ceux qui tenteraient de s'opposer à cette exécution.

En 1539 François I^{er}, s'occupe aussi de la question et cherche à étendre le domaine de la force exécutoire du Grand Sceau en décidant (2) : que « les lettres obligatoires faictes et passées sous le scel royal seraient exécutoires par tout le royaume. » Dans la même ordonnance paragraphe suivant article 66 il dit, parlant des autres sceaux : que l'exécution pourra avoir lieu, à la condition que les obligés « au temps de l'obligation fussent demeurans au-dedans du distraict et juridiction où lesdits sceaux sont authentiques. » Ces termes s'appliquent non seulement aux actes notariés, mais aux jugements, ainsi d'ailleurs qu'il résulte d'un édit d'Henri II du mois de septembre 1555 (3) qui déclare exécutoires dans tout le royaume les arrêts, décrets et commissions du conseil du roi. L'intérêt de ce dernier

(1) Anciennes lois françaises, *Recueil Isambert* t. X p. 687.

(2) Anciennes lois françaises, *Recueil Isambert* t. XII, p. 613, art. 65.

(3) Anciennes lois françaises, *Recueil Isambert*, t. XIII, p. 439.

document est considérable, car il rappelle les efforts tentés par François I^{er}, pour obtenir l'abolition du *pareatis*, au moins en faveur du sceau de la chancellerie royale. Il y est dit que les jugements portant le sceau royal seront exécutoires dans tout le royaume sans que parties ou huissiers soient tenus de demander quoi que ce soit aux parlements.

En 1560 sous François II, un nouvel édit reproduit à peu près les mêmes idées, et se sert d'expressions identiques, avec cette différence cependant : que l'autorité royale y est expressement manifestée. Cet édit, comme déjà beaucoup de ceux que nous avons cités, conclut à la suppression des placets, visa et *pareatis* pour l'exécution des jugements.

Toutes ces ordonnances, tous ces édits, furent enregistrés par les Parlements, et la plupart mentionnent même cet enregistrement, mais, par une curieuse résistance passive, ils ne furent jamais appliqués, si bien que nous voyons à peu près chaque roi essayer, mais en vain, de triompher de l'antique coutume.

C'est ainsi qu'Henri III, en 1579, dans l'article 192 de l'ordonnance de Blois (1), tente de faire exécuter les ordres de ses prédécesseurs.

Cet essai ne fut guère plus heureux que les précédents ainsi que le prouve une ordonnance de Louis XIII du mois de janvier 1629 (2) ; celle que ses contemporains appelèrent par dérision : code Michaud, mais qui n'en est pas moins, et à juste titre, des plus admirées de nos jours.

Ce n'est point la suppression radicale des *pareatis* que l'on y trouve : il y est simplement dit, qu'à l'avenir les juges royaux devront les délivrer sans frais aux officiers des seigneurs et sans examen de la cause.

(1) Anciennes lois françaises, *Recueil Isambert*, t. XIV, p. 380.

(2) Anciennes lois françaises, *Recueil Isambert*, t. XVI, p. 223.

Il était défendu aux seigneurs justiciers de s'opposer à l'exécution des jugements royaux et il devenait inutile de leur demander une permission quelconque avant d'exécuter dans le ressort de leur juridiction.

On a dit souvent, que cette ordonnance n'a jamais été appliquée et qu'elle est restée lettre morte. Il est possible que certaines de ses prescriptions soient restées sans application, mais les seigneurs en tinrent compte cependant, car Louis XIV revenant sur le même sujet dans l'ordonnance de 1667 (1) ne parle plus de ces derniers de plus en plus affaiblis et ne s'occupe plus que des parlements.

Dans la première partie de ce texte Louis XIV parle du *pareatis* du grand sceau et lui donne une force très étendue puisqu'il le déclare exécutoire dans tout le royaume, mais là s'arrêtent les conséquences du principe qui semblait vouloir percer et au lieu d'instituer au profit du grand sceau un monopole, afin de faire découler d'une autorité unique l'exécution des jugements dans toute la France, il laisse aux parties le loisir de pouvoir aussi s'adresser aux Parlements pour obtenir des *pareatis*, ou bien au juge pour avoir une autorisation ; il est vrai, qu'aussitôt il ajoute un correctif et défend à ces juges et Parlements d'examiner l'affaire avant de délivrer l'autorisation, et en somme on peut dire : qu'il a par là, entendu rendre ces juridictions dépositaires de son autorité en leur confiant le soin de rendre des titres exécutoires et qu'il a voulu éviter des frais et une perte de temps aux parties en les dispensant de recourir au grand sceau.

En un mot les progrès sur ce point sont très sensibles. L'autorité du grand sceau est affirmée, et l'obtention de

(1) Anciennes lois françaises, *Recueil Isambert*, t. XVIII, p. 103.

l'autorisation pour exécuter quand on ne peut recourir à ce sceau, est devenu une simple formalité.

Cette disposition législative est la dernière avant le droit intermédiaire s'occupant de la question.

Il y eut aussi une lutte semblable à celle à laquelle nous venons d'assister entre les juridictions ordinaires et les tribunaux de commerce.

Ces derniers créés en 1563 par un édit de Charles IX portèrent ombrage dès leur origine aux juridictions préexistantes et le conflit éclata à propos de l'exécution des jugements.

Tous les auteurs reconnaissaient que ces tribunaux d'exception ne pouvaient connaître de l'exécution de leurs sentences et cela à cause de la prééminence et du privilège des juridictions ordinaires.

Les consuls n'acceptèrent pas la situation subalterne qu'on voulait leur imposer, qui leur enlevait le droit de pourvoir à l'exécution de leurs sentences et les laissait désarmés devant la malveillance des juges du droit commun, et s'appuyant sur l'édit de 1563 ils prétendaient avoir le droit de faire procéder en vertu de leurs jugements.

Le Châtelet de Paris, notamment, soutenait que son sceau était obligatoire et s'attribuait le droit de réviser les sentences des juges consulaires sous prétexte qu'elles ne pouvaient être scellées sans examen préalable; de plus, les huissiers attachés à ce tribunal s'attribuaient à leur tour le monopole de l'exécution des sentences à l'exclusion des autres huissiers, ce qui constituait un empiètement sur les attributions des consuls, car les juges ordinaires pouvaient entraver l'exécution des sentences en défendant aux huissiers de procéder à cette exécution.

Cette question fut définitivement tranchée par un arrêt

du Parlement de Paris du 7 août 1698 rendu sur les conclusions de l'avocat du roi Daguesseau à la suite d'une polémique d'ordonnances émanées des deux juridictions et raison fut donnée aux consuls qui d'ailleurs possédaient un sceau particulier depuis 1696.

Quant aux décisions des tribunaux étrangers, il était assez naturel, avec la défiance qui existait alors vis-à-vis d'eux et étant donné surtout les difficultés d'exécution, même pour les jugements français, de ne pas leur accorder en France le caractère exécutoire qu'ils pouvaient avoir dans leur pays d'origine.

L'ordonnance de 1629 (1) traite très clairement de cette question et indique que les français contre lesquels des jugements étrangers étaient rendus, pouvaient demander à ce que le procès fut de nouveau jugé en France.

2^o *Sentences arbitrales.*

La voie ordinaire pour régler les contestations entre particuliers était la poursuite du défendeur et la comparution des parties devant les tribunaux ou cours de droit commun fonctionnant d'une façon permanente. On pouvait cependant, alors comme aujourd'hui, porter le litige devant des arbitres choisis par les parties et auxquels on donnait tout pouvoir pour trancher la contestation.

Les sentences ainsi rendues sont exécutoires dans notre ancien droit, au moins en théorie, et c'est là une différence profonde qui le sépare du droit romain.

D'après les principes romains, la sentence des arbitres n'est pas exécutoire par elle-même et il fallait, pour

(1) *Anciennes lois françaises*, Recueil Isambert, t. xvi, p. 223.

arriver à ce résultat, avoir recours à un procédé indirect : la sentence rendue, son exécution était assurée par une amende dont le bénéficiaire pouvait obtenir la perception devant les tribunaux ordinaires.

Dès 1283 la coutume de Toulouse (1), qui était pourtant un pays de droit écrit, décidait qu'il appartenait à la cour des Consuls sans avoir à examiner le fond de la contestation, d'accorder à la sentence arbitrale l'exéquatur.

Tambour (2), après avoir mentionné cet état de choses, rapporte que Tancrède dans son ouvrage de *Judiciorum ordine* place la sentence arbitrale, au point de vue de son exécution. à côté des décisions des juges, mais seulement si le compromis stipulait une peine ou si la sentence avait été confirmée par les parties. « Plus tard, ajoute Tambour, dans un traité d'Antonius de Cassario, *De instrumentorum executione* (n° 68), le caractère exécutoire est reconnu dans ces termes formels : *Hoc patet..... in sententia arbitri, quod habet executionem paratam.* »

« Enfin le droit canonique est lui aussi entré dans cette voie et on trouve une constitution d'Innocent III (Décret de Grégoire IX, I, 43. *De arbitris*, ch. 9). prescrivant la mise à exécution d'une sentence arbitrale, pourvu que le compromis eût été régulièrement fait. »

Un édit (3) du mois d'août 1560 sous François II, sur l'exécution des sentences arbitrales, confirma ces règles et les dépassa même, en assimilant les sentences aux jugements.

(1) *Coutumier général* de Bourdot de Richebourg, t. iv, p. 1037.

(2) *Des voies d'exécution sur les biens des débiteurs dans le droit romain et dans l'ancien droit français*, p. 80 et s.

(3) *Anciennes lois françaises*, Recueil Isambert, t. xiv, p. 49.

Ses prescriptions ne furent cependant pas suivies à la lettre, et plus d'un siècle après Pothier (1) constate que les sentences arbitrales ont besoin de l'homologation.

3^o *Sentences ecclésiastiques.*

Les tribunaux ecclésiastiques avaient, comme les autres tribunaux de droit commun, le droit de rendre des jugements ; mais là s'arrêtait leur pouvoir, et ils ne pouvaient connaître de l'exécution de leurs sentences, car cette exécution appartenait au juge laïque (2) ; ils avaient cependant le droit de compter sur le concours des officiers royaux.

Henri II, dans une ordonnance du 19 novembre 1549 (3), rendue, il est vrai, en matière criminelle, puisqu'il s'agissait de poursuites fondées sur des accusations d'hérésie, déclare que les juges ecclésiastiques pourront faire exécuter sous l'autorité du roi, par ses appariteurs, les décrets de prises de corps rendus par eux, sans requérir la permission des juges séculiers et il oblige les seigneurs et officiers royaux à exécuter ces décisions, sans entreprendre aucune connaissance de cause.

Ces mêmes dispositions furent confirmées quelques années plus tard, d'une façon beaucoup plus générale par un édit d'Henri III du mois de février 1580 (4), qui ne fait aucune distinction entre la juridiction ecclésiastique civile ou criminelle.

Cet édit avait été rendu pour répondre aux plaintes du

(1) *Traité de la procédure civile*, t. xxiv, p. 211.

(2) Loiseau, *Traité des Seigneuries*, chap. 15, n^o 53 et 54.

(3) *Anciennes lois françaises*, Recueil Isambert, t. xiii, p. 134.

(4) *Anciennes lois françaises*, Recueil Isambert, t. xiv, p. 465.

clergé assemblé à Melun, à propos des privilèges ecclésiastiques qui, prétendait-il, n'étaient plus respectés.

Si ces protestations n'avaient pas été vaines, puisque le roi leur donna satisfaction, il est à peu près certain que cet édit ne fut guère observé. C'est ainsi que d'Argentré admet encore que l'exécution peut ne pas être accordée soit à cause de l'incompétence du juge, soit à cause de l'injustice de la sentence ; Imbert, dans sa *Pratique*, veut que l'exécution soit subordonnée à une autorisation du juge laïque.

Si bien que Louis XIII croit devoir s'occuper de la question dans une ordonnance du mois de septembre 1610 (1).

Un nouvel édit du mois d'avril 1695 (2) dans son article 44 défend encore aux juges séculiers de « prendre aucune connaissance » de ces jugements, déclare qu'il ne sera « besoin de prendre aucun *pareatis* » et qu'enfin les juges devront à l'exécution de ces sentences « donner main-forte et tout ordre et secours dont ils seront requis ».

Tout cela semble formel ; la pratique ne se décida cependant jamais en ce sens ; c'est ainsi que Pothier constate dans son *Traité de la procédure civile* (3) que la jurisprudence des arrêts a interprété l'édit de 1695 en ce sens que les jugements et décrets des juges d'église emportent seulement une exécution personnelle et non pas à l'égard du possessoire, du sequestre ou d'une saisie exécution, et il ajoute : « C'est ce qui a été jugé par arrêt de la grande Chambre du 1^{er} décembre 1744 qui a déclaré nulle la saisie exécution et la vente des meubles d'un curé

(1) *Anciennes lois françaises*, Recueil Isambert, t. xvi, p. 9.

(2) *Anciennes lois françaises*, Recueil Isambert, t. xx, p. 243.

(3) Pothier, *Traité de procédure civile*, partie IV, chap. III, § 3, p. 291.

faite en vertu d'une sentence de condamnation rendue par un official, avec défense à tous huissiers de mettre à exécution les sentences du juge d'Église, sans permission préalable du juge laïque. »

Telle était dans notre ancien droit la législation relative à l'exécution des sentences ecclésiastiques. Pothier nous indique le dernier état du droit, en cette matière ; cet état de choses se maintint jusqu'à la législation intermédiaire et disparut avec les officialités.

DE LA SURANNATION

Dans notre ancien droit, après un an et un jour, à compter de la délivrance du titre, l'exécution ne pouvait avoir lieu sans une autorisation du juge.

« Quand un procès commencé n'est poursuivy, ni la cause appelée par an et jour, ou qu'une sentence, une commission, un mandement de juge ou rescrit du Prince n'est mis à exécution dedans l'an, il convient obtenir lettres royaux pour être relevé du Suran. »

C'est en ces termes que s'explique Eusèbe de Laurière (1). Il nous apprend que le suran était une espèce de prescription, mais moins rigoureuse cependant que la prescription ordinaire, puisque l'on pouvait l'interrompre moyennant finances, alors qu'elle était déjà accomplie.

Nous pensons qu'il faut surtout voir dans cette institution un but fiscal, ou plutôt un moyen d'augmenter les honoraires des officiers royaux.

1) *Glossaire du droit français*, v^o, Suran.

Loyseau (1) s'est épuisé en vains efforts pour essayer de découvrir les motifs du suran; mais ses recherches et ses déductions dans cette voie ne manquent pas d'un certain intérêt : « Or le sceau, dit-il, pour estre public et notoire, doit par conséquent estre entier et reconnaissable visiblement..... Aucuns pensent que de là soit venue la pratique du suran, présumant qu'après l'an le sceau doit être corrompu. Ce qui n'est pas pourtant, car le sur-an ne se compte pas du jour de l'apposition du sceau, mais du jour que la pièce est datée. Mais la vérité est que le sur-an a commencé d'estre pratiqué aux Rescrits de Chancellerie qui en France ont le mesme pouvoir qu'avait à Rome le Prêteur, à scavoir de suppléer, corriger et modérer la rigueur des lois, chose qui est plus à propos se fait en ce royaume sous le nom du Roy aux Chancelleries. Or il est notoire que comme la Charge du Prêteur romain était annale, aussi ses mandements n'avaient force que pour un an..... mesmement après que les Édicts des Prêteurs concernant le droict public, eurent esté faits perpétuels, les mandements qu'ils décernaient *in causis privatorum* demeurèrent annaux, comme le dit fort bien M. Brisson, lib. 5 de verb. signif. »

« Soit donc que nous ayons appris des Romains la pratique du sur-an, soit des Canonistes sur le chapitre *Plerumque est de rescriptis*, tant y a, que nous nous sommes laissez aisément porter à la suivre es Récrits de Chancellerie, et afin qu'on n'en doutat point, eux-mesmes mettaient anciennement cette clause à toutes leurs lettres. Les présentes après l'an non valables. Ce que les juges ont favorablement étendus à leurs Sceaux pendant qu'ils en avaient la garde

(1) *Offices*, II, chapitre 4, n^o 44 à 49.

et en prenaient l'émolument; de là vient qu'après l'an on prend permission du juge pour exécuter sa sentence, nonobstant le sur-an. Et n'y a que les commissions de prise de corps, qu'on dit de ne se sur-anner point... etc...»

Tel était autrefois le droit commun en France, du moins en ce qui touchait aux jugements; il en était autrement des contrats exécutoires dont l'effet ne tombait qu'avec l'extinction du droit qu'ils représentaient, et c'est en vain que les juges essayèrent de les soumettre aux mêmes règles que les jugements, et cela, nous dit Loyseau (1), « afin qu'on leur apporte les cinq sols pour bailler leur permission de les exécuter ».

La surannation des jugements elle-même disparut et on put les faire exécuter même après un an et un jour (2). Les tribunaux en rendant leur sentence, décidaient et spécifiaient dans leur jugement que la surannation ne pouvait plus être un obstacle, en procédant au moyen d'un mandement ou attache qui pouvait ainsi être considérée comme une autorisation anticipée de passer outre à la surannation.

Ces règles furent aussi suivies dans beaucoup d'autres coutumes particulières, tout en subissant quelques modifications. Les coutumes de Lorrain et Montargis de 1531 (XX, 5) et celle de Bourbonnais de 1521 (100) se rapprochaient un peu de l'habitude du suran en ce qu'elles ne rendaient l'opposition à l'exécution efficace après une année seulement. Les coutumes de Bretagne (234 ancienne, 219 nouvelle), de Lorraine de 1594 (XVII, 5) et d'Épinal (IX, 17), avaient aussi adopté la surannation; celle de Bailloul l'applique non seulement aux jugements, mais encore

(1) Des offices, *loc. cit.*

(2) Laurière sur Loysel, règle 894 et Guenois, notes sur Joubert, I, IV, 8.

aux actes exécutoires, elle permettait cependant, comme s'il s'agissait d'une véritable prescription, de s'y soustraire en faisant dans l'année une sommation au débiteur; d'autres enfin comme celle de Flandre et de Hainaut, avaient adopté des délais plus grands que celui d'un an et un jour.

SECTION II. — DES ACTES NOTARIÉS.

Nous n'avons pas à nous étendre ici sur l'origine des actes notariés et sur les diverses transformations qu'ils eurent à subir depuis leur création jusqu'à nos jours; nous n'avons à les envisager qu'au point de vue de leur force exécutoire et de l'historique de cette force parée.

M. Giraud (1) dit à ce sujet dans sa dissertation sur les *nexi* : « La vraie patrie de la procédure exécutoire moderne c'est l'Italie. Nous rencontrons de très bonne heure cette procédure dans les statuts des villes lombardes, et, par leur intermédiaire, elle se répandit dans toute l'Italie, puis en Espagne et en France (au plus tard au xiv^e siècle) et enfin en Allemagne, où ses premières traces positives sont du xvi^e siècle. »

C'est donc en Italie que nous devons suivre l'éclosion de cette procédure et examiner comment et en vertu de quelle combinaison elle a pu prendre naissance; après quoi nous assisterons à son épanouissement dans notre pays.

En Italie, de même qu'en France, nous assistons au conflit, et plus tard, peu à peu, à la fusion de deux légis-

(1) Ch. Giraud, *Des nexi ou de la condition des débiteurs chez les Romains*, ch. VIII, p. 154.

lations primitivement bien distinctes : il s'agit du droit romain et des coutumes germaniques.

Longtemps ces deux éléments restèrent distincts par suite de la personnalité des lois, mais avec le mélange des races, ils devaient fatalement se confondre. Cette union des races était à peu près complète aux ^xⁱ^e et ^xⁱⁱ^e siècles. A cette époque, on se remit avec ardeur à l'étude du droit romain et l'école de Bologne donna à cette science une grande impulsion.

Les glossateurs ou plutôt leurs successeurs, les juristes italiens des ^xⁱⁱⁱ^e et ^x^{iv}^e siècles, essayèrent de combiner le droit romain et le droit germanique, et l'on chercha à rattacher les coutumes germaniques aux principes romains.

Ces œuvres du raisonnement ou plus souvent de l'imagination furent confirmées bientôt par des lois expresses et un grand nombre de statuts municipaux consacrèrent la fusion des deux législations.

L'institution du notariat introduisit dans les actes des dispositions qui étaient contraires au droit romain et qui par l'habitude finirent par devenir des clauses de style et par remplacer ainsi des lois expresses.

Par ce moyen on en vint à s'écarter des exagérations rencontrées à Rome ou dans les coutumes germaniques. De plus, le développement commercial rendit nécessaire l'institution d'une procédure rapide : point de départ de notre procédure exécutoire moderne, née de la distinction du *nexus*, du *judicatus* et du *confessus*.

C'est en s'inspirant de la *confessio in jure* romaine que l'on arriva à rendre exécutoires les obligations reçues par le notaire et transformées par lui en un véritable aveu judiciaire.

A l'origine, ces aveux étaient reçus par le juge lui-même

qui en faisait la constatation et prononçait ainsi à l'avance une espèce de condamnation. Beaumanoir s'en occupait déjà dans ses coutumes de Beauvoisis. Après avoir traité dans son chapitre 35 des lettres constatant les contrats, au point de vue de la preuve, il s'en occupe ensuite au point de vue de l'exécution et déclare que les lettres ainsi passées [devant les baillis] sont préférables, parce qu'elles sont plus facilement mises à exécution.

Il nous dit que la formule de ces lettres était presque toujours identique et il nous en indique les termes : « A tous ceux qui ces présentes verront et orront, Phelippes de Beaumanoir, bailli de Clermont, salut. Sacent que, en notre présence, por ce établis, Pierres de tel liu reconnut qu'il devoit à Jehan de tel liu, tèle somme d'argent et pour tèle coze. Et parce que ce soit ferme coze et estacle, j'ai en ces présentes lettres mis sous le scel de la baillie de Clermont. »

C'était là un usage qui n'était pas particulier au Beauvoisis, car une ordonnance de Louis X du mois de juillet 1315 (1) dans son article 23 indique que cela avait aussi lieu en Normandie ; Bouteiller (2) lui aussi nous parle d'obligations « qui se font sous scel de baillie. »

Longtemps donc le droit de passer les actes fut confondu avec celui de rendre la justice. A l'origine, les juges rédigeaient eux-mêmes les contrats ; ils finirent par se décharger de ces fonctions sur leurs clercs ou notaires, qui peu à peu s'arrogèrent le droit de les dresser hors la présence du juge.

Cela d'ailleurs importait peu, car, ainsi que le dit Loy-

(1) *Anciennes lois françaises*, Recueil Isambert, t. III, p. 405.

(2) *Somme rurale*, t. CVII, p. 638.

seau (1), c'est toujours le juge qui parle comme s'il s'agissait d'un jugement et dans ces actes, le plus souvent, les parties débitrices s'engageaient à se soumettre comme si elles avaient été réellement condamnées et à subir l'exécution telle qu'elle aurait pu résulter d'une sentence régulièrement prononcée.

Louis IX avait, en 1270, créé dans le ressort de la prévôté de Paris soixante notaires destinés à recevoir les actes concurremment avec les magistrats ; ils étaient cependant sous la dépendance du Châtelet ; peu à peu ils se répandirent en France, surtout avec l'ordonnance de Philippe le Bel du mois de mars 1302 qui les créa officiellement en grand nombre.

Le notaire ne faisait que constater l'aveu et il était nécessaire, pour la forme il est vrai, de demander au juge des lettres d'exécution, ce qui permettait de réclamer, au nom du pouvoir souverain, l'accomplissement de l'obligation. Ces lettres furent en vigueur dès le ^{xiii}^e siècle dans tout le midi de la France, mais elles furent considérées comme un obstacle à l'exécution et l'on recourut à un moyen moins compliqué et plus rapide. On donna au notaire le droit de délivrer le *præceptum executivum* ; il remplit ainsi l'office du juge dans toute son étendue : le principe de l'exécution parée était posé.

Beaucoup de coutumes adoptant le même principe voient dans le notaire un juge véritable ; c'est ainsi que la coutume du Poitou porte dans ses plus anciennes rédactions que les notaires peuvent juger et condamner les parties, car ils doivent être considérés comme de véritables juges (2).

(1) Loyseau, *Traité des offices*, liv. 2, ch. 5, n° 49.

2 Art. 322 de la rédaction de 1514 dans le tome iv du *Coutumier général* de Bourdot de Richebourg.

La coutume du Poitou est sur ce point conforme à beaucoup d'autres des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles ; nous y voyons aussi que le notaire a qualité de juge pour prononcer la condamnation après l'aveu ; Nicolas Boërii nous apprend que la clause exécutoire était aussi connue en Auvergne et dans le Limousin (1) ; Pierre de la Vergne nous dit qu'elle était d'un usage général chez tous les notaires français, ecclésiastiques ou laïques (2) ; Pierre Rebuffe (3) nous dit la même chose pour le Languedoc, la Provence, le Dauphiné, pour le ressort du Parlement de Toulouse, et en règle générale pour tous les pays de droit écrit.

A la fin du ^{xv}^e siècle, le notariat est déjà très développé, mais même à cette époque on ne rencontre pas la séparation absolue entre la juridiction volontaire et la juridiction contentieuse ; les juges continuent à recevoir les actes au même titre que les notaires. Cet état de choses existait surtout dans le nord ; François I^{er} y mit un terme ; par une ordonnance de 1542 (4), il créa au profit des notaires le monopole exclusif de recevoir des contrats ; cette faculté fut ainsi enlevée au juge qui pouvait être frappé d'une peine sévère, en même temps qu'était prononcée la nullité de l'acte.

Pendant que se réalisait ce progrès, de nouvelles complications s'introduisaient aussi, ou plutôt la coutume qui s'était introduite depuis Philippe le Bel fut sanctionnée par

(1) *Boerius in consuetud.*, Bitur, liv. II, chap. 27, p. 57 de l'édition de Francfort donnée par D. Godefroy en 1598.

(2) *Jac Buthrigarius... Super codice, .. cum addition, pet. de Vergnia*, Paris, 1516, 2 vol. in-f^o, t. I, f^o 32-33.

(3) *Rebuffe de litt. obliga.*, n^o 13-18, p. 39-40 et n^o 20 de sa *Practica instrumentorum*.

(4) *Anciennes lois françaises*, Isambert, t. XII, page 790.

cette même ordonnance de 1542. On désignait sous le nom de notaires ceux qui rédigeaient le projet de l'acte; mais pour en obtenir une grosse, les parties devaient s'adresser aux tabellions qui étaient chargés de les délivrer. Cette distinction existait avant Philippe le Bel, qui tenta de l'abolir; François I^{er} au contraire confirma l'usage, déjà établi et sanctionné par une ordonnance de Charles VII du 26 juillet 1433 (1); il concéda aux tabellions le droit exclusif de délivrer des expéditions ou des grosses, alors que les notaires avaient la rédaction de l'acte. Une exception cependant était faite en faveur des notaires de Paris qui cumulaient les deux fonctions.

Henri III par un édit du mois de mars 1575 (2) alla même jusqu'à créer encore des offices de garde-notes dont les titulaires étaient destinés à avoir la garde et le dépôt des protocoles ou registres des notaires qui cesseraient leurs fonctions; ils étaient aussi préposés à la délivrance des grosses ou des expéditions.

Ces créations avaient pour cause les besoins du trésor; elles étaient la source d'une foule de difficultés dans la pratique; aussi est-ce avec juste raison que l'abolition de ces charges fut décidée par un édit de 1597 qui réunit en un seul les offices de notaire, tabellion et garde-notes.

Nous avons vu que l'apposition du sceau était nécessaire pour l'exécution des jugements, au moins au début; il en fut de même pour les obligations. Le sceau n'avait de vertu que dans le ressort de la juridiction d'où il émanait, aussi l'usage se répandit très rapidement de placer l'obligation sous le sceau royal, afin qu'aucun obstacle ne

(1) *Anciennes lois françaises*, Isambert, t. XIV, page 274.

(2) *Anciennes lois françaises*, t. XIV, page 274.

vint s'opposer à l'exécution, car aux termes de l'ordonnance déjà citée de François I^{er} de 1539 les lettres obligatoires passées sous le scel royal étaient exécutoires dans tout le royaume. Quant aux autres sceaux authentiques, leur force exécutoire ne leur est reconnue par cette même ordonnance qu'autant que les obligés demeuraient lors du contrat dans les limites de leur juridiction.

Afin de dispenser les parties d'avoir recours pour cela au chancelier du roi qui était l'administrateur de son pouvoir judiciaire, on investit certaines cours de ce que l'on appela : le petit sceau royal, et plus tard on créa de nouvelles fonctions de scelleurs ou garde-scels spéciaux qui scellaient les contrats au nom du roi et étaient comme les représentants du chancelier de France.

Pierre de la Vergne et Rebuffe nous apprennent que ce privilège existait en faveur des tribunaux des foires de Champagne et de Brie.

La royauté s'efforça d'étendre le plus possible ces privilèges.

S'inspirant de cet état de choses et de la nécessité du sceau les jurisconsultes du xvi^e siècle ont désigné le sceau comme étant le siège même de la force exécutoire des actes; c'était là une erreur, car il ne fit jamais disparaître l'usage de la clause exécutoire. Ce fut au contraire l'apposition du sceau qui perdit de son importance, si bien qu'elle arriva à disparaître à peu près complètement; il suffisait d'acquitter le droit de sceau et de faire mention de ce paiement.

L'office des scelleurs subsista longtemps en France parallèlement à la charge des notaires, et ce n'est que le 24 août 1706 qu'un édit vint abolir ces fonctions ou plutôt les réunir à celles du notaire, qui dès lors devint le véritable *judex chartularius*, le représentant du pouvoir

exécutif au nom duquel il avait le droit de mettre en mouvement la force publique. Ce caractère il l'a conservé dans notre législation actuelle.

SECTION III. — DU BÉNÉFICE DE L'EXÉCUTION PARÉE OBTENU PAR LES LETTRES DE DÉBITIS

En dehors des catégories de titres parés que nous venons de passer en revue, il était possible de faire bénéficier des actes quelconques de l'exécution parée, en vertu de lettres de débitis.

Ces lettres, d'après Guyot (1), consistaient en « un mandement au premier huissier de contraindre le débiteur de l'impétrant au paiement des sommes dûes, suivant des actes qui, quoique authentiques, n'ont pas exécution parée ».

Elles étaient généralement conçues dans les termes qui nous sont rapportés par l'auteur du petit *Glossaire* des arrêts de Jean Le Coq : « Nous te mandons et ordonnons, par ces présentes, que toutes les dettes bonnes et loyales cogneuës ou prouvées suffisamment par lettres, témoins, instruments, confessions de parties et autres loyaux enseignements, qui te afferront être deuz à tel N tu lui fasses payer incontinent et san délay en contraignant à ce les débiteurs et chacun d'eux par la prinse, levée vendisi et exploitation de leurs biens, meubles et héritages, détention, arrest et emprisonnement de leurs corps, si mestier est et à ce s'en sont obligez. »

(1) *Répertoire de jurisprudence* v^o débitis.

Ces termes sont beaucoup plus compréhensifs que les paroles de Guyot et donnent clairement à entendre que les lettres de débitis étaient obtenues en faveur d'autres dettes que celles résultant d'actes authentiques.

Ces mandements servaient donc à rendre exécutoires des actes qui ne l'étaient pas par eux-mêmes; certains avantages les firent adapter aux actes notariés et ils devinrent même obligatoires pour ceux-ci.

En effet, ainsi accompagnés de lettres de débitis ils pouvaient en vertu de cette autorisation être mis à exécution dans tout le ressort du Parlement, sans avoir besoin de prendre la permission du juge du lieu.

Imbert s'occupe des différences qui peuvent exister entre les mandements de débitis émanés de la chancellerie et ceux émanés des juges royaux; il constate que les premiers étaient plus généraux, tandis que les seconds plus spéciaux devaient contenir en même temps le nom du débiteur et le montant de la somme exigible.

Ces deux catégories de mandements demeuraient quant à leur durée assujettis à la même règle et tous les deux étaient frappés d'une sorte de surannation. « Toutefois tous mandements de débitis conviennent en une chose, scavoir est qu'après l'an et jour de l'impétration d'iceux, ils ne sont valables, qui doit être entendu, qu'après ledit an et jour, ils ne peuvent estre mis à exécution (1). »

La délivrance des lettres de débitis était un monopole appartenant à la royauté; il existait cependant un privilège en faveur de l'archevêque de Reims en sa qualité de premier pair du royaume. Ce privilège fut maintenu par un arrêt du 6 avril 1418, mais en 1540 il fut jugé que le roi

1) *Pratique judiciaire*, livre I, chap. IV, p. 28 n° 7, Imbert.

aurait seul le pouvoir d'accorder des lettres de débitis (1).

D'ailleurs depuis quelques années déjà le pouvoir royal avait essayé de centraliser l'émission de ces mandemens, ainsi que l'attestent une ordonnance de juin 1510 rendue sous Louis XII (2) et un édit de François I^{er} de juin 1536 (3).

Malgré ce que nous avons dit plus haut, les actes notariés conservèrent intacte leur force exécutoire et c'est avec raison qu'Imbert a écrit ces mots (4) : « L'exécution n'est pas tant faite en vertu de ce mandement de débitis que par vertu de la condamnation que les notaires mettent sur les obligations, ainsi qu'il appert parce que les Docteurs du Droict disent que, par leurs statuts d'Italie un instrument garantié à exécution parée, au moyen de la condamnation du notaire et ne font mention de tels mandemens de débitis, tellement qu'aucuns scavans personnages, tant en Droict qu'en Practique, tiennent qu'en France même un Sergent en son Baillage, sans mandemens de débitis, peut bien mettre à exécution lettres obligatoires et ay veu aucuns juges de grand scavoir, quand estait objicié que le Sergent n'avait mandement pour faire l'exécution, ils ne s'y arrestaient : aussi le débiteur n'y a interest, car en tout cas, il doit ains est soulagé d'autant de coust et mise et serois bien de cette opinion..... »

Cet avis d'Imbert, qui reposait sur de véritables et bonnes raisons, finit par prédominer et peu à peu les mandemens de débitis ne furent plus en usage pour les actes notariés et disparurent même complètement. Les

(1) Guyot, *Répertoire de jurisprudence*, v^o débitis.

(2) *Anciennes lois françaises*, recueil Isambert, t. XI, page 575.

(3) *Anciennes lois françaises*, recueil Isambert, t. XII, page 507.

(4) Imbert, ouvrage cité, livre I^{er}, chapitre IV, page 36.

derniers vestiges s'en trouvent à la fin du xvii^e siècle dans la Franche-Comté, ainsi qu'il est dit dans un arrêt de règlement du Parlement de Besançon rendu le 19 novembre 1700 (1).

(1) *Répertoire de jurisprudence*, Guyot, v^o débitis.

CHAPITRE V

Droit intermédiaire.

Avec la révolution apparaissent de grandes modifications à l'état de choses existant. La vieille France et ses institutions disparaissent pour céder la place à une nation nouvelle transformée à beaucoup de points de vue.

Les privilèges sont supprimés, les français confondus en une seule classe, l'unité du royaume s'affirme plus encore qu'au temps de la monarchie absolue et les idées de centralisation commencent à se faire jour.

La loi des 6 et 11 septembre 1790 dans son article 20 supprime les « chancelleries établies près des cours supérieures et les présidiaux, ensemble l'usage des lettres royaux qui s'y expédient. »

La constitution des 3 et 14 septembre 1791 vient édicter une formule exécutoire invariable et applicable à tout le territoire français. L'article 24, chapitre V, titre III porte :
« Les expéditions exécutoires des jugemens des tribunaux »
seront conçues ainsi qu'il suit : N. (le nom du Roi)
» . . . par la grâce de Dieu et par la loi constitutionnelle de
» l'Etat, Roi des Français, à tous présens et à venir salut.
» Le tribunal de a rendu le jugement
suivant :

(Ici sera copié le jugement, dans lequel il sera fait
mention de nom des juges).

» Mandons et ordonnons à tous huissiers sur ce requis,
» de mettre ledit jugement à exécution, à nos commissaires
» auprès des tribunaux d'y tenir la main; et à tous com-
» mandants et officiers de la force publique de prêter main
» forte lorsqu'ils en seront légalement requis. En foi de
» quoi le présent jugement a été signé par le président du
» tribunal et par le greffier. »

Le 29 du même mois, un décret de l'Assemblée constituante sanctionné, le 6 octobre suivant porte réorganisation du notariat et complète la disposition précédente; on y lit dans le titre I^{er}: « Article 3. Les actes des notaires publics
» seront exécutoires dans tout le royaume, nonobstant
» l'inscription de faux, jusqu'à jugement définitif.

» Article 14. A cet effet leurs grosses ou expéditions
» exécutoires seront intitulées de la formule suivante: (le
» nom du Roi) par la grâce de Dieu et la loi constitution-
» nelle de l'Etat, Roi des Français, salut. Scavoir faisons
» que pardevant..... etc... Et elles seront terminées immé-
» diatement avant la date, par cette autre formule: Mandons
» que les présentes soient mises à exécution par qui il
» appartiendra.

» Article 15. Et néanmoins lorsque ces actes devront
» être mis à exécution hors du département dans lequel
» ils auront été passés, les grosses ou expéditions seront
» en outre légalisées par l'un des juges du tribunal
» d'immatriculation du notaire public qui les aura déli-
» vrées, sans qu'il soit besoin d'aucun autre scel ni de
» visa.

Ces lois réalisaient un grand progrès, en supprimant les formalités gênantes que nous avons rencontrées; sans doute la légalisation est exigée dans certains cas, mais c'est là une formalité facile à remplir, et qui ne peut

retarder l'exécution. Ces lois enfin répondaient aux vœux de tous les citoyens qui, dans maints cahiers des États-Généraux de 1789, réclamaient que les actes et jugements fussent exécutoires dans tout le royaume, et cela, sans qu'il fut besoin de *pareatis* ou de permission quelconque.

D'après les deux textes que nous avons cités, on peut voir que la formule exécutoire n'était pas unique, elle différait suivant qu'elle était appliquée aux actes ou aux jugements, mais elle était délivrée par des hommes représentant le pouvoir exécutif, et c'est au nom de ce dernier que l'exécution avait lieu.

Pendant la période révolutionnaire, les changements de gouvernements furent assez fréquents; la formule exécutoire qui est basée sur le pouvoir exécutif et rédigée d'après l'autorité de ce pouvoir, devait fatalement se ressentir de ces différentes formes de gouvernement.

Nous avons indiqué les formules en usage sous les derniers jours du règne de Louis XVI; des modifications survinrent apportées par le décret du 15 août 1792, sous le gouvernement provisoire de l'Assemblée législative.

L'article 7 dit: « Les expéditions exécutoires des jugements des tribunaux seront suivis de la formule suivante:
» Au nom de la nation, il est ordonné à tous huissiers
» sur ce requis de mettre ledit jugement à exécution; à tous
» commandans et officiers de la force publique de prêter
» main-forte, lorsqu'ils en seront légalement requis; et
» aux commissaires du pouvoir exécutif près les tribunaux
» d'y tenir la main. En foi de quoi le présent jugement a
» été signé par le président du tribunal et par le greffier.
» Les jugements des tribunaux et les actes des notaires
» seront précédés de la formule: Au nom de la nation. »

Cette formule, de même que l'Assemblée législative ne

pouvait être que provisoire, et devait disparaître avec elle.

Le décret du 21 septembre 1792 de la convention nationale décida « à l'unanimité que la royauté était abolie en France ». Les anciens mandements émanés du roi ne pouvaient donc plus être applicables aux actes exécutoires, celui-ci n'étant plus le chef du pouvoir exécutif.

Jusqu'à la loi du 25 ventôse an XI, aucune disposition législative ne s'occupa de la question et la jurisprudence décida qu'un titre délivré pendant la période de la royauté restait exécutoire, alors même qu'il n'était pas revêtu de la formule en honneur au temps de l'exécution. C'est en ce sens que se prononcèrent : la cour de Paris (1) dans un arrêt du 1^{er} messidor, an XIII confirmant un jugement du tribunal de Senlis infirmé par un arrêt de la cour d'Amiens.

De plus, pendant la période comprise entre le 21 septembre 1792 et le 25 ventôse an XI, les actes notariés pouvaient être exécutés, sans porter aucune formule; c'est en ce sens que se prononça la cour de Cassation par deux arrêts du 21 vendémiaire an XI et 8 août 1808 (2).

Dans ce dernier arrêt, la Cour expose ainsi un des motifs qui a dicté sa décision : « et attendu que la saisie dont il s'agit au procès, a eu lieu au mois de messidor de l'an IX et qu'à cette époque, la loi du 6 octobre 1791 avait été abrogée en ce qui concerne la formule des actes notariés, par le décret du 21 septembre 1792; qu'à cette même époque de l'an IX il n'existait aucune autre disposition législative qui exigeât la formule exécutoire pour légitimer les exécutions faites en vertu d'un acte notarié. etc. »

La loi du 25 ventôse, an XI, article 25 dit que « les

(1) Sirey, 7-2 747.

2) Sirey 1803, 2-303 et 1808-1-486.

grosses seules seront délivrées en forme exécutoire » et
« qu'elles seront intitulées et terminées dans les mêmes
termes que les jugements des tribunaux ».

Sous le consulat, nouvelle modification apportée par un
arrêté du 15 prairial, an VI, ainsi conçu :

» Le Gouvernement, vu l'article 25 de la loi du 25 ven-
» tôse an XI sur l'organisation du notariat ainsi conçu :
» (suit l'article que nous venons de citer)..... le Conseil
» d'État entendu, arrête :

» Les grosses en forme exécutoire des actes passés
» devant notaires seront intitulées ainsi qu'il suit :

» Au nom du peuple français, Bonaparte, premier
» Consul de la République, à tous ceux qui, ces présentes
» verront, salut : faisons savoir que pardevant (tel) notaire
» à..... furent présens.... etc....

» Art. 2. Les mêmes grosses seront terminées ainsi qu'il
» suit :

» Mandons et ordonnons à tous huissiers sur ce requis
» de mettre ces présentes à exécution, à tous commandants
» et officiers de la force publique d'y prêter main forte
» lorsqu'ils en seront légalement requis et aux commis-
» saires près les tribunaux d'y tenir la main. En foi de
» quoi nous avons fait sceller ces présentes qui furent
» faites et passées à le et ont
» lesdits (parties) signé à la minute demeurée à.....»

Avec le premier empire, nous voyons apparaître une
formule nouvelle, donnée par le senatus-consulte du
28 floréal an XII. L'article 141 porte : « Les expéditions
» exécutoires des jugemens seront rédigées ainsi qu'il
» suit : N. (le prénom de l'Empereur), par la grâce de
» Dieu et les constitutions de la République, Empereur
» des Français, à tous présens et à venir salut. La cour

» de... ou le tribunal de... (si c'est un tribunal de première
» instance a rendu le jugement suivant :

(Ici copier l'arrêt ou le jugement).

» Mandons et ordonnons à tous huissiers sur ce requis
» de mettre ledit jugement à exécution, à nos procureurs
» généraux et à nos procureurs près les tribunaux de
» première instance, d'y tenir la main, à tous commandans
» et officiers de la force publique, de prêter main-forte
» lorsqu'ils en seront légalement requis. En foi de quoi le
» présent jugement a été signé par le président de la cour
» ou du tribunal et par le greffier. »

Nous relevons ici, sans plus de commentaire, une décision du Conseil d'Etat relative à une question que nous étudierons dans notre deuxième partie, et qui porte sur le point de savoir : quelle formule doit être opposée aux grosses de contrats délivrés sous l'empire d'une formule qui a varié au moment de l'exécution. Le Conseil d'Etat s'exprime ainsi sur cette question, le quatrième jour complémentaire de l'an XIII : « Le Conseil d'Etat... est
» d'avis que les grosses de contrats délivrés avant le
» sénatus consulte du 28 floréal an XII peuvent être mises
» à exécution sous la formule exécutoire dont elles ont été
» revêtues au moment de leur confection, sans qu'il soit
» besoin d'y ajouter aucune nouvelle formule. »

On peut voir, par les différentes formules que nous avons tenu à rapporter que les variations sont des changements de forme, mais que le fond est resté le même; c'est ainsi que le mandement est toujours au nom du pouvoir exécutif.

Ces changements, nous les constaterons aussi dans la période suivante : bien que relativement moins fréquents

que dans le droit intermédiaire, ils sont cependant assez nombreux. La formule exécutoire a en cela partagé le sort de l'intitulé des lois qui a aussi beaucoup varié, par suite des nombreuses constitutions qui se sont succédées en France durant le xix^e siècle.

C'est ce qui a fait dire à M. Baudry-Lacantinerie à propos de la rédaction du Code civil : « Cela prouve qu'il vaudrait beaucoup mieux employer dans les lois des expressions indépendantes de la forme du gouvernement, surtout dans un pays comme le nôtre, où la forme du gouvernement change si souvent. »

DEUXIÈME PARTIE

De la formule exécutoire dans notre droit moderne.

CHAPITRE PREMIER

Des changements survenus dans les termes de la formule exécutoire et de l'addition d'une nouvelle formule.

Nous avons étudié les différentes phases par lesquelles est passée la formule exécutoire dans le droit intermédiaire ; il nous reste à étudier ses différentes transformations dans notre droit actuel. Comme sous la législation précédente, nous verrons qu'elle est toujours conçue et rédigée au nom du pouvoir exécutif, et qu'elle consiste en un mandement d'exécution adressé par celui-ci à ses agents.

Après la chute du premier empire, le gouvernement provisoire, par un arrêté du 7 avril 1814, « arrête et ordonne
« que les arrêts, les jugemens, les actes des notaires et
« tous autres, qu'il avait fallu depuis plusieurs années
« rendre ou faire rendre, au nom du Gouvernement alors
« subsistant et maintenant détruit, seront, jusqu'à l'arrivée

« et l'installation de Sa Majesté le roi Louis XVIII, intitulés
« au nom du Gouvernement provisoire. »

La première Restauration fut de courte durée, car le retour de Napoléon ne se fit pas attendre ; ce qui amena de nouvelles modifications.

Pendant les Cent-Jours, le 26 juin 1815 un nouvel arrêté, émané de la commission du Gouvernement, règle, en ces termes, l'intitulé des actes et jugements : « La Commission
« du Gouvernement, sur le rapport du Ministre d'État
« chargé provisoirement du portefeuille du ministère de la
« justice arrête ce qui suit :

« Les arrêts et jugemens des cours et tribunaux, les
« actes des notaires, seront provisoirement intitulés : Au
« nom du peuple français. »

« Le ministre d'État ayant le portefeuille du ministère de
« la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté qui
« sera visé au *Bulletin des Lois*.

Signé : Le duc d'OTRANTE, *président*.

CARNOT.

QUINETTE.

Duc de VICENCE.

Comte GRENIER.

Avec la Restauration, apparaît une ordonnance du roi du 30 août 1815, qui prescrit la rectification de la formule des actes, arrêts ou jugements, expédiés pendant l'absence de sa Majesté ; les termes en sont particulièrement intéressants et montrent tout le mépris dont Louis XVIII accable les gouvernements intérimaires ; elle s'exprime ainsi :

« Louis.....etc..... Les actes, arrêts ou jugemens, expé-
« diés pendant notre absence l'ont été au nom de ceux qui
« se sont successivement emparés de l'autorité. On continue

« de s'en servir et les exécutions et poursuites judiciaires
« sont la plupart du temps fondées sur des actes qui rappel-
« lent un pouvoir illégitime et retracent aux Français des
« souvenirs odieux et affligeants. Il nous a paru urgent de
« faire cesser un tel état de choses et d'imprimer aux titres
« dont mes sujets sont dans le cas de faire usage, un carac-
« tère de légitimité qui ne peut émaner que de nous :

« A ces causes, sur le rapport du garde des sceaux de
« France, ministre, secrétaire d'État de la Justice ;

« Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

« ARTICLE PREMIER. — Du jour de la publication de la
« présente ordonnance, il ne pourra plus être mis en exé-
« cution, dans l'étendue de notre royaume, aucun acte,
« arrêt ou jugement, qui ne sera pas revêtu de la for-
« mule royale, à peine de nullité.

« ART. 2. — Les porteurs de grosses et expéditions des
« actes ou jugemens délivrés pendant notre absence au
« nom d'un pouvoir illégitime, seront tenus de s'en procu-
« rer de nouvelles. Ils auront cependant la liberté de se
« servir de celles qu'ils possèdent en les présentant préala-
« blement à un greffier de nos cours ou tribunaux, pour
« les arrêts ou jugemens, ou à un notaire royal, pour les
« actes publics, aux fins d'en faire rectifier la formule.

« ART. 3. — Le greffier ou le notaire bâtonnera la for-
« mule existante, soit au commencement de l'acte, soit à la
« fin et y substituera, par interligne ou à la marge, la
« formule royale : il datera et signera cette rectification
« qui sera faite sans frais.

« ART. 4. — Les grosses nouvelles seront aux frais de
« ceux qui les demanderont ; elles seront considérées
« comme premières grosses ; l'obtention n'en sera soumise
« à aucune autorisation.

« Le notaire qui la donnera en fera seulement mention
« dans l'expédition.

ART. 5. — Les procédures commencées en vertu de gros-
« ses portant l'ancienne formule et antérieurement à la
« présente ordonnance, seront continuées.

ART. 6. — Le ministre de la justice est chargé de l'exécu-
« tion de la présente ordonnance. »

Cette ordonnance paraît absolument intransigeante en refusant énergiquement l'exécution aux actes et jugements revêtus de la formule exécutoire, conçue et rédigée au nom des gouvernements antérieurs, en annulant les poursuites faites en vertu d'une ancienne formule et en exigeant l'apposition de nouveaux termes sur les anciennes grosses ; le roi cependant ne va pas jusqu'à prononcer la nullité des procédures déjà commencées, et il autorise leur continuation.

Il y a là un contraste frappant entre la rigueur de ce texte et la tolérance de l'avis du Conseil d'État du quatrième jour complémentaire de l'an XIII que nous avons déjà cité et qui déclare que l'exécution peut avoir lieu en vertu d'une ancienne formule sans qu'il y ait lieu d'introduire aucune modification.

A la réflexion cela s'explique si l'on prend soin de se placer à un point de vue subjectif : Napoléon ne pouvait s'élever contre les gouvernements qui l'avaient précédé et était obligé d'en reconnaître la légitimité, au risque de condamner ses propres actes ; Louis XVIII au contraire se proclamait le représentant d'un pouvoir auquel il n'avait jamais renoncé et dont il s'était considéré comme spolié pendant un certain temps.

Un cas similaire s'est présenté en 1871. Une loi du 19 Juillet vint prononcer la nullité des actes de l'état civil

dressés à Paris et dans le département de la Seine depuis le 18 Mars 1871, se basant sur ce que ces actes avaient été reçus par des agents issus d'un pouvoir insurrectionnel. On ne voulut pas les valider purement et simplement, parce que en procédant ainsi, le législateur aurait semblé reconnaître la légitimité de ce pouvoir.

Il en fut de même en 1815, le roi ne voulait rien faire qui pût laisser supposer qu'il approuvait les différents gouvernements qui l'avaient précédé, et qu'il considérait comme insurrectionnels.

En dehors de ces considérations personnelles à Louis XVIII, il a semblé qu'il est, au moins en théorie, assez naturel de prescrire l'adoption d'une formule nouvelle, quand la forme du gouvernement vient à changer ; car l'on s'est demandé comment des agents de l'exécution pourraient recevoir un ordre d'un chef d'État qui n'existe plus.

Ces considérations sont celles d'un des systèmes proposés sur la question de savoir : si l'exécution peut être poursuivie avec succès, en vertu d'une grosse délivrée sous un gouvernement renversé, et qui est revêtue de l'ancienne formule, ou si au contraire il est nécessaire d'y apposer celle du gouvernement actuellement régnant à côté de l'autre.

Ce système fut celui généralement adopté depuis 1814 en vertu de l'arrêté et de l'ordonnance que nous avons cités, par la jurisprudence qui annulait les exécutions faites au mépris de ces prescriptions ; furent même déclarées irrégulières et nulles les poursuites faites en vertu d'un acte notarié, dont l'intitulé seul avait été rectifié, mais dont le mandement n'avait subi aucune modification ⁽¹⁾. On admet-

(1) Metz, 31 décembre 1819. De Villeneuve et Carette, c. 6-2-176.

tait cependant qu'il était possible de réclamer une collocation dans un ordre, en vertu d'un jugement qui portait l'intitulé d'un précédent Gouvernement, car ici il ne s'agissait pas de mettre le jugement à exécution par voie de contrainte ou de saisie.

L'avis du Conseil d'Etat de l'an XII était plus tolérant, il se basait sur ce que l'exercice de la souveraineté est indivisible et indépendant de la qualité du chef du pouvoir exécutif, car un peuple ne peut rester sans gouvernement. On tirait de là cette conclusion : que quelle que soit la date de l'acte, l'exécution devait avoir lieu en vertu de la formule en vigueur au moment de la délivrance de la grosse et cela alors même qu'un gouvernement nouveau s'était substitué au gouvernement au nom duquel l'exécution était ordonnée.

Cette doctrine fut celle de la jurisprudence jusqu'en 1814. C'est ainsi qu'elle décidait qu'on ne pouvait déclarer un titre non exécutoire, par cela seul que, revêtu d'une formule antérieure à celle du 6 octobre 1791, rien n'y avait été changé (1).

La manière de voir inaugurée par Louis XVIII se continua jusqu'en 1830, époque où elle fut complètement abandonnée pour celle en faveur pendant le droit intermédiaire. Cela cadrerait d'ailleurs très bien avec les textes de lois parus en 1830 qui apportaient de nouveaux changements à l'intitulé de la formule, sans toutefois modifier le mandement qui restait indemne; en effet, l'ordonnance du gouvernement dictatorial qui succéda à Charles X pas plus que celle émanée du roi Louis-Philippe I^{er} ne

(1) Bruxelles, 25 juin 1807.

contenait de disposition expresse édictant une nullité (1).

L'ordonnance du 5 août 1830 s'occupant de la formule exécutoire s'exprime ainsi : « Nous, Louis-Philippe d'Orléans, duc d'Orléans, lieutenant général du royaume,

» Sur le rapport du commissaire provisoire au département de la justice, et notre conseil entendu,

» Avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

» Les arrêts, jugemens, mandats de justice, contrats et tous autres actes seront intitulés ainsi qu'il suit, jusqu'à ce qu'une loi fixe définitivement la formule exécutoire :

» Louis-Philippe d'Orléans, duc d'Orléans, lieutenant général du royaume, à tous présens et à venir, salut. La cour. ou le tribunal de..... a rendu..... etc.

» (Ici copier l'arrêt ou le jugement.)

» Mandons et ordonnons..... etc.

» Le commissaire provisoire au département de la justice (M. Dupont de l'Eure) est chargé.. etc. »

Cette formule devint définitive le 16 août 1830 avec modification de l'intitulé qui devint : « Louis-Philippe, roi de France, à tous présens et à venir, salut. »

Avec la République de 1848 paraît un nouvel arrêté régissant la question, en date du 13 mars 1848 :

« Au nom du peuple français,

» Le membre du gouvernement provisoire, ministre de la justice délégué, arrête :

» Article premier. — A partir de la publication du présent arrêté, les expéditions des arrêts, jugemens, mandats de justice, ainsi que les grosses et expéditions des contrats

(1) En ce sens *Circ. min. just.* 20 déc 1830 rappelant la règle posée par l'avis du Conseil d'Etat de l'an XIII.

et de tous autres actes susceptibles d'exécution sont intitulés ainsi qu'il suit :

» RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

» Au nom du peuple français,

» Pour les arrêts et jugements :

» La cour d'appel ou le tribunal de..... a rendu

» (Copier l'arrêt ou jugement.)

» Pour les actes notariés et autres, transcrire la teneur de l'acte.

» Lesdits arrêts, jugements, mandats de justice et autres actes seront terminés ainsi :

» En conséquence, la République mande et ordonne à tous huissiers sur ce requis, de mettre ledit jugement ou arrêt à exécution; aux procureurs généraux et aux commissaires du gouvernement près les tribunaux de première instance, d'y tenir la main; à tous commandants et officiers de la force publique de prêter main-forte lorsqu'ils seront légalement requis.

» En foi de quoi le présent jugement ou arrêt a été signé par..... etc.

» 2. — Les porteurs des expéditions des jugements et arrêts et des grosses et expéditions des actes délivrés avant l'ère républicaine, qui voudraient les faire mettre à exécution devront préalablement les présenter aux greffiers des cours et tribunaux pour les arrêts et jugements ou à un notaire pour les actes afin d'ajouter la formule ci-dessus indiquée à celle dont elles étaient précédemment revêtues.

» 3. — Ces additions seront faites sans frais.

» Pour les membres du gouvernement provisoire : le membre provisoire ministre de la guerre,

» *Signé : Ad. CRÉMIEUX.* »

Cet arrêté est empreint d'une rigueur semblable à celle que nous avons trouvée dans l'ordonnance de 1815 ; il y a cependant une différence : l'ordonnance prononce la nullité de l'exécution accomplie en vertu d'une ancienne formule, alors que l'arrêté ne décide rien de tel.

Certains auteurs ont cependant hésité avant d'admettre ce résultat. Il n'est cependant pas douteux que si le législateur de 1848 avait voulu prononcer la nullité en cas d'inobservation de ses prescriptions, il l'aurait certainement manifesté en termes exprès comme le législateur de 1815, car c'est un principe certain qu'en procédure il n'y a de nullités que celles qui sont prononcées par la loi. (C. proc. civ. art. 1030.)

C'est en vain que s'appuyant sur l'article 545 du Code de procédure civile, on en induisait que les poursuites faites en vertu d'un acte non revêtu de la formule exécutoire doivent être réputées non avenues. Nous sommes ici dans une situation différente ; il s'agit d'une formule ancienne ayant eu sa raison d'être et non du cas où un titre manquerait de cette partie essentielle où l'autorité supérieure ordonne l'exécution. Si donc les dispositions de l'arrêté n'étaient pas prescrites à peine de nullité, les poursuites exercées en vertu d'une ancienne formule ne pouvaient être annulées, mais en cas d'opposition il pouvait être sursis à leur continuation jusqu'à ce que le titre fut régularisé par l'apposition de la formule nouvelle.

Les solutions données par les tribunaux sur cette question sont d'une infinie variété.

D'après certains arrêts, la formule exécutoire prescrite par l'arrêté du gouvernement provisoire n'était pas une formalité substantielle et par suite les poursuites faites en vertu d'actes revêtus de l'ancienne formule, devaient être considérées comme valables; suivant d'autres arrêts, il y avait là une formalité essentielle et les grosses devaient être revêtues de la nouvelle formule. Ces dernières décisions sont les plus nombreuses.

En 1852, un décret du 13 mars vint de nouveau mettre la formule exécutoire en rapport avec le nouveau gouvernement; l'article premier décide qu'à partir du 29 mars 1852 l'intitulé en devra être conçu en ces termes :

« Louis-Napoléon, président de la République française,
» A tous, présents et à venir, salut. »

L'article 2 prescrit le mandement suivant :

» Mandons et ordonnons à tous huissiers sur ce requis
» de mettre ledit arrêt (ou ledit jugement..... etc.) à exécution, aux procureurs généraux et aux procureurs de la
» République d'y tenir la main; à tous commandants et
» officiers de la force publique d'y prêter main-forte lorsqu'ils en seront légalement requis. »

L'article 3 s'occupe des grosses délivrées sous l'un des anciens régimes : « Les porteurs des expéditions des arrêts
» et jugements et des grosses et expéditions des actes
» délivrés avant le 29 de ce mois qui voudraient les faire
» mettre à exécution devront préalablement les présenter
» soit aux greffiers des cours et tribunaux s'il s'agit d'expéditions d'arrêts et de jugements, soit à un notaire s'il
» s'agit d'expéditions d'actes notariés; et ce, afin que la
» formule indiquée ci-dessus soit ajoutée à celles dont elles
» étaient revêtues précédemment. »

Les dispositions contenues dans ce décret furent repro-

duites à peu près exactement dans un autre du 2 décembre même année; on peut cependant y noter de légères modifications dont la plus importante concerne l'intitulé de la formule qui désormais devait être :

« N... (le prénom de l'empereur), par la grâce de Dieu
» et la volonté nationale empereur des Français, à tous,
» présents et à venir, salut. »

Dans le mandement pas de différence à part « nos procureurs généraux et nos procureurs près les tribunaux de première instance » qui remplacent les anciens termes rappelant le gouvernement de la République; enfin l'article 3 reproduisait les mêmes dispositions, relativement aux anciennes grosses.

Sous le second empire, la jurisprudence flottante et indécise depuis 1848 subit un nouveau revirement et revient à la règle posée par l'avis du Conseil d'Etat de l'an XIII. C'est en ce sens que se décida la cour de Toulouse par un arrêt du 29 juin 1854 (1), confirmant une décision du tribunal de Saint-Gaudens. Ce jugement est ainsi motivé :

« Attendu, sur la nullité du commandement prise de ce
» que le titre dont l'exécution est poursuivie, n'est pas
» revêtue d'une formule exécutoire régulière, que cette
» formule est conforme aux principes de la loi sous
» l'empire de laquelle la grosse a été délivrée; qu'il
» importe peu qu'un nouveau règne ait succédé à celui
» qui existait à l'époque de la délivrance de cette première
» expédition; que le changement de règne n'a pas détruit
» les effets des actes réguliers et valables du précédent.
» Attendu que le décret du 2 décembre 1852 a maintenu

(1) Dalloz 64, 2, 154.

» la force et les effets de la première formule exécutoire et
» qu'il s'est contenté d'ordonner l'adjonction de la formule
» dérivant du nouvel état de choses; que cet acte de
» soumission et de respect envers le souverain n'a pas été
» prescrit à peine de nullité, et qu'il laisse subsister le
» premier mandement avec toute sa force et sa régularité.
» ... Par ces motifs, le tribunal sans s'arrêter aux moyens
» de nullité proposés, et les rejetant, valide le commandement. »

D'après les raisons que nous avons indiquées au sujet de l'arrêté de 1848, il nous semble que ce jugement est bien fondé, car ainsi que le dit le tribunal : une formule quoique surannée n'en a pas moins existé légalement, et son apposition doit être considérée comme valable, puisqu'elle a été faite à une époque où la formule avait encore une autorité. Ne pas admettre cette opinion serait arriver à des conséquences absurdes qui amèneraient à conclure que les lois rendues au nom de gouvernements qui n'existent plus, ne peuvent avoir aucun effet sous des gouvernements postérieurs.

Là ne s'arrêtèrent pas les hésitations et les changements de la jurisprudence sur ce point et, à partir de 1870, nous la voyons revenir vers les décisions de 1815 à part quelques divergences. Il n'y eut pourtant rien de changé quant au fond dans les textes de lois et l'alinéa final du décret du 6 septembre 1870 reproduit l'article 3 des décrets de 1848 et de 1852 déjà cité, ils ne sont pas plus prohibitifs les uns que les autres.

Le décret du 6 septembre 1870 a ordonné l'apposition de la formule exécutoire à peu près telle qu'elle est usitée de nos jours :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

» Au nom du Peuple français.

» En conséquence, la République mande et ordonne à tous huissiers... etc...

Le décret du 2 septembre 1871 article 2 prescrit le remplacement de « la République » par ces mots « le Président de la République ».

L'article 3 s'occupe de la question des grosses anciennes et dispose : « Les porteurs des grosses et expéditions » d'actes revêtus de la formule prescrite par le décret » du 6 septembre 1870, pourront les faire mettre à » exécution, sans faire ajouter la formule ci-dessus » indiquée. Les grosses ou expéditions délivrées avant le » 6 septembre 1870 devront, avant toute exécution être » préalablement présentées aux greffiers des cours et » tribunaux pour les arrêts et jugements et aux notaires » pour les autres actes, afin d'ajouter la formule prescrite » par le présent décret.

La jurisprudence, nous l'avons dit, décida que c'était là une formalité édictée à peine de nullité, cependant comme les formules exécutoires établies les 13 mars 1848 et 6 septembre 1870 étaient identiques, les porteurs de grosses et expéditions contenant les mentions exigées par le décret de 1848 se prévalurent à l'art. 3 § 1 du décret du 2 septembre 1871 pour obtenir l'exécution sans modification à leurs titres et personne ne songea à leur contester ce droit (1); tel est aussi l'avis de MM. Garsonnet et Glasson.

(1) Arrêt de la cour de Toulouse 16 mars 1877 (D. P. 71, 4, 149).

On a pu constater que les différents textes de lois qui prescrivent de présenter les anciennes grosses aux notaires et aux greffiers afin qu'ils y ajoutent la nouvelle formule n'indiquent nullement auxquels de ces officiers ministériel, on devra s'adresser pour ce faire. Il eût été assez naturel d'en charger ceux précisément qui avaient apposé la première formule, ou tout au moins leur office, en cas de changement de titulaire, mais en l'absence de prescriptions à ce sujet, on doit décider que le porteur d'une grosse a le choix entre tous les notaires de France ou tous les greffiers, car une solution extensive s'impose. Il est cependant certain que pour les décisions de justice, il faut s'adresser à un greffier de même catégorie que celui qui a délivré la grosse ; c'est ainsi que la rectification de la formule exécutoire d'une grosse d'un arrêt d'une cour d'appel devra être présentée à un greffier de cour.

A cela, il est vrai, il existe un inconvénient pratique mais qui ne suffirait pas à faire rejeter cette solution. Il pourrait arriver que des notaires ou greffiers du nord, se trouvassent appelés à rectifier des grosses émanées de notaires ou greffiers du midi de la France et qui, par suite de leur éloignement, ne connussent nullement les signatures des seconds, pas plus que celle du président du tribunal qui a été requis pour leur donner plus de foi ; des doutes peuvent naître chez les premiers au sujet de l'authenticité de ces signatures. Les officiers publics peuvent alors refuser d'agir et c'est là un conseil qui leur est donné par MM. Carré et Chauveau (1). Il pourra cependant être passé outre à ce refus, par une ordonnance de référé obtenue aux

(1) *Supplément aux lois de la procédure civile et administrative*, quest. 1893, paragraphe III, page 563.

frais du porteur de la grosse, et la responsabilité de l'officier public sera ainsi à couvert.

Quant à la façon dont doit être faite la rectification, les détails manquent, et ce n'est qu'au moyen de déductions, que l'on peut arriver à combler cette lacune des textes.

On peut avancer avec certitude que du moment que l'apposition de la nouvelle formule est confiée aux greffiers et notaires ; ceux-ci doivent bien montrer par leur signature que la rectification a été faite par des officiers ayant qualité ; c'est pour la même raison que la date est aussi indispensable.

Des termes mêmes de l'article 3 du décret du 2 septembre 1871 et des lois relatives à cette matière qui l'ont précédé, on doit déduire que la nouvelle formule doit être ajoutée à l'ancienne, c'est-à-dire qu'elle doit la suivre et ne pas être mise en marge, de même qu'elle ne doit pas lui être substituée ; les termes de l'ancienne n'en doivent pas non plus être bâtonnés. Il en était autrement sous l'empire de l'ordonnance de 1815 qui s'exprimait très clairement à ce sujet et ordonnait que la substitution de la nouvelle formule royale ait lieu par interligne ou en marge.

Les idées que nous venons d'exposer ont été sanctionnées ou plutôt approuvées par une circulaire du Ministre de la justice du 17 juillet 1848. Bien que n'ayant aucune force législative, cet avis du ministre n'en a pas moins son utilité surtout dans la pratique.

Sans doute ces formalités, à part la date et la signature, ne sont pas essentielles et l'on doit même décider avec la cour de Bordeaux (1), que l'addition peut être restreinte

(1) Arrêt 27 mai 1836, *J. Av.*, t. 81, p. 610, art. 2529.

à l'intitulé. Il est cependant plus prudent pour les notaires et greffiers de s'en tenir au texte de la loi et d'observer ses prescriptions, afin de se mettre ainsi à l'abri de responsabilités et de ne pas entraîner les parties dans des procès toujours onéreux.

L'intérêt de cette question est surtout historique. L'intérêt pratique s'épuise de plus en plus avec le temps et il y a de nos jours peu de notaires et de greffiers qui aient à rectifier les formulés dont nous parlions à l'instant.

En terminant ce chapitre, il nous reste à dire un mot de l'Algérie.

L'Algérie sous beaucoup de rapports ne peut être considérée comme faisant directement partie de la métropole; elle ne figure cependant pas non plus au nombre des colonies, dans le langage administratif; c'est ainsi que les lois ou décrets qui la régissent ne s'appliquent pas à celles-ci, et inversement.

C'est donc là une situation particulière, née de son peu d'éloignement de la métropole; aussi avons-nous tenu à en parler, d'autant plus que c'est un pays qui devient de jour en jour plus français. Nous n'en dirons cependant que quelques mots très brefs, relatifs à sa situation actuelle.

L'organisation de la justice en Algérie est double. A côté de la juridiction française, nous trouvons la juridiction musulmane; la première statue sur les différends nés entre européens ou israélites algériens, la seconde est réservée dans certains cas aux procès qui s'élèvent entre musulmans.

Les règles de procédure relatives à la juridiction française sont sensiblement les mêmes qu'en France et la

formule exécutoire ne varie pas non plus ; quant à la juridiction indigène il en est autrement.

Les juges indigènes sont en réalité des fonctionnaires français et leurs jugements sont rendus au nom de la France ; c'est donc au nom de celle-ci que se fera l'exécution ; c'est ce que règle l'art. 25 de la loi du 17 avril 1889.

Les expéditions de tout jugement, émané des tribunaux indigènes, doivent être revêtues de la formule suivante :
« République française, au nom du peuple français... La
» République française, mande et ordonne à tous fonction-
» naires et agents de l'autorité publique de faire exécuter
» ou d'exécuter le présent jugement. En foi de quoi le
» présent jugement a été signé. » (Signature du cadi et de ses adels, apposition du cachet).

Quant à la formule à apposer sur les expéditions de contrats, elle est exactement semblable à celle que nous avons indiquée pour la France, car les notaires sont aussi chargés en Algérie de l'apposer sur leurs actes. Parfois ce sont les greffiers qui, comme dans notre ancien droit, cumulent ces deux fonctions ; mais en aucun cas ce ne peut être les secrétaires de commissariats établis dans les villes où il n'existe pas de notaires, car sans doute ceux-ci ont le pouvoir de rédiger et recevoir en la forme des actes notariés les conventions des parties qui s'adressent à eux, mais il a été jugé que ces actes bien qu'authentiques (1) ne valent que comme actes sous signatures privées (2) et ne peuvent en aucune façon emporter exécution parée.

(1) Alger 22 février 1858 (D. 59, 2, 143).

(2) Alger 28 mai 1858, Menerville Dict. 1, 471, note 1, 4°.

CHAPITRE II

Titres revêtus de la formule exécutoire.

Nous venons d'examiner la composition même de la formule exécutoire; nous allons maintenant nous occuper des titres qui peuvent en être revêtus.

Pour arriver à cette étude, nous diviserons notre chapitre en quatre sections.

Dans la première, nous nous occuperons de titres, tels que jugements, ordonnances, exécutoires de dépens, sentences arbitrales; dans la seconde, nous traiterons des actes notariés en tant qu'ils sont susceptibles de recevoir la formule exécutoire; puis, dans la troisième, nous passerons aux décisions et actes administratifs; dans la quatrième section enfin, nous dirons quelques mots des actes et jugements étrangers.

SECTION PREMIÈRE.

Jugements émanés des tribunaux ordinaires et actes assimilables.

1° Jugements proprement dits.

Il est à peine besoin de signaler ici comme devant être revêtus de la formule exécutoire les jugements émanés des tribunaux ordinaires; les termes de l'article 545 que nous

avons déjà cités sont extrêmement clairs et s'appliquent sans nul doute aux jugements des tribunaux civils de première instance.

Il n'est pas douteux, non plus, que le mot jugement a une portée beaucoup plus étendue et qu'il comprend en même temps les décisions de la cour de Cassation, des cours d'appel, des justices de paix, des tribunaux de commerce et des conseils de prud'hommes.

En ce qui concerne les cours, rien n'est plus certain car l'article 2 du décret des 2 et 8 septembre 1871 dont nous avons déjà parlé à propos des termes de la formule exécutoire actuelle, met sur un même rang les arrêts et les jugements ce qui d'ailleurs est en harmonie avec l'article 470 du code de procédure civile, qui déclare applicables aux tribunaux d'appel les règles établies pour les tribunaux inférieurs.

Pas d'hésitation en ce qui concerne les décisions des juges de paix lorsqu'on est convaincu de la nécessité de faire des emprunts à certaines dispositions du code de procédure civile relatives à d'autres questions: « Le code » de procédure civile, dit M. Carré (1), est plus que jamais » sobre d'instructions en ce qui concerne les juges de » paix... Il nous faut donc recourir aux titres réservés » aux tribunaux civils et y trouver des règles nécessaire- » ment applicables aux tribunaux cantonaux. Quelque » simplicité de formes que réclame en effet notre juridic- » tion familière, il y a cependant des principes touchant » à l'ordre public, que nous ne pouvons méconnaître » Ces mots font précisément allusion à la formule exécutoire qu'il cite dans le paragraphe suivant, indiquant ainsi que

(1) *Compétence judiciaire des juges de paix*, Paris 1876, t. I, p. 624, quest. 943.

dans sa pensée, elle doit figurer sur les expéditions des jugements des justices de paix.

Ce sont d'ailleurs de véritables jugements, qui à ce titre sont susceptibles d'exécution parée. Et c'est en vertu de ce même principe que la jurisprudence décide qu'il en est encore ainsi dans les cas de prorogation de la juridiction du juge de paix.

En effet, la décision rendue par le juge de paix sur prorogation en vertu de l'article 7 du code de procédure civile est un jugement et non une simple sentence arbitrale (1), à la condition toutefois que la sentence soit revêtue des formes propres aux jugements. Il n'est donc point besoin pour l'exécuter d'ordonnance d'exéquatur.

Pas de difficulté non plus en ce qui concerne les tribunaux de commerce, car ici, la loi est très explicite; on lit en effet à ce sujet dans l'article 433 du livre II du titre XXV consacré à la procédure à suivre devant les tribunaux de commerce: « Seront observées dans la rédaction et » l'expédition des jugements, les formes prescrites par les » articles 141 et 146 pour les tribunaux de première » instance. » Or, l'article 146 est précisément celui qui prescrit l'apposition de la formule exécutoire sur les expéditions des jugements.

On doit conclure la même chose pour les décisions des conseils de prud'hommes. Ce sont là, en effet, de véritables tribunaux dont les décisions sont de véritables jugements; comme eux, ils possèdent un greffier, qui sans doute est appelé secrétaire, qui est nommé par le conseil et qui peut être atteint par la révocation (l. 7 février 1880, art. 5); mais

(1) Colmar, 6 février 1828, *Répertoire alphabétique de Dalloz*, v^o *Compétence civile des tribunaux de paix*, 329.

il n'en est pas moins soumis à toutes les obligations du greffier ; il en possède les attributions et comme lui il délivre des expéditions qu'il revêt de la formule exécutoire.

2^o Ordonnances.

Le mot « ordonnances » dans son sens large, comprend à la fois les diverses décisions rendues par un seul juge sur des points qui lui sont soumis, que ce juge soit le président d'un tribunal, son remplaçant ou tout autre, chargé de diriger des procédures spéciales.

Les ordonnances participent un peu du caractère des jugements et à ce titre leur exécution en doit être assurée avec autant de facilité. Cela n'est pas contesté et il est reconnu que comme les jugements, les ordonnances peuvent elles aussi se vêtir de la formule exécutoire.

C'est là une règle générale, mais que l'on ne peut cependant appliquer à toutes indistinctement.

C'est ainsi que, d'après Bertin, les ordonnances sur requête rendues par le président du tribunal, doivent en être exceptées ; il le démontre dans les termes suivants :
« Le président lorsqu'il statue soit sur assignation, soit
» sur requête, rend dans les deux cas des ordonnances ;
» cependant, ces deux décisions sont de nature essentiel-
» lement différentes et leurs résultats n'en sont pas moins
» dissemblables.

» Lorsque le président statue sur requête, il procède à
» un acte d'administration judiciaire.

» Cet acte intervenant *inter volentes et sine causæ cognitione*, appartient au domaine de la juridiction gracieuse ;

» le président ne juge, ni ne préjuge le droit du requérant
» et ne saurait porter aucun préjudice à celui des tiers.

» Dans de telles conditions, le président peut permettre,
» autoriser, il ne peut jamais ordonner quoi que ce soit.

» L'autorisation que le président donne sur requête n'est
» pas et ne peut être suivie de la formule exécutoire :
» mandons et ordonnons (1).

» Ces vérités ont été longtemps méconnues; mais elles
» ont été consacrées par l'arrêt de la cour de Cassation du 26
» novembre 1867 qui dispose que la partie lésée par l'exécu-
» tion donnée à une autorisation sur requête doit se pourvoir
» par assignation devant les juridictions compétentes pour
» qu'il soit statué sur la légitimité de cette exécution ».

Et plus loin (2), il fait observer que l'article 558 du code de procédure, qui traite de la saisie-arrêt, mentionne bien qu'en l'absence de titre, le président pourra, non pas donner un ordre, mais permettre la saisie-arrêt, et revenant sur les paroles que nous avons déjà citées, il ajoute :
« Cette permission est donnée aux risques et périls de celui
» qui la demande et sous la réserve de tous droits des
» tiers; elle ne peut jamais être suivie de la formule
» exécutoire, régulièrement placée à la suite de la sentence
» du juge des référés ».

Telle est la différence essentielle qui d'après M. Bertin divise ces deux catégories d'ordonnances; tel est aussi notre avis.

L'article 545 du code de procédure décide que nul jugement, ni acte ne pourront être mis à exécution s'ils ne portent le même intitulé que les lois et ne sont terminés par

(1) Bertin, *Ordonnances sur requête et référé*, 2^e édition, t. I, Introd. p. 8 et s.

(2) Bertin, *Ordonnances sur requête et référé*, 2^e édition, t. I, p. 32.

un mandement aux officiers de justice; ce sont là des termes absolus et qui sont aussi formels que possible. Il existe cependant des exceptions à cette règle et il est des ordonnances qui peuvent être exécutées sans être revêtues de la formule exécutoire et sans même que l'expédition ait été délivrée. C'est là ce que l'on appelle l'exécution sur minute.

La minute, en effet, ne comporte pas en principe l'apposition de la formule, car d'après l'article 146 du code de procédure civile et l'article 25 de la loi du 25 ventôse an XI, la formule ne s'appose que sur les grosses.

Les actes qui jouissent de ce privilège sont ceux qui dans l'ancienne procédure on appelait: actes d'hôtel; parce que les présidents et autres magistrats les rendaient en leurs demeures et non en audience publique. Il importe alors quand l'ordonnance doit être exécuté sur minute, que le président mentionne dans le libellé de l'ordonnance: que l'exécution aura lieu avec l'assistance du commissaire de police ou au besoin de la force publique.

Cette possibilité d'exécution sur minute est autorisée pour les juges des référés par l'article 811 du code de procédure civile et pour les juges de paix par l'article 12 de la loi du 25 mai 1838 et encore ces textes exigent-ils, l'un, une nécessité absolue, l'autre, péril en la demeure.

En dehors de ces cas, il devrait être décidé que l'exécution ne pourra jamais avoir lieu, qu'en vertu d'une grosse, car la loi créant une exception doit être interprétée restrictivement; mais il y a très loin de la théorie à la pratique et la jurisprudence n'a pas hésité à admettre d'autres exceptions. Elle a décidé que du moment que cela était permis aux juges de référés et aux juges de paix, il devait en être

aussi de même pour les juridictions supérieures: tribunaux civils et cours d'appel (1).

Un certain nombre d'auteurs, MM. Favard de Langlade (2) et Pigeau (3) par exemple, soutiennent cette décision. Nous croyons que l'on doit, au contraire, repousser cette opinion et décider avec M. Berriat Saint-Prix (4) que les cours et tribunaux s'arrogent un pouvoir qui ne leur est nullement accordé par le législateur; et nous ne pouvons mieux faire que de citer à ce sujet les réflexions de M. Coffinières en rapportant l'arrêt de Cassation du 10 janvier 1814 dans la première édition du journal des avoués:

» On ne trouve, dit il, dans le Code de procédure qu'une
» seule circonstance où l'exécution provisoire peut être
» autorisée sur la minute, c'est lorsqu'il s'agit d'une
» ordonnance de référé et qu'il y a absolue nécessité (art.
» 811); on peut expliquer à cet égard la disposition de la
» loi, en observant que les ordonnances de référé n'ont
» pour objet que des mesures provisoires, toujours répara-
» bles. Mais si, sous le prétexte de l'urgence on autorise
» l'exécution sur la minute des arrêts des Cours d'appel,
» en se fondant sur ce que le pourvoi en cassation contre
» ces arrêts n'est pas suspensif, il faudrait décider de
» même, à l'égard des jugements en dernier ressort; dès
» lors la disposition des articles 141, 142, 147 et 545 du
» code de procédure serait presque toujours illusoire ».

A cela nous ajouterons que la jurisprudence s'appuie

(1) Cass. 10 janvier 1814 (J. Av. t. 12, p. 648);

Paris, 20 août 1810 (J. Av. t. 18, p. 757);

Rennes, 27 avril 1819 (J. Av. t. 12, p. 659);

Nîmes, 1^{er} août 1838 (J. P. t. 1, de 1839, p. 13). ✓

(2) Favard de Langlade, t. 3, p. 163, n° 21.

(3) Pigeau, Proc. civ., liv. II, part. 3 du jugement, tit. 6 § 3, n° 1 et 2.

(4) Berriat Saint-Prix, p. 506, note 4, n° 1.

sur la règle: qui peut le plus, peut le moins, en voulant accorder aux magistrats supérieurs un pouvoir, par la seule raison qu'il appartient à des magistrats inférieurs; or, cette règle bien que paraissant très logique, n'en est pas moins souvent fautive dans ses applications,

Il est d'ailleurs à remarquer que l'article 811 figure au titre des référés. Il n'y a certainement pas été placé à la légère, et étant donné l'importance de la question, si le législateur a agi ainsi, ce n'est qu'après réflexion. Enfin, comme le dit la cour de Montpellier (1) « un jugement n'est point un titre exécutoire lorsqu'il n'a pas encore été expédié », car, comme nous l'avons déjà dit, ce n'est que sur les expéditions que peut se trouver la formule exécutoire.

3° Bordereaux de collocation dans les ordres et dans les contributions.

Nous tenons à dire ici un mot des bordereaux de collocation délivrés en matière d'ordre et de contribution, bien que leur caractère même ait pu les faire rentrer dans le paragraphe précédent. Ces bordereaux, que les articles 665 et 671 du Code de procédure civile appellent tout simplement mandements, font en effet partie de l'ordonnance du juge-commissaire. « C'est, disent MM. Crosse et Rambeau (2), une découpe du règlement définitif en ce qui concerne la collocation de chaque créancier. » Cet extrait doit être accompagné des mentions nécessaires pour indiquer au tiers acquéreur ou au préposé de la

(1) T. 2, p. 179, n° 463.

(2) 18 Décembre 1810, J. Av., t. 19, p. 102.

Caisse des Dépôts et Consignations, les sommes qu'ils devront payer au porteur.

C'est au greffier qu'il appartient de délivrer ces bordereaux, car lui seul a le droit de donner aux actes émanés d'un tribunal, l'authenticité nécessaire à l'exécution; il n'est pas utile qu'ils soient signés par le juge, mais la signature du greffier est à la fois nécessaire et suffisante, ainsi que cela a lieu pour les expéditions ordinaires.

Le bordereau de collocation est donc un titre authentique faisant preuve par lui-même de son authenticité; de plus, c'est aussi un titre exécutoire qui doit être revêtu de la formule afin de pouvoir être mis à exécution avec le concours de la force publique s'il en est besoin.

Il existe en effet un texte : l'article 770 du Code de procédure civile qui, dans son alinéa 1^{er}, exige, implicitement il est vrai, mais très clairement cependant, l'apposition de la formule exécutoire.

« Dans le même délai, dit cet article (dix jours à partir » de celui où l'ordonnance de clôture ne peut plus être » attaqué), le greffier délivre à chaque créancier colloqué » un bordereau de collocation exécutoire contre l'adjudi- » cataire ou contre la Caisse des Consignations. »

Il est vrai qu'il a été décidé par un arrêt de la cour de Bruxelles du 14 juillet 1810 (1) que l'adjonction de la formule n'était pas obligatoire pour l'exécution « parce que le bordereau de collocation est délivré au créancier pour lui servir de mandement de collocation et que dans cette vue l'article 771 du Code de procédure civile (2) rend cet

(1) Répertoire de Dalloz *verbo*, ventes publiques d'immeubles, 229.

(2) L'art. 771 ainsi cité par la cour de Bruxelles comprenait alors l'alinéa 1^o de l'art. 770, la numération de ces articles ayant été changée par la loi du 21 mai 1858.

acte exécutoire par lui-même indépendamment de toute autre formalité. »

Nous ne croyons point que ce soit là la pensée du législateur, et toutefois si cette pensée était celle du législateur du Code de procédure civile, il semble bien que ce ne soit plus celle du législateur de 1838, car si l'ancien article 771 parlait d'un bordereau « qui sera exécutoire contre l'acquéreur », le nouvel article 770 parle de la délivrance d'un « bordereau de collocation exécutoire contre l'adjudicataire..... » Il est vrai que la différence de rédaction n'est pas très grande, mais le second texte semble néanmoins plus clair que le premier et le nouvel article parait bien indiquer que le greffier devra délivrer le bordereau exécutoire, c'est-à-dire revêtu de la formule.

D'ailleurs les termes même de l'article 543 du Code de procédure civile, que nous avons rappelés il n'y a que quelques instants, militent en faveur de notre opinion, car il est difficile de voir dans l'article 770 une exception assez formellement indiquée.

Quoiqu'il en soit, que le bordereau de collocation puisse ou ne puisse pas être mis à exécution sans la formule exécutoire, il n'en est pas moins certain qu'elle peut y être apposée et qu'il en est ainsi dans la pratique.

Muni d'un titre semblable, le créancier colloqué pourra se faire remettre les sommes qui lui sont destinées et notamment il pourra contraindre le tiers acquéreur, non seulement par voie de folle enchère (art. 737 et 744 du Code de procédure civile), mais encore par la saisie de ses biens personnels ou de l'immeuble vendu (arg. art. 770 et 713 C. pr. civ.).

4° Exécutoires de dépens.

L'exécutoire de dépens est, comme son nom l'indique d'ailleurs fort bien, un titre qui a force d'exécution et qui est spécialement destiné à assurer le recouvrement des honoraires et frais dûs aux officiers ministériels par leurs clients; que ces officiers soient comme les avoués et les huissiers des auxiliaires directs de la justice, ou bien qu'ils en soient comme les notaires des auxiliaires indirects. L'exécutoire de dépens sert encore à la partie qui a triomphé dans un procès à se faire rembourser, par la partie battue et condamnée à payer les frais, les déboursés qu'elle a été obligée de faire ou ce qu'elle doit encore.

Sans doute, c'est là une procédure que l'officier ministériel n'est pas forcément obligé d'employer; il peut, si la partie débitrice y consent, faire avec elle un règlement amiable; mais quand il est obligé d'agir pour recouvrer ses honoraires, c'est là un moyen unique et qui doit être nécessairement employé.

L'exécutoire n'existe pas en matière sommaire ou, pour mieux dire, il se confond avec la grosse du jugement. L'état des frais, quand l'une des parties a été condamnée aux dépens, est inséré dans le jugement lui-même et la formule exécutoire qui est apposée sur l'expédition de ce jugement, ainsi qu'il résulte de l'article premier du décret complémentaire du 16 février 1807, en même temps qu'elle lui donne la force d'exécution, la transmet aussi à toutes les parties et permet de pouvoir recouvrer les frais qui y sont mentionnés. Il peut cependant arriver que l'avoué néglige de remettre l'état de ses frais au greffier et que

ceux-ci ne puissent pas figurer dans le jugement; il doit être responsable des conséquences de cette faute et si les dépens n'ont pas été liquidés, il devra, ayant toute poursuite, supporter les frais de l'exécution qui demeureront à sa charge.

Nous n'avons pas à nous occuper ici de la liquidation des dépens et des circonstances dans lesquelles intervient l'ordonnance de taxe; nous n'avons qu'à nous occuper de celle-ci une fois rendue et à déterminer dans quelles conditions elle doit être délivrée accompagnée de la formule exécutoire.

Sous l'empire de la législation antérieure à la loi du 24 décembre 1897, l'exécutoire consistait dans l'expédition de l'ordonnance de taxe délivrée par le greffier et revêtue de la formule exécutoire, en même temps qu'elle était scellée et contresignée par lui. Il en était ainsi en vertu du décret du 16 février 1807 et la loi des 5 et 6 août 1881 n'apporta aucun changement sur ce point à notre matière.

Il en fut autrement de la loi du 24 décembre 1897 qui vint apporter des modifications importantes : dans un but d'économie très louable, elle enlève au greffier la délivrance de l'exécutoire par l'alinéa 1^{er} de son article 4 ainsi conçu :

« Les notaires, avoués et huissiers devront signifier à la
» partie débitrice par acte d'avoué à avoué, s'il y a avoué
» constitué, sinon à personne ou à domicile, l'état détaillé
» des frais taxés de l'ordonnance du magistrat taxateur,
» revêtue sur minute de la formule exécutoire. »

Il est donc tout d'abord indiscutable que l'expédition n'est plus nécessaire, mais il existe un point sur lequel des divergences d'opinion peuvent se produire ; c'est sur la question de savoir s'il faut ici suivre les règles générales

et charger le greffier d'apposer la formule ou au contraire laisser ce soin au juge taxateur.

Il semble bien, en vertu du texte de la loi, de son esprit et principalement de l'examen des travaux parlementaires, que c'est à cette seconde opinion que l'on doit s'arrêter. Il n'est nullement question dans la loi du greffier, et le législateur s'est écarté ici du droit commun; sans doute l'apposition de la formule est le monopole des notaires et des greffiers, mais dans ce cas le législateur veut arriver à éviter des frais et à simplifier la procédure. Il est donc tout naturel de donner au juge ce pouvoir et, admettant ces raisons, nous sommes ainsi amenés à dire que le contre-seing et le sceau du greffier sont absolument inutiles.

C'est d'ailleurs cette théorie qui a été admise par la jurisprudence la plus récente et un arrêt de la cour d'Agen (1) a repoussé une demande en nullité d'un exécutoire basé sur ce que le greffier n'était pas intervenu.

Les effets de l'exécutoire sont les mêmes que ceux de la grosse d'un jugement; l'un et l'autre ont les mêmes caractères; ce sont tous deux des titres exécutoires qui emportent hypothèque judiciaire (art. 4 *in fine* de la loi du 31 décembre 1897).

5° *Sentences arbitrales.*

L'arbitrage est un pouvoir de juridiction donné par des parties en litige à de simples particuliers, afin de trancher la contestation qui les divise. Les arbitres sont donc des juges, mais des juges privés qui tiennent directement leurs

1 Agen, 4 octobre 1898, Gaz, pal. 1899, I. 96.

pouvoirs de la volonté des parties ; leur mission a d'ailleurs un caractère restreint, elle est limitée à l'objet actuel de la contestation. Ces juges ne sont pas constitués par la loi, et n'ont aucun caractère public, car ils ne reçoivent aucune investiture du pouvoir exécutif ; ils n'en peuvent donc pas être les représentants et leurs décisions se ressentent fatalement de leur caractère privé. Leur sentence demeurera pour ainsi dire un simple avis, et tant que l'ordonnance du président du tribunal civil ne lui aura pas donné la force exécutoire, elle ne pourra autoriser aucun acte d'exécution ⁽¹⁾. Cette formalité accomplie, alors seulement on pourra assimiler la sentence arbitrale aux jugements des tribunaux ordinaires au point de vue de sa force exécutoire.

Cette force exécutoire ne pourra être obtenue que par l'apposition de la formule exécutoire qui elle-même ne pourra figurer sur la sentence qu'après certaines conditions exigées par la loi. C'est ainsi que le législateur demande tout d'abord le dépôt de la sentence au greffe du tribunal civil ou de la cour d'appel, suivant les cas ; après quoi l'ordonnance d'exéquatur sera rendue par les soins du président du tribunal civil ou par celui de la cour d'appel.

Les alinéas 1 et 2 de l'article 1020 du code de procédure civile disposent en effet : « Le jugement arbitral sera rendu
« exécutoire par une ordonnance du président du tribunal
« de première instance dans le ressort duquel il a été rendu ;
« à cet effet la minute du jugement sera déposée dans les
« trois jours par l'un des arbitres, au greffe du tribunal.

« S'il avait été compromis sur l'appel d'un jugement, la
« décision arbitrale sera déposée au greffe de la Cour

(1) Bordeaux, 15 décembre 1826 D-P. 27-2-138.

« d'appel et l'ordonnance rendue par le président de cette
« Cour. »

Le dépôt et l'ordonnance sont donc absolument essentiels pour l'exécution ; vainement les parties essaieraient-elles d'y suppléer en déposant, de leur consentement, la sentence chez un notaire pour être placée au rang de ses minutes ; elle ne peut constituer dans ce cas un titre pouvant forcer l'une des parties qui s'y refuse à l'exécution. C'est là ce qui a été décidé en ces termes par un arrêt de la Cour de Riom du 21 Novembre 1855 ⁽¹⁾ : «... Considérant que cette
« sentence n'a été ni déposée au greffe du tribunal civil
« dans le ressort duquel elle a été prononcée, ni rendue
« exécutoire par une ordonnance du président de ce tri-
« bunal.

« Que le dépôt qui en a été fait chez un notaire, du consen-
« tement de toutes les parties, ne saurait suppléer au dépôt
« exigé par la loi.

« Qu'en effet l'ordonnance d'exéquatur du président du
« tribunal est une formalité substantielle qui tient à l'ordre
« public.

« Que ce magistrat peut refuser son exéquatur si le
« jugement arbitral lui semble contenir quelque disposition
« contraire à la loi, à l'intérêt public ou à celui des per-
« sonnes mises spécialement sous la protection de la loi.

« Considérant dès lors qu'aux termes de l'article 1020 du
« code de procédure civile, le titre en vertu duquel les
« poursuites ont été intentées, n'était pas exécutoire et
« qu'aux termes de l'article 1020, il ne pouvait être exé-
« cuté..... etc..... »

La même cour de Riom ⁽²⁾ a jugé que ce dépôt est encore

(1) D. P. 59-5-29.

(2) Riom, 28 Mars 1848. Journal des av. t. 73, p. 679

obligatoire bien qu'il en ait été décidé autrement dans le compromis.

Mais s'il est nécessaire d'appliquer l'article 1020 dans tous ses termes, il ne faut pas créer des sous-entendus dans ce texte ; aussi doit-on donner raison à la jurisprudence, quand elle décide qu'il n'est pas nécessaire de déposer au greffe d'autres pièces de la procédure arbitrale, que la loi n'exige pas ⁽¹⁾.

Le dépôt de la sentence d'après la loi doit être fait dans les trois jours ; ce délai est d'après l'opinion commune considéré comme un minimum et n'est relatif qu'aux sentences définitives.

Ce dépôt doit être fait par les arbitres eux-mêmes, mais cependant la remise faite par un tiers n'en serait pas moins valable.

Quant à la question de savoir à quel greffe doit être fait ce dépôt, elle est intimement unie à celle de savoir dans quel cas le président du tribunal civil est compétent et dans quel cas c'est le président de la cour d'appel

Nous remarquerons tout d'abord que l'alinéa 1^{er} de l'article 1020 en chargeant en principe de cette fonction le président du tribunal civil écarte les juges de paix et les présidents des tribunaux de commerce, car comme le dit Boitard ⁽²⁾, ces juridictions sont des juridictions d'exception. Ce qui prouve que cette solution est exacte « c'est, dit M. Chauveau ⁽³⁾ l'article 1023 qui porte que l'appel des jugements arbitraux sera porté savoir : devant les tribunaux « de première instance pour les matières qui, s'il n'y eût

(1) Cassat. chamb. requêtes, 17 Mai 1836. D-v^e arbit. n^o 448 note 2 et 20 Mars 1841 S. 41-1-303.

(2) Boitard tome 2 n^o 1199.

(3) Chauveau et Carré tome 6, 2^e partie p. 1051 quest. 3359.

« point eu d'arbitrage, eussent été, soit en premier, soit en « dernier ressort de la compétence des juges de paix. »

Le deuxième alinéa du même article 1020 apporte à la règle générale une exception, quand le compromis a eu lieu sur l'appel d'un jugement. Le dépôt doit alors être fait au greffe de la Cour d'appel ; et c'est au président de cette cour, qu'il appartiendra de délivrer l'ordonnance d'exéquatur. La raison en est, que dans le cas où la sentence infirmerait un jugement déjà rendu par un tribunal, il serait inadmissible que le président de ce tribunal vint donner force exécutoire à une sentence en opposition avec ce jugement.

Une grave difficulté peut surgir, quand le compromis a lieu sur un litige dont certains points seulement ont déjà été réglés par un tribunal, alors que d'autres, au contraire, sont encore vierges de toute interprétation judiciaire. On peut alors se demander à quel greffe il faut déposer la sentence, et quel est le président qui sera compétent pour rendre l'ordonnance d'exéquatur.

Il a été proposé sur ce point un certain nombre de systèmes que nous allons examiner.

Un premier système qui est celui de la jurisprudence applique ici la règle : *major pars trahit ad se minorem* et déclare en vertu de ce principe que si les chefs déjà jugés sont les plus importants, c'est le président de la Cour d'appel qui est compétent, sinon on doit s'adresser au président du tribunal civil ⁽¹⁾.

Ce procédé ne peut s'employer, car il est en contradiction avec l'article 1020 ; de plus, si la sentence est déposée au

(1) Req. 28 janv. 1833-S-33-1-533. Req. 26 juin 1833-S-33-1-603-Limoges, 2 juillet 1840-S-44-2-141.

greffe de la cour, celle-ci conformément à l'article 1028 pourrait avoir à se prononcer sur l'opposition de l'ordonnance : « or, dit M. Chauveau, le jugement sur une telle » opposition est sujet à appel et il arriverait que la cour » pronocerait, soit d'abord comme un tribunal de première » instance et ensuite comme tribunal d'appel, soit tout à » la fois en premier et en dernier ressort, ce qui serait » contraire aux règles de l'administration de la justice(1) ».

Un deuxième système enseigne que le dépôt doit, dans tous les cas, être fait au greffe du tribunal civil ; ce qui est contraire à l'article 1020 (2).

Un troisième système est d'avis que la sentence doit être déposée au greffe de la cour d'appel ; c'est là l'opinion de M. Bellot des Minières (3) : « Il est, dit-il, bien plus » rationnel de saisir un tribunal d'appel d'une cause » pendante en première instance, que de saisir un tribunal » de première instance d'une demande qui est déjà en » appel. Ainsi les arbitres en compromettant et faisant » volontairement une seule instance de leurs deux procès, » consentant à n'avoir pour les deux qu'un seul et même » tribunal, sont présumés avoir voulu joindre la cause de » première instance à celle d'appel et renoncer à la » première disposition de l'article 1020 pour se soumettre » à la seconde. » Cela n'est pas exact car les règles de procédure sont d'ordre public et ne dépendent pas de la volonté des parties ; c'est ainsi qu'il n'est pas et n'a jamais été permis aux plaideurs de se présenter devant la cour d'appel pour une affaire qui n'a jamais été jugée.

(1) Carré et Chauveau, tome 6, 2^e partie, p. 1048, quest. 3357.

(2) Grenoble 14 août 1834, S. 33, 2, 330, et Cass. 28 janvier 1835, *J. Av.*, t. 30, p. 144.

(3) Bellot, t. 3, p. 277.

Dans un quatrième système qui est celui que nous croyons devoir adopter avec la majorité des auteurs (1), il est nécessaire de faire une distinction entre le cas où les arbitres ont ou n'ont pas la qualité d'amiables compositeurs, c'est-à dire entre les cas où ils doivent suivre les règles du droit et de la procédure et ceux où ils sont « autorisés, comme dit Boitard (2), à consulter plutôt l'équité, la raison naturelle, l'avantage commun des deux parties, que les règles strictes et littérales du droit. »

Arbitres : leur sentence doit contenir des dispositions différentes ayant trait à des questions non jugées et à des questions d'appel ; il sera alors conforme au vœu de la loi de faire deux originaux de la sentence et de les déposer, l'un au greffe de première instance, l'autre au greffe d'appel afin que chaque président y appose l'ordonnance pour la partie qui le concerne, ce qui n'a rien de contraire à l'article 1029.

Amiables compositeurs : ils pourront fonder en une seule sentence toutes les contestations qui leur ont été soumises et c'est alors au président du tribunal civil qu'il faudra s'adresser en principe ; cependant, si les questions déjà jugées en première instance absorbait tout l'intérêt de la discussion, c'est le président de la cour qui sera compétent.

Nous décidons donc qu'il faut laisser sur ce point une grande latitude aux arbitres et aux présidents des tribunaux qui reçoivent le dépôt.

Le président du tribunal ou de la cour tient son pouvoir

(1) Carré et Chauveau, tome 6, 2^e partie, p. 4048, quest. 3357 ; Goubeau, t. 1, p. 410 ; Mongaloy, p. 247, n^o 317 ; de Valemessnil, p. 644 à 967, et Rodière, t. 3, p. 30.

(2) Boitard, t. 2, n^o 1198.

de délivrer l'ordonnance d'exéquatur de l'article 1021 du code de procédure civile qui s'exprime ainsi : « Les jugements arbitraux, même ceux préparatoires, ne pourront être exécutés qu'après l'ordonnance qui sera accordée à cet effet par le président du tribunal, au bas ou en marge de la minute, sans qu'il soit besoin d'en communiquer au ministère public et sera ladite ordonnance expédiée ensuite de l'expédition de la décision. »

C'est là une ordonnance sur requête, sans débat contradictoire, le greffier y doit assister (art. 1040, c. pr. civ.), cette assistance est prescrite à peine de nullité, mais sa signature n'est pas indispensable, ainsi que le décident la doctrine et la jurisprudence (1).

Le président ne peut en aucune façon modifier la sentence des arbitres, car ils ont des pouvoirs absolument différents; on s'accorde à décider que par contre il peut dans certains cas refuser de rendre son ordonnance, car ce n'est point là un acte de procédure gracieuse. On doit décider qu'en présence de nullités d'ordre public, c'est-à-dire de nullités qui ne sauraient être suppléées par le consentement des parties, le président devrait refuser, en dehors de ces cas, cela ne lui serait pas permis (2).

C'est là selon nous, la règle qui doit être suivie, bien que certains auteurs donnent au président du tribunal un pouvoir d'appréciation bien moindre, c'est ainsi que M. Chauveau (3) décide que ce refus ne peut être motivé

(1) Req. 26 juillet 1842, S. 42, 1, 988; Montpellier, 3 juin 1837, S. 38, 2, 28; Paris 17 avril 1847, S. 47, 2, 295; Paris 18 mai 1833, S. 33, 2, 310; Bastia 2 août 1832, S. 32, 2, 569; 1^{re} espèce, Bourges 4 août 1831, S. eod. loc; 2^e espèce, Limoges 14 juin 1832, S. 32, 2, 471; Chauv. s. Carré, t. 6, p. 3431; Rub. de Couderc, n° 301; Rousseau et Laisney, n° 413 et 414.

(2) Pigeau, t. 1, p. 22 et 30.

(3) Chauveau s. Carré, t. 6, 2^e partie, quest. 3360.

que par une question de compétence et que Bourbeau (1) estime qu'il ne peut avoir lieu que si les formes de la sentence n'ont pas été régulièrement observées.

L'ordonnance une fois rendue, la sentence arbitrale possède la force exécutoire, comme un jugement ordinaire, il faut par conséquent appliquer à cette matière les articles 545 et suiv. L'exécution de la sentence sera poursuivie sur l'expédition de la minute qui doit contenir, avec la copie de l'ordonnance, la formule exécutoire.

SECTION DEUXIÈME. — ACTES NOTARIÉS.

Les actes notariés, de même que les derniers jugements et sentences que nous venons de passer en revue, peuvent avoir la force exécutoire, ainsi que le dit l'art. 9 de la loi du 25 ventôse an XI, quand ils sont revêtus de la formule exécutoire.

Mais il ne faut pas trop élargir cette idée : ce serait une erreur de croire que tous les actes notariés sans distinction peuvent être délivrés en forme de grosse; il n'en est rien.

Tout d'abord il faut éliminer les actes notariés imparfaits qui ne sont pas authentiques et ne peuvent par conséquent devenir exécutoires (art. 2213 du c. civ. et 551 c. pr. civ.).

L'original d'un acte notarié ne peut être revêtu de la formule exécutoire ainsi que le laisse entendre l'article premier de la loi de ventôse ; ce qui en exclut par conséquent les actes en brevet dont il n'est pas délivré d'expéditions ; ceux-ci en effet ne restent pas entre les mains du notaire,

(1) Bourbeau, t. 6, p. 666.

et il lui est impossible d'en délivrer une copie quelconque.

Il n'est pas possible d'énumérer limitativement les différents actes qui peuvent être passés en brevet ; le législateur ne l'a pas fait et s'est contenté de mettre dans l'article 20 de la loi du 25 ventôse an XI qu'il faut comprendre parmi eux « les actes simples qui peuvent être délivrés en brevet. »

Mais la difficulté est de se rendre exactement compte de ces actes, d'avoir un critérium certain pour les découvrir afin qu'il n'y ait pas d'erreur possible.

Les projets de lois de l'an VII et VIII portaient que : « les notaires sont tenus de garder minutes de tous les actes synallagmatiques, ainsi que de ceux obligatoires pour un seul contractant, mais qui sont attributifs de droit à des tiers non présents à l'acte. » De ces mots ainsi que de la discussion au Conseil d'État sur l'article 20, on peut conclure qu'il faut garder minute de tous les actes synallagmatiques ; de ceux qui contiennent quelques dispositions au profit des tiers ou que ceux-ci peuvent invoquer et de tous ceux dont l'effet est perpétuel et se transmet des parties contractantes à leurs héritiers ou ayant cause à perpétuité.

Ainsi donc comme le dit Amiaud ⁽¹⁾ : « on doit regarder comme actes simples susceptibles d'être délivrés en brevet, les actes unilatéraux, qui ne renferment pas de stipulations que les tiers puissent invoquer, et n'ont pas un caractère permanent à quelque somme que les obligations puissent monter. »

Ici se pose la question de savoir si les notaires peuvent

(1) Amiaud. *Traité du notaire et de l'enregistrement*, t. 2. p. 74, n° 1777.

délivrer des grosses de brevets rapportés, soit à celui qui les a reçus, soit à un de ses confrères,

Le rapport pour minute est la remise du brevet à un notaire afin de le mettre au rang de ses minutes et de l'annexer à un acte de dépôt qui constate le fait ; on a pensé que l'acte en brevet ainsi rapporté ne pourrait jamais être délivré sous forme de grosse ; c'est l'opinion de quelques auteurs (1).

« L'article 21 de la loi sur le notariat, dit Toullier, qui
« donne au notaire possesseur de la minute, le droit d'en
« délivrer des grosses et des expéditions, ajoute que tout
« notaire pourra délivrer copie d'un acte qui lui a été
« déposé pour minute. Remarquez que le mot copie est ici
« mis en opposition avec les grosses et expéditions. Le
« notaire ne peut donc pas délivrer des grosses des actes
« qui lui ont été déposés pour minute, or le brevet rapporté
« au notaire qui avait reçu l'acte est dans ce cas. »

Mais rien n'est moins certain, car le législateur ne parle pas toujours un langage impeccable et cette opposition n'est pas du tout manifeste. Une pratique constante décide que la délivrance des grosses est possible en ce cas.

Ici des divergences naissent, et l'on se demande s'il est nécessaire pour délivrer la grosse d'une obligation en brevet ainsi rapportée, que le débiteur ait concouru au dépôt ou tout au moins à la délivrance de la grosse, ou au contraire si c'est là une formalité inutile ?

S'il était permis d'agir autrement, le créancier pourrait à l'insu du débiteur se procurer les avantages de l'exécution parée et ce dernier serait ainsi privé des moyens de défense qu'il aurait pu faire valoir en justice.

(2) Toullier, t. 8, n° 422, p. 679 et Gagnereaux n° 493 et s.

Pour éviter de semblables difficultés, il est recommandé aux notaires de faire connaître aux parties cette situation, et au besoin d'insérer dans l'acte en brevet, soit que le créancier aura le droit de convertir l'acte en titre exécutoire, soit que cette faculté lui sera refusée.

Le rapport de l'acte pourra se faire soit au notaire qui l'a dressé, soit à son successeur ou à tout autre.

Il est vrai qu'à Paris il en est autrement ; mais c'est uniquement un sentiment de délicatesse qui a provoqué la délibération suivante du 9 ventôse an XIII : « Aucun notaire
« de Paris (même ayant instrumenté en second) ne pourra
« recevoir ni en dépôt, ni par voie d'annexe ou soit direc-
« tement, soit indirectement, conserver et expédier les bre-
« vets, extraits, grosses, expéditions ou copies collationnées
« d'actes passés devant un autre notaire de Paris ; cette
« faculté demeurant exclusivement réservée au notaire
« signataire en premier et à ses successeurs. »

Il est certain qu'un acte de dépôt est nécessaire quand le rapport est fait à un notaire autre que celui qui a reçu l'acte ; doit-il en être de même quand c'est l'auteur lui-même qui le reçoit ? On a soutenu que cela n'était pas utile et qu'il suffisait de mentionner cet état de choses sur le brevet, d'indiquer la date du rapport, et d'apposer de semblables indications en marge du répertoire ; et que ces formalités étant remplies le notaire pouvait en délivrer des grosses. Nous ne le pensons pas, car la nature de l'acte n'a pas changé ; sans doute le fait et la date sont constatés, mais cela n'a absolument rien d'officiel, puisqu'il n'y a rien qui en la forme, remplisse les conditions de l'acte en minute. C'est d'ailleurs l'opinion qui semble prévaloir ; c'est aussi un acte de prudence de la part du notaire pour éviter d'en-courir une amende de la régie qui exige un acte de dépôt.

Nous adopterons une théorie semblable à celle que nous venons d'exposer, en ce qui concerne les actes sous-seings privés déposés chez un notaire ; mais ici les difficultés auxquelles donne lieu cette question sont moins nombreuses.

Nous décidons donc qu'il n'est pas utile que dans l'acte de dépôt, la reconnaissance par les parties du sous-seing privé soit indiquée expressément ; il suffit seulement qu'elles concourent au dépôt, ce qui implique une reconnaissance tacite ; il doit en être de même dans le cas où le débiteur seul a effectué le dépôt. Pour la même raison il n'est pas nécessaire que le créancier soit présent, car lui seul peut obtenir la délivrance de la grosse et s'il réprouve l'acte il lui suffira de ne pas user de son droit.

L'acte sous-seing privé déposé devient donc un acte authentique et dès lors rien ne peut s'opposer à son exécution : le notaire sera donc en droit d'en délivrer des grosses.

Pour qu'une grosse puisse être délivrée, il faut que le titre contienne obligation de payer une somme ou de livrer des denrées susceptibles d'être évaluées par les mercuriales,

Car en dehors de ces cas, il est impossible d'obtenir du débiteur une exécution directe. D'ailleurs la loi paraît très explicite sur ce point quand elle dit (art. 1142 c. civ). « Toute obligation de faire ou de ne pas faire se resout en dommages et en cas d'inexécution de la part du débiteur.

On enseigne aussi généralement que la dette doit être certaine et liquide.

C'est là un principe que nous trouvons affirmé dans le procès-verbal d'une délibération de la Chambre des notaires de Paris à la date du 22 mai 1811 : « Les actes dont les » notaires doivent rigoureusement délivrer les copies en » forme exécutoire ou de grosse sont ceux qui portent un

» engagement formel de payer ou livrer des choses liqui-
» des et certaines. A l'égard des actes dont il ne résulte
» aucun engagement de cette nature et qui ne renferment
» que des obligations de faire ou de ne pas faire ou de
» souffrir une chose, les notaires ne peuvent en délivrer
» aux parties que des copies dans la forme de simples
» expéditions. »

Il est clair qu'il n'est pas possible de délivrer des grosses d'actes qui ont reçu leur exécution, tels qu'une vente dont le prix a été payé comptant ; de même les contrats de mariage ne peuvent être revêtus de la formule exécutoire que s'ils contiennent obligation de payer une certaine somme.

Mais, à notre avis, on peut fort bien délivrer des grosses des ouvertures de crédit.

On soutient la négative en se basant sur ce que la dette n'est pas certaine et l'on met en avant les articles 2213 du Code civil et 551 du Code de procédure civile ainsi conçus :

« Article 2213. — La vente forcée des immeubles ne
» peut être poursuivie qu'en vertu d'un titre authentique
» et exécutoire, pour une dette certaine et liquide. Si la
» dette est en espèces non liquidées la poursuite est vala-
» ble; mais l'adjudication ne pourra être faite qu'après la
» liquidation. »

« Article 551. — Il ne sera procédé à aucune saisie
» mobilière ou immobilière qu'en vertu d'un titre exécutoire, et pour choses liquides et certaines; si la dette
» exigible n'est pas d'une somme en argent, il sera sursis,
» après la saisie, à toutes poursuites ultérieures, jusqu'à
» ce que l'appréciation en eût été faite. »

Ces deux textes sont conçus à peu près dans les mêmes

termes; ils ne disent pas qu'on ne peut délivrer de grosse quand la dette n'est ni liquide ni certaine, bien au contraire ils admettent l'affirmative en disant très clairement qu'il sera seulement sursis à l'exécution.

Cette opinion est d'ailleurs celle suivie dans la pratique. Le contraire serait extrêmement préjudiciable au débiteur. C'est ainsi que dans le cas d'ouverture de crédit avec affectation hypothécaire, le notaire, pour faire inscrire l'hypothèque, devrait délivrer une simple expédition du titre destinée à être produite au Conservateur, au moment du dépôt des bordereaux d'inscription; et plus tard, pour obtenir l'exécution forcée, le créancier devrait encore demander une grosse de ce même titre, en même temps que serait rendue nécessaire la confection d'un acte constatant la réalisation du crédit. D'où des frais considérables sans parler des sommes dûes soit à l'enregistrement pour droits, soit aux hypothèques comme taxe.

L'opinion que nous combattons amènerait également à décider qu'en cas d'obligation sous condition suspensive, le notaire devrait s'abstenir de délivrer des grosses avant que la condition une fois réalisée ne soit constatée, car jusque-là on ne peut dire que la dette est certaine.

Et cependant tous les jours des débiteurs souscrivent au profit du Crédit Foncier de France des contrats conditionnels de prêts dont il est fait aussitôt des grosses.

Telle est la pratique; nous estimons qu'elle est bien fondée, à raison de l'interprétation que nous avons donnée aux articles 2213 et 551 précités.

SECTION III. — DÉCISIONS ET ACTES ADMINISTRATIFS

1^o Décisions des juges administratifs.

Les jugements de l'ordre administratif ont en principe les mêmes effets que ceux de l'ordre judiciaire; ils entraînent comme eux exécution parée. Cela n'est pas douteux; mais il y a plus de difficultés sur l'identité des moyens de cette exécution et l'on a beaucoup discuté à ce sujet sur le point de savoir si ces jugements devaient être revêtus de la formule exécutoire.

Il est aujourd'hui admis en principe que la formule exécutoire ne peut être apposée sur les décisions administratives. On s'est efforcé de pénétrer la raison de cet état de choses et les explications fournies ont été abondantes. Le Conseil d'Etat, dans un avis du 5 février 1826, qui ne statue, il est vrai, que sur les Conseils de préfecture, mais auquel on donne une portée beaucoup plus générale, déclare que les juridictions administrative et civile (au sens large) « formant deux ordres de juridiction entière-
» ment distincts dans leur texture et dans leur objet, il
» y avait inconvénient à assimiler les formules employées
» dans les jugements qui émanent de l'un et de l'autre ». Certains partisans de ce système prétendent que la formule exécutoire émanant de l'autorité exécutive; il n'est pas admissible de voir cette autorité se donner des ordres à elle-même; d'autres, cherchant la pensée qui a dicté l'avis du Conseil d'Etat, quoique ne l'approuvant pas, disent

avec Macarel (1) que cette décision vient de ce que « l'on
« se refuse à reconnaître que les Conseils de préfectures
» sont de véritables tribunaux, quoiqu'un assez grand
» nombre de décrets et d'ordonnances et l'avis du 5 fé-
» vrier 1826 lui-même les aient ainsi qualifiés et leurs
» décisions du nom de jugements ».

Nous pensons avec Malapert (2), qu'il faut surtout y voir une raison historique. Cet auteur estime que cela vient de ce que les préfets d'autrefois, les intendants, comme les magistrats administratifs et judiciaires d'alors, parlaient et ordonnaient en leur nom; d'où le nom d'ordonnances pour indiquer ces injonctions. Les intendants furent remplacés après 1789, époque de leur suppression, par des administrations départementales, puis par des directoires des départements ; enfin apparurent les préfets avec la constitution de l'an VIII, investis dans certains cas d'une juridiction contentieuse.

« Entre 1789 et l'an VIII, dit M. Malapert, la pratique
» avait été grandement modifiée. Ainsi la constitution de
» 1791 avait interdit aux administrations le droit de faire
» des ordonnances. On leur concéda à grand'peine le pou-
» voir de faire des réglemens ou arrêtés et immédiatement
» la formule exécutoire fut supprimée sans qu'on songeât à
» la remplacer. Les préfets, sous-préfets et maires institués
» en l'an VIII ont trouvé les choses en cet état et depuis
» ce temps leurs actes ne sont plus revêtus de l'ordre
» d'obéir que l'on place sur les mandemens de l'autorité
» souveraine ou de l'autorité judiciaire. »

Telles sont les raisons qui ont été données en faveur de

(1) Macarel, *Tribunaux administratifs*, p. 361, n° 237.

(2) Malapert, *Exposé des principes sur la formule exécutoire*. Revue critique de législation et de jurisprudence, année 1860, t. II, page 232, n° 3.

cet état de choses. Tout le monde n'admet cependant pas que la formule exécutoire n'est pas nécessaire pour l'exécution des décisions administratives; c'est ainsi que Merlin, Macarel et Ch. Proudhon (1) optent pour la nécessité de la formule; nous devons aussi noter une circulaire ministérielle du 30 janvier 1866 qui parle d'une formule exécutoire à employer par les Conseils de préfecture (2).

Malapert termine les paroles que nous avons citées en disant : « Cette opinion est conforme à l'article 545 du » Code de procédure civile et au texte de nos diverses » constitutions où on dit que la justice se rend au nom du » chef d'Etat. On veut bien en général reconnaître la vérité » de cette opinion, mais on se borne à lui opposer un avis » du Conseil d'Etat du 5 février 1826 qui a dispensé les » arrêtés des Conseils de préfecture de la formule exécutoire. Cet avis n'a point d'autre autorité que celle » d'émaner d'une assemblée considérable. Dès lors, il ne » faut pas s'y arrêter trop longtemps. Il faut en percer » l'écorce et voir si les motifs qui l'ont dicté le soutiennent » bien. L'argument dont il est étayé est qu'il ne faut pas » rendre possible la confusion entre les décisions des tribunaux ordinaires et celles des tribunaux administratifs. » Ceci n'a pas une grande apparence et au fond le raisonnement ne prouve pas. Qu'importe en effet la confusion dont on parle, puisque les unes et les autres doivent être » exécutées. »

Et il termine en disant comme résumé: « Cela vient de » ce que l'on n'a pas aperçu comment les corps administratifs ayant perdu l'habitude de parler en leur nom,

(1) *Domaine public*, t. I, page 219, n° 162.

(2) *Journal de droit administratif*, t. XIV, p. 127, n° 820.

» n'ont pas su plus tard se mettre à l'unisson et commander en celui de l'autorité dont ils émanaient ».

Tout en adoptant ainsi que nous l'avons dit, ces raisons historiques, nous ne suivons pas Malapert dans ses conclusions et avec MM. Carré et Chauveau (1) nous pensons qu'en principe, l'apposition de la formule exécutoire sur les décisions administratives est facultative, c'est-à-dire, que c'est là une formalité possible, mais nullement nécessaire et cela, parce que la formule n'est prescrite que par le code de procédure civile et seulement pour les jugements des tribunaux judiciaires.

Tel est le principe; mais c'est une règle qui compte des exceptions, et nous allons les passer en revue.

En ce qui concerne les Conseils de préfecture, le doute ne peut plus être aujourd'hui possible et les opinions divergentes ainsi que les discussions passionnées tombent devant les termes formels de la loi du 22 juillet 1889 qui dans son art. 49, § 2, déclare exécutoires par eux-mêmes les arrêtés des Conseils de préfectures (2). Par contre en vertu du décret du 28 septembre 1807 (art. 53) la formule exécutoire est nécessaire sur les expéditions des arrêts de la Cour de Cassation; les termes de cette formule sont à peu près identiques à ceux alors employés pour les tribunaux civils, quant aux décisions du Conseil d'Etat, le décret portant règlement intérieur de ce Conseil a institué dans son article 25 la formule suivante: « Au » nom du peuple français. Le Conseil d'Etat statuant au » contentieux (ou: la section du contentieux du Conseil

(1) Carré et Chauveau, lois de procédure civile et administrative, t. 8, p. 36, n° 840 et s.

(2) A noter cependant qu'en matière de comptabilité publique la formule exécutoire est exigée (décret du 31 mai 1862, art. 634).

» d'Etat)... La République mande et ordonne au ministre
» de..... en ce qui le concerne et à tous huissiers
» à ce requis, en ce qui concerne les voies de droit commun
» contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de
la présente décision (1).

Il est regrettable que le législateur n'ait pas adopté une règle uniforme sur l'exécution des sentences administratives ; il aurait dû au moins exiger sur les expéditions de ces dernières décisions l'apposition d'une formule exécutoire unique, ce qui eût été de beaucoup préférable au manque d'harmonie existant sur ce point dans nos lois, et ce qui aurait eu l'avantage de faire découler du même principe l'exécution des jugements des tribunaux administratifs aussi bien que des tribunaux judiciaires.

2° Actes administratifs.

Les actes administratifs sont exécutoires par eux-mêmes et n'ont pas besoin d'être revêtus de la formule. C'est ainsi que les contraintes administratives peuvent être mises à exécution sans porter ce mandement. Cela est absolument certain ; car la loi elle-même a pris soin de tracer la forme de certaines contraintes, sans faire mention du mandement usité en matière civile : ainsi un modèle de contrainte sans formule exécutoire a été annexé à l'arrêté du 16 thermidor an VIII, relatif aux contributions directes. Nous n'avons pas à nous occuper ici des conditions exigées pour que les actes administratifs en général et les contraintes soient exécutoires, nous n'avons qu'à poser

1) Cette formule n'est d'ailleurs que la reproduction de celle déjà prescrite par un décret portant règlement intérieur du Conseil d'Etat du 21 août 1872.

simplement le principe de l'inutilité de la formule exécutoire en cette matière.

Et ce principe reste vrai, qu'il s'agisse de contraintes décernées par le ministre des finances ou de celles délivrées pour le recouvrement des contributions directes et de taxes assimilées, contributions indirectes et droits de douane.

Sans doute, en matière de contributions directes, il y a bien une formule apposée par le préfet sur le rôle, aux termes de laquelle il en vérifie le contenu, en acquitte le montant, mande au percepteur d'en opérer le recouvrement et enjoint aux contribuables ou à leurs représentants d'acquitter les sommes qui y sont contenues à peine d'être contraints par les voies de droit ; mais cela ne ressemble que de très loin à la formule employée en matière civile ; semblable formule est aussi apposée par le receveur particulier sur la contrainte qui n'est que l'état des contribuables qui ne se sont pas acquittés dans un délai déterminé.

Quant aux autres contraintes que nous avons mentionnées, la loi n'édicte aucune prescription particulière pour leur forme et elles sont simplement visées et déclarées exécutoires par le juge de paix.

Ce principe de l'inutilité de la formule exécutoire ne doit pas être étendu aux actes contractuels passés par un fonctionnaire de l'ordre administratif. Ces contrats ne constituent que des actes privés et doivent être par conséquent soumis aux mêmes règles que ceux-ci (1).

(1) Troplong, *Privilèges et hypothèques*, t. 2, p. 231, n° 305 bis.

SECTION QUATRIÈME. — JUGEMENTS ET ACTES ÉTRANGERS.

Nous avons vu que la formule exécutoire consistait en un ordre donné à la force publique de se mettre à la disposition du créancier qui présenterait un titre exécutoire en sa faveur. Cet ordre est donné au nom du peuple français aux agents d'exécution; et personne hormis le chef de l'Etat n'a le pouvoir de mettre en mouvement la force publique de notre pays; nous avons vu cependant que cette puissance est déléguée à certains officiers publics; en dehors de ces cas, aucun autre citoyen n'a ce pouvoir. A plus forte raison ne doit-on pas souffrir en France l'exécution forcée de jugements ou actes exécutoires émanés d'autres contrées; ce serait exécuter les ordres d'un souverain étranger et la force exécutoire de pareils actes ou jugements est territoriale.

Il ne découle cependant pas de là que les jugements ou actes étrangers ne pourront jamais produire en France leur effet; le créancier aura le droit de s'adresser à la puissance publique française, afin de faire revêtir son titre de notre formule exécutoire et cela lui donnera force d'exécution.

C'est là d'ailleurs ce qui est formellement exprimé par l'article 546 du code de procédure civile : « Les jugements » rendus par les tribunaux étrangers et les actes reçus par » les officiers étrangers ne sont susceptibles d'exécution » en France que de la manière et dans les cas prévus par » les articles 2123 et 2128 du code civil », c'est-à-dire, en

ce qui concerne les sentences arbitrales « qu'elles doivent être revêtues « de l'ordonnance judiciaire d'exécution » en ce qui concerne les jugements qu'ils devront être « déclarés exécutoires par un tribunal français sans préjudice des dispositions contraires qui peuvent être dans les lois politiques ou les traités » (art. 2123) et en ce qui concerne les actes qu'ils ne peuvent être exécutoires en France « s'il n'y a des dispositions contraires à ce principe dans les lois politiques ou dans les traités » (art. 2128).

Il y a là une distinction entre les jugements, les sentences arbitrales et les actes ; nous la respecterons et nous allons traiter successivement ces trois points.

1^o Jugements étrangers.

L'article précité concernant ces jugements est sans doute formel, mais il n'en est pas moins très obscur, car il ne s'explique nullement sur le point de savoir comment ces jugements doivent être rendus exécutoires.

Ce manque de clarté a amené dans la doctrine et la jurisprudence de grands dissentiments sur la matière ; nous n'entrerons pas dans la discussion des différents systèmes qui ont été proposés ; cela nous entraînerait dans des considérations trop longues, qui ont d'ailleurs fait l'objet de nombreux articles et de plusieurs thèses ; nous nous bornerons simplement à un exposé succinct, et nous nous contenterons d'indiquer le système le plus généralement adopté.

Un premier système, celui de l'ordonnance de 1629, distingue entre une condamnation prononcée contre un Français et celle rendue contre un étranger. Dans le

premier cas, l'affaire devra être jugée de nouveau ; dans le second cas, l'exequatur consistera en un simple visa.

Un deuxième système est fondé en partie sur un prétendu quasi-contrat judiciaire et décide que les tribunaux devront seulement accorder l'exequatur après s'être assurés que l'exécution du jugement n'est pas contraire à l'ordre public, qu'il a été valablement rendu par l'autorité compétente, qu'il est définitif et que l'équité et le droit n'ont pas été violés.

Un troisième système, fondé sur le principe de la souveraineté nationale, est adopté par la jurisprudence française et bon nombre d'auteurs. Il exige que les tribunaux n'accordent l'exequatur qu'après une révision complète de l'affaire, afin de s'assurer de la légitimité de la décision.

C'est donc en pratique à cette manière de voir qu'il faut se référer pour obtenir l'exequatur et c'est à elle aussi qu'il faut s'en rapporter pour fixer la procédure à suivre.

Et d'abord nous remarquerons qu'il ne faut pas prendre l'article 2123 du code civil dans un sens trop étendu ; il parle, en effet, des jugements rendus en pays étrangers ce qui d'ailleurs, ainsi que le prouve l'art. 546 c. pr. civ., ne comprend nullement les décisions de nos agents consulaires auxquels la loi donne un pouvoir de juridiction sur nos nationaux à l'étranger. Ces jugements produisent les mêmes effets au point de vue de l'exécution que les jugements des tribunaux français, pourvu qu'ils aient été rendus authentiques par la signature du consul et qu'ils aient été légalisés au ministère des affaires étrangères.

La même solution doit être adoptée pour les tribunaux français établis en pays de protectorat ; il n'en est pas de même pour les tribunaux indigènes établis dans les mêmes

pays, car si les premiers représentent la souveraineté française, les seconds au contraire représentent un pouvoir étranger; leurs décisions doivent donc être considérées comme des jugements étrangers et soumis aux mêmes formalités.

Avant de passer à la procédure à suivre pour obtenir l'exequatur, nous devons parler d'une question connexe à celle que nous venons de citer et extrêmement intéressante mais ici encore nous passerons très brièvement afin de ne pas sortir de notre sujet et de ne pas abandonner la procédure, pour nous lancer dans le droit international.

Il s'agit des jugements rendus sur un territoire qui, par suite d'une annexion, a changé de nationalité.

Il est un principe qui doit dicter les décisions que l'on peut prendre à ce sujet : c'est que le traité qui s'occupe de l'annexion ne peut avoir d'effet rétroactif et ne régit que l'avenir.

Il peut se présenter cinq cas que nous allons passer en revue.

Dans une première hypothèse nous supposerons un jugement rendu dans une province annexée où doit avoir lieu l'exécution. Si le jugement a, au moment de l'annexion l'autorité de la chose jugée, l'exequatur ne sera pas nécessaire et cela en vertu de la non rétroactivité de l'annexion; mais il devra cependant être revêtu de la formule exécutoire du pays annexant, car la province annexée en fait désormais partie et c'est la souveraineté du pays annexant qui y commande (1). Si, au contraire, la décision judiciaire n'a pas l'autorité de la chose jugée et qu'elle soit

(1) Cass. 16 novembre 1868, D. P. 4, 335; Chambéry 5 juin 1867, D. P. 68, 2, 134.

attaquée, l'arrêt du tribunal d'appel sera considéré comme étranger ou français et suivra à ce titre des règles différentes suivant qu'il aura été porté devant les juges du pays démembré ou devant ceux de la province annexée; dans le cas où l'appel n'a pas encore été interjeté, l'arrêt sera exécutoire comme les jugements ordinaires, sans autre formalité.

Il se peut aussi que le jugement rendu dans la province annexée doive être exécuté dans le pays annexant. On doit faire ici les mêmes distinctions et adopter les mêmes solutions que dans l'hypothèse précédente; avec cette différence cependant que si le jugement a l'autorité de la chose jugée, il sera considéré comme étranger et par conséquent soumis à la formalité de l'exéquatur.

Le jugement peut encore être rendu dans la province annexée et exécuté dans le pays démembré; ici encore nous distinguerons s'il a ou non l'autorité de la chose jugée: si oui, c'est un jugement national pour le pays démembré, si non, c'est pour ce dernier un jugement étranger, que le tribunal d'appel saisi de l'affaire après l'annexion soit situé dans la province annexée ou dans le pays annexant.

Dans le cas où le jugement rendu dans le pays annexant doit être exécuté dans le pays annexé, on enseigne que s'il a l'autorité de la chose jugée il devra être considéré comme étranger et soumis à ce titre à l'exéquatur ⁽¹⁾. La jurisprudence estime aussi que de pareilles décisions ne deviennent pas exécutoires de plein droit ⁽²⁾. Il semble plus natu-

(1) Merlin Quest. de droit v^o réunion. Répertoire v^o jugement paragraphe 3.

(2) Cassation, 18 thermidor, an XII. S-1-1-1014. Cass. 7 Juillet 1862 D-P. 62 1.355. Chambéry 27 août 1869 D-P. 71-2-160.

rel de décider le contraire avec la cour de Paris ⁽¹⁾ car ainsi que le dit Sclosse ⁽²⁾ « la révision des jugements rendus « par un tribunal étranger » a « été organisée, non pas « dans l'intérêt des parties figurant au procès, mais dans « le but de maintenir l'indépendance réciproque des États « dans l'exercice de leurs droits souverains. Cette raison « disparaissant lorsque l'annexion opère la fusion des deux « états, les jugements rendus par les tribunaux deviennent de plein droit exécutoires sur le territoire de l'un « et de l'autre » Et il ajoute : « Comme la révision ne peut « désormais être faite que par tribunal français, puisque « les tribunaux des pays annexés appartiennent à notre « nationalité, elle porterait atteinte au principe d'après « lequel on ne peut pour la même chose actionner successivement devant deux tribunaux français. *Bis de eadem re non est actio*. Outre cette atteinte portée à l'autorité de « la chose jugée, le droit de réunion serait une anomalie, « car il permettrait à un tribunal français de casser une « sentence rendue par un tribunal français de même ordre « que lui. » Si au contraire le jugement n'a pas l'autorité de la chose jugée, qu'il soit ou non attaqué, il est français et la simple apposition de la formule exécutoire suffit pour en faire un titre paré.

Un dernier cas peut enfin se présenter ; celui d'un jugement rendu dans le pays démembré et devant être exécuté dans la province annexée. Le jugement a-t-il l'autorité de la chose jugée ? il sera exécutoire sans formalité ; car l'annexion ne peut avoir d'effet retroactif en face de l'intérêt

(1) 9 juin 1874. Journ. dr. intern. privé 1875 p. 189.

(2) Sclosse, Traité de l'annexion au territoire français et de son démembrement. p. 251 et s.

des parties ; n'a-t-il pas au contraire cette autorité ? l'exé-
quatur sera nécessaire.

L'article 2123, que nous avons cité, désigne pour la déli-
vrance de la formule exécutoire le tribunal tout entier et
non plus seulement le président de ce tribunal, car l'exa-
men de la sentence étrangère peut présenter de grandes
difficultés et le législateur a voulu donner à cet acte le plus
de garanties possibles.

Il suit du système de la jurisprudence que la partie con-
damnée devra être assignée devant le tribunal français ;⁽¹⁾
il est cependant possible de procéder par simple requête,
lorsqu'il s'agit de sentences, qui en France auraient pu être
rendues dans ces conditions⁽²⁾.

Le tribunal compétent pour délivrer la formule est le
tribunal civil, que l'affaire soit de nature civile ou com-
merciale, car il s'agit de l'exécution d'un jugement ; (art.
442. c. pr. civ.) et d'autre part les tribunaux de commerce
seraient souvent peu en mesure de trancher les graves
questions qui peuvent surgir. Il est aussi généralement
admis que le tribunal civil de première instance reste com-
pétent, que le jugement étranger émane d'un tribunal
supérieur ou d'un tribunal inférieur.

Quant à la compétence *ratione personae*, il semble beau-
coup plus naturel de suivre les règles ordinaires et de por-
ter la demande devant le tribunal du domicile du défen-
deur ; ou à défaut, de sa résidence : *actor sequitur forum*

(1) Douai 17 juin 1863 S-1863-2-223, Cass. 30 janvier 1867 D-P-1867-1, 80,
Nancy, 7 décembre 1872 D-P. 1873-2-27. Bordeaux 2 juillet 1888 D-P-1891-2-105
et la note de M. Levillain.

(2) Despagnet droit international privé p. 254 n° 246, Lyon Caen note S-1873
2-33- Colmar 10 Février 1864-S-64-2-122 et trib. Seine 12 Mars 1897 Journ. de
dr. intern. privé 1900 p. 343.

rei En l'absence de domicile et de résidence, il paraîtrait assez indiqué de saisir le tribunal dans le ressort duquel se trouvent les biens sur lesquels doit tomber l'exécution : Les voies de recours seront les voies ordinaires et ici, comme dans les autres cas, la *cautio judicatum solvi* pourra être exigée par le défendeur dans les conditions ordinaires.

Telles sont les règles à suivre en l'absence de toute convention avec les pays étrangers ; si au contraire il existe des traités, c'est à eux qu'il faut se référer pour savoir si l'exéquatur est nécessaire, et dans quelles conditions il doit être donné.

« Ces traités, dit M. Despagnet (1) sont comme le moyen
« de faire un choix parmi les différents pays à raison des
« lumières et de l'impartialité de leurs magistrats » car
« l'organisation de la justice dans certains pays peut pré-
« senter suffisamment de garanties pour que » la révision
du jugement « soit inutile et pour qu'on se contente de la
« concession de l'exéquatur, après avoir examiné si l'exé-
« cution du jugement en elle-même ne viole par l'ordre
« public. »

2° Sentences arbitrales étrangères.

On admet généralement, en ce qui concerne les sentences arbitrales étrangères, celles du moins qui tirent leur origine d'un arbitrage volontaire, que l'exéquatur est nécessaire; et cela parce qu'elles sont intimement liées au compromis qui les a enfantées et dont elles partagent le

(1) Droit international privé p. 252 n° 243.

caractère contractuel. La volonté des parties doit ici être leur loi et l'exequatur n'interviendra que pour assurer le concours de la force publique et pour examiner si elles ne contiennent rien de contraire à l'ordre social.

De là on tire cette conséquence : que les sentences arbitrales étrangères peuvent recevoir la force exécutoire par voie d'ordonnance ainsi qu'il est en usage pour les sentences françaises,

Telle est l'opinion de la jurisprudence et nous pensons qu'elle doit persévérer dans cette voie, car elle suit les termes de l'article 346 du Code de procédure civile qui renvoie à l'article 2123 du Code civil et qui décide par conséquent que les sentences arbitrales étrangères doivent être « revêtues de l'ordonnance judiciaire d'exécution ».

Nous noterons cependant un dissident : M. Lainé (1) qui dans une étude très brève, étant donnée l'importance de la question, mais contenue cependant en un nombre respectable de pages, essaie de démontrer que la sentence arbitrale ne se confond nullement avec le compromis; après avoir établi que l'opinion contraire, fut-elle vraie en matière d'exequatur, il faut assimiler les sentences arbitrales aux actes reçus par des officiers publics étrangers.

Nous pensons que cette opinion ne peut être admise pour les raisons données plus haut; il est naturel que le législateur ait adopté un procédé intermédiaire entre les actes exécutoires et les jugements des tribunaux étrangers; sans doute les actes eux aussi doivent faire la loi des parties; mais ils ne peuvent avoir en France la même autorité que les sentences arbitrales, car elles participent de l'autorité judiciaire en ce point, qu'elles en ont reçu le

(1) *Journal du droit international privé*, année 1899, p. 641.

visa; quant aux jugements des tribunaux étrangers, ils sont imposés aux plaideurs alors que les sentences sont, nous l'avons déjà dit, acceptées à l'avance par les parties.

La sentence arbitrale forcée, c'est-à-dire celle qui a été prononcée à la suite d'un arbitrage imposé par le tribunal, est traitée comme un jugement ordinaire et doit pour l'exéquatur être soumise aux mêmes règles.

3^o Actes exécutoires étrangers.

Nous avons déjà vu que, d'après les articles 546 du Code de procédure civile et 2128 du Code civil, les actes étrangers même ceux authentiques et exécutoires dans leur pays d'origine ne peuvent être déclarés exécutoires en France, qu'avec l'autorisation expresse de traités et de lois politiques; à défaut de quoi ces actes ne peuvent avoir dans notre pays aucune valeur exécutoire. Sans doute, ils conserveront une certaine force probante, mais ils ne pourront être exécutés de plano après la formalité de l'exequatur, dont ils ne sont pas susceptibles.

Ils sont à ce point de vue assimilés aux actes sous-seings privés; pour les uns comme pour les autres, il sera nécessaire de recourir à la justice pour obtenir un titre paré; mais ici c'est une véritable instance qui va s'engager, et quand le tribunal aura statué, ce ne sera pas l'acte étranger qui pourra être mis à exécution, mais le jugement du tribunal (1).

La jurisprudence admet au contraire qu'un acte étranger peut être exécutoire comme un jugement étranger,

(1) Boitard, Calmet d'Aage et Glasson, t. II, n^o 801, *in fine*.

mais adopter de telles décisions, c'est méconnaître les articles que nous avons cités et qu'il n'est guère possible de taxer d'obscurité.

Nous faisons ici remarquer avec M. Malapert (1) que le législateur a tenu à reproduire relativement à notre sujet les dispositions de l'article 121 de l'ordonnance du 13 janvier 1629 où il était dit que « les contrats et obligations » reçus es royaumes et souverainetés étrangères pour « quelque cause que ce soit » n'auraient « aucune exécution, mais tiendraient les contrats lieu de simples promesses. »

D'ailleurs, il est certain que l'art. 546 du Code de procédure civile entend que les mêmes théories gouvernent à la fois la force exécutoire des actes étrangers en France et leur valeur hypothécaire; or, tous les auteurs reconnaissent qu'en dehors des traités passés avec les nations étrangères ainsi que de lois politiques qui d'ailleurs n'existent pas, les actes étrangers ne peuvent servir à constituer hypothèques et ne peuvent être considérés que comme de simples promesses. Il doit en être de même, en ce qui concerne la force exécutoire des actes étrangers.

(1) *Revue critique de législation et de jurisprudence*, année 1860, 2^e partie, p. 247, n^o 18.

CHAPITRE III

Apposition de la formule exécutoire.

Nous avons examiné quels étaient les termes de la formule exécutoire; nous avons aussi passé en revue les différents actes capables d'en être revêtus, mais il nous reste à parler de la forme même de son apposition, et pour cela nous verrons à quels officiers publics la loi a donné le pouvoir d'en revêtir les titres destinés à devenir exécutoires. Après quoi nous étudierons l'apposition elle-même de la formule, ainsi que les diverses formalités qui doivent être concomitantes, et dans une troisième section nous nous occuperons de la délivrance de la formule relativement à un titre qui en a déjà été revêtu, c'est-à-dire, des secondes grosses.

SECTION PREMIÈRE. — OFFICIERS PUBLICS CHARGÉS DE L'APPOSITION DE LA FORMULE EXÉCUTOIRE

La loi a donné aux notaires et aux greffiers le droit exclusif de délivrer la formule exécutoire. Ce droit a été expressément concédé aux notaires par l'article 21 de la loi du 25 ventôse an XI et aux greffiers par des termes moins formels mais cependant très clairs : par l'article 60 de

cette même loi et les articles 853 et 854 du Code de procédure civile.

Il devait en être ainsi, car il était plus simple de conférer ce soin aux dépositaires des actes et des jugements, plutôt que d'en charger des officiers spéciaux, comme autrefois les tabellions en ce qui concernait les actes authentiques.

Les notaires et les greffiers possèdent donc une fraction du pouvoir exécutif à titre de délégation, puisque c'est à eux qu'il appartient de mettre en mouvement la force publique et cela nous l'avons dit, parce que le représentant du pouvoir exécutif ne pouvait matériellement pas donner force exécutoire à tous les actes et jugements susceptibles de l'acquérir. D'où la nécessité de l'institution de semblables mandataires.

Mais ces officiers publics ne possèdent cependant pas en cette matière une compétence illimitée ; nous entendons par là qu'ils ne peuvent rendre exécutoires tous les actes quels qu'ils soient, à eux présentés.

La délivrance de la formule exécutoire ou plutôt du titre qui la revêt, de la grosse, ne peut être faite que par le notaire ou le greffier qui est dépositaire de l'acte ou de la décision judiciaire, c'est ce qui est exprimé dans l'article 21 de la loi de ventose an XI que nous avons déjà cité et qui dispose que « le droit de délivrer des grosses et des expéditions appartiendrait au notaire dépositaire de la minute ». Il est certain que quand il est question de l'officier public détenteur de la minute, ces paroles se rapportent beaucoup plus à l'office qu'à son titulaire. S'il en était autrement il deviendrait impossible de rendre, passé un temps d'ailleurs assez restreint, certains titres exécutoires étant donnée la brièveté de la vie humaine.

C'est donc à l'office qu'il faut s'adresser pour obtenir la formule, bien que l'officier qui a retenu l'acte n'en soit plus le titulaire; si par conséquent il démissionne, il devient incapable de faire une pareille délivrance et s'il outrepassait ses droits, il tomberait sous le coup des pénalités édictées par l'article 52 de la loi de ventôse an XI. Il doit en être de même quand l'officier a cessé ses fonctions pour toute autre cause, qu'elle soit volontaire ou forcée.

Il existe cependant certains cas dans lesquels la formule exécutoire peut être délivrée par un autre notaire que celui qui a reçu l'acte, bien que celui-ci soit encore titulaire de sa charge. Il s'agit des cas de maladie, parenté ou absence; il sera alors parfaitement régulier que la délivrance ait lieu par un notaire substitué.

En cas de vacance de la charge, par suite de décès, le notaire substituant est désigné par une ordonnance du président du tribunal et c'est lui qui devra délivrer la formule exécutoire (1); il en sera de même dans le cas de destitution et de suspension.

Une difficulté pourrait naître, semble-t-il, dans le cas assez fréquent où deux notaires concourent réellement à la confection du même acte et l'on pourrait se demander auquel des deux il faut s'adresser pour obtenir une grosse. Quand les parties n'auront pas pris soin d'en convenir dans l'acte, il faudra s'en rapporter au principe que nous indiquons, au début de cette section, c'est-à-dire, qu'il faudra avoir recours au notaire qui a la garde et la conservation de la minute et qui sera, en matière de prêt, le notaire du prêteur, en matière de vente, celui de l'acquéreur; car

1) *Traité général du notariat*, Edouard Clerc et Amiaut, t. 1, p. 234, n° 736 et s.

ce sont généralement ces personnes qui ont le choix du notaire qui doit passer l'acte.

Nous avons déjà dit que notaires et greffiers ont le droit de délivrer la formule exécutoire ; mais ce n'est pas là une simple faculté, c'est en plus une obligation. Ces officiers sont en effet tenus de prêter leur ministère lorsqu'ils en sont requis ; c'est ce qui est dit expressément pour les notaires par l'article 3 de la loi du 25 ventôse, an XI.

Ce principe comme le fait remarquer Amiaud (1) « est » fort ancien, car Chapanée, sur la coutume de Bourgogne » p. 257 n° 48, disait déjà : « *notarius recusans recipere* » *instrumenta, si est rogatus de hoc, debet privari officio* ».

Il leur est donc impossible de ne pas délivrer des grosses aux parties qui leur en font la demande, quand leur prétention est bien fondée, car il s'agit là d'une des obligations de leur charge. Il n'y a pas de raisons pour décider autrement des greffiers et il n'est pas besoin d'aucun texte de loi pour le leur prescrire.

On doit cependant admettre que les greffiers et les notaires ont le droit de refuser la délivrance de la grosse, quand ils n'ont pas été payés de leurs honoraires, ni de leurs déboursés. Cette manière de voir n'est que la conséquence pratique d'une jurisprudence qui admet une présomption de libération dans la remise qu'un notaire fait à son client de la grosse, dont les frais lui sont encore dûs. C'est en ce sens qu'a jugé la cour de Cassation (2) et bien que trouvant avec la majorité des auteurs, que cette théorie a le grand tort d'étendre l'article 1283 du code civil à un

(1) *Traité général du notariat*, Edouard Clerc et Amiaud, t. I. p. 83, n° 275.

(2) Cess., 4 avril 1826, D. P. 26-1-224, 26 janvier 1868, D. P., 58-1-160, 6 février 1860, D. P. 60-1-233, 14 mai 1888, D. P., 88-1-487.

cas qu'il ne prévoit certainement pas, nous croyons qu'il serait prudent de la part des officiers publics, de refuser la grosse à des clients assez peu consciencieux, qui ne l'ayant pas payée, pourraient se retrancher derrière la présomption admise par la jurisprudence.

SECTION II. — MODE D'APPOSITION DE LA FORMULE EXÉCUTOIRE.
DE QUELQUES FORMALITÉS A CE RELATIVES.
DU SCEAU. DE LA LÉGALISATION.

Au début de cette section, nous tenons à dire quelques mots de la copie du titre qui doit être revêtu de la formule exécutoire.

Nous avons déjà agité la question de savoir si les minutes peuvent porter la formule exécutoire, nous n'y revenons pas; notons cependant qu'en principe, les expéditions sont seules susceptibles de cette apposition. La formule est donc placée sur la copie de la minute. Nous avons vu de quels pouvoirs sont à ce sujet investis par la loi les notaires et les greffiers; mais il ne faudrait pas en conclure cependant que la copie de ces actes doit être faite par ces officiers, ainsi que la transcription matérielle de la formule; il suffit seulement qu'elle soit approuvée par leur signature et par leur sceau. Notre législation s'est sur ce point écartée avec raison de la rigueur du très ancien droit français où les officiers chargés de délivrer des grosses devaient grosser eux-mêmes leurs actes; d'ailleurs il n'en était plus ainsi depuis les lettres patentes du 1^{er} septembre 1541.

La copie de la minute devra la reproduire avec ses moindres détails, voire même avec ses incorrections, car

elle doit en être l'image exacte. On admet cependant que le titre n'a pas besoin d'être transcrit dans son entier et qu'il est possible de délivrer une grosse par extrait. Les notaires de Paris suivent cependant une pratique contraire; mais elle est condamnée par la plupart des auteurs. Toutefois, l'opinion de ces derniers paraît en contradiction avec l'art. 673 du Code de procédure civile, qui exige que le commandement qui précède la saisie immobilière soit précédée « de la copie entière du titre en » vertu duquel elle est faite »; mais cela a seulement pour but d'obliger l'huissier à copier le titre tel qu'il lui est remis. D'ailleurs il est souvent utile de délivrer les grosses en extrait, car il est parfois dans les actes des détails qui ne se rattachent qu'indirectement à l'exécution et qui reproduits seraient pour le débiteur une augmentation de frais. Il est néanmoins conseillé au notaire afin d'éviter par la suite toute difficulté, de se faire autoriser par écrit, par le créancier à délivrer une pareille grosse.

Cette copie de la minute ou cet extrait doit commencer par l'intitulé de la formule exécutoire; le mandement doit être placé à la suite de la transcription de la minute même après les annexes qui peuvent s'y rattacher et doit être copié littéralement tel qu'il est indiqué par la loi. Toutefois, il est par trop rigoureux d'admettre que les termes de la formule exécutoire sont sacramentels et que l'omission d'une virgule ou d'un mot peut être une cause de nullité de la procédure d'exécution. Une pareille décision n'est inscrite nulle part dans les textes, et l'on doit admettre la validité de la formule si ses parties essentielles ont été reproduites. C'est ainsi que l'a décidé la cour de Riom dans un arrêt du 12 mars 1844 (1) déclarant valable une

(1) S., 44, 2, 443.

formule qui ne contenait que l'intitulé et le simple mandement aux huissiers suivi des mots : *et cætera*; cette cour suivait en cela l'exemple de la cour de Bordeaux (1) qui avait admis la même théorie.

Nous pensons cependant avec M. Malapert (2) qu'il est nécessaire de placer la formule telle que nous l'avons indiquée, et que les parties de la grosse qui ne se trouveraient pas placées entre l'intitulé et le mandement ne pourraient jouir du privilège de l'exécution parée, l'ordre d'exécution ne portant pas sur elles.

Ces formalités accomplies, il en est encore un certain nombre d'autres qui ne sont pas moins importantes. La signature du notaire ou du greffier est par exemple essentielle à la force exécutoire de la grosse, car c'est dans la signature de ces officiers publics que réside leur puissance; elle est d'ailleurs indispensable pour affirmer que la formule émane bien d'un officier ayant qualité pour l'apposer; il est aussi utile que la date de la délivrance soit indiquée, afin de prouver qu'à cette époque la grosse pouvait être délivrée par celui qui l'a donnée.

La loi exige en plus de la signature, l'apposition du sceau de l'office, ce qui vient ajouter une garantie de plus à l'authenticité de la grosse. Cela est prescrit par ces termes, en ce qui concerne les notaires, par l'art. 27 de la loi de ventôse an XI : « Chaque notaire sera tenu d'avoir un » cachet ou sceau particulier portant ses nom, qualité et » résidence et d'après un modèle uniforme, le type de la » République française. Les grosses et expéditions des » actes porteront l'empreinte de ce cachet. »

(1) Bordeaux, 14 août 1832, P. chr.

(2) Malapert, *Exposé des principes sur la formule exécutoire*. Revue critique de législation et de jurisprudence, année 1860, t. 2, p. 232, n° 4.

L'omission de cette formalité n'entraîne cependant aucune pénalité contre le notaire, ni aucune nullité dans l'exécution.

La même solution doit être adoptée en ce qui concerne les grosses délivrées par le greffier pour les mêmes raisons. L'art. 545 est muet sur cette question et on ne peut trouver de textes où il est dit que l'absence du sceau du tribunal sur un jugement ou un titre exécutoire pourrait provoquer son inefficacité.

Nous avons déjà indiqué quel but poursuivait le législateur en édictant cette prescription qui est, suivant l'expression du tribun Favard (Rapport au tribunal, séance du 21 ventôse an XI), une garantie de plus « contre la fraude et les faussaires. C'est une sorte de légalisation donnée aux actes notariés ».

Mais en ce qui concerne les grosses de ces derniers, cette légalisation ne suffit pas dans tous les cas et une autre est ordonnée parfois. C'est ainsi que l'art. 28 de la loi du 25 ventôse an XI exige que les actes notariés soient légalisés : « Savoir ceux des notaires à la résidence de tribunaux » d'appel lorsqu'on s'en servira hors de leur ressort, et » ceux des autres notaires lorsqu'on s'en servira hors de » leur département. La légalisation sera faite par le président du tribunal de première instance de la résidence du » notaire ou du lieu où sera délivré l'acte ou l'expédition. »

Cette loi a été partiellement modifiée dans un but de commodité par l'art. 1^{er} de la loi du 2 mai 1861 ainsi conçu : « Les juges de paix qui ne siègent pas au » chef-lieu du ressort d'un tribunal de première instance, » sont autorisés à légaliser concurremment avec le président du tribunal les signatures des notaires qui résident » dans leur canton..... »

Nous pouvons voir par ces textes que la légalisation n'a, comme le fait remarquer M. Garsonnet (1), « rien de commun avec les anciens *pareatis*, 1^o car elle répond à une » toute autre idée et ne sert qu'à affirmer au tribunal l'authenticité d'une signature qu'il peut ne pas connaître; » 2^o elle n'émane pas de l'autorité qui siège au lieu de l'exécution, mais du président du tribunal ou du juge de paix de la résidence du notaire; 3^o elle n'est pas exigée dans tous les cas où l'acte notarié doit être exécuté hors des limites de la compétence territoriale du notaire qui l'a reçu : les notaires des chefs-lieux d'arrondissement ne peuvent instrumenter que dans l'arrondissement et leurs actes sont exécutoires sans légalisation dans tout le département dont ce territoire fait partie. »

Pourquoi ces différences suivant les diverses catégories de notaires ? C'est que le législateur suppose avec raison que la signature d'un notaire de la cour d'appel sera connue dans tout le rayon de celle-ci, alors qu'il est beaucoup moins probable que celle d'un notaire de deuxième ou troisième classe soit connue en dehors du département. Et s'il exige la légalisation par le président du tribunal ou par le juge de paix, c'est qu'il estime que ceux-ci étant beaucoup moins nombreux que les notaires seront plus connus et que les chances de faux deviennent moins grandes.

Ces raisons font précisément que les grosses délivrées par les greffiers ne soit pas soumises à cette formalité; il leur suffira seulement de faire légaliser les jugements dont on veut faire usage en pays étranger (2); mais alors,

(1) Garsonnet. *Traité théorique et pratique de procédure*, t. 3, p. 499, n^o 54.

(2) Merlin, v^o légalisation.

ces actes, de même que les actes notariés, devront l'être par le ministre des affaires étrangères ou son représentant.

Nous pouvons maintenant donner la définition de la légalisation la plus généralement adoptée, et nous pouvons dire que c'est l'attestation donnée par un fonctionnaire public, ayant mission à cet effet de la vérité des signatures apposées à un acte et des qualités de ceux qui l'ont fait ou expédié.

La légalisation n'est pas une formalité essentielle et son omission ne suffirait pas à faire annuler la procédure d'exécution. L'art. 28 de la loi du 25 ventôse an XI n'exige pas en effet la légalisation à peine de nullité et cet article n'est nullement visé par l'article 68 de la même loi. Tel est l'avis des auteurs et de la jurisprudence. D'ailleurs, la légalisation n'a pas été spécialement édictée pour les grosses, puisqu'elle est prescrite aussi bien pour les expéditions, extraits ou originaux en brevets. Il est cependant incontestable que si les parties ont des doutes sur l'authenticité de la signature et qu'elles arrivent à faire partager ces doutes au tribunal, celui-ci a le pouvoir de suspendre l'exécution, jusqu'au parfait accomplissement des formalités prescrites par la loi.

SECTION III. — A QUI PEUT-ON DÉLIVRER LA FORMULE EXÉCUTOIRE?

Nous avons étudié dans le chapitre II quels sont les actes qui sont susceptibles d'être revêtus de la formule exécutoire ; nous devons indiquer maintenant à qui ces actes doivent être délivrés. Il ne suffit pas, en effet, pour obtenir un titre exécutoire de s'adresser à l'officier public compé-

tent et de lui demander de délivrer la formule sur un titre qui peut en être revêtu, mais il faut encore avoir qualité pour faire une pareille demande.

Pour apprécier les conditions qu'il faut remplir afin d'obtenir une grosse, il suffit de se rapporter au but de ce titre exécutoire pour décider que la délivrance n'en peut être faite qu'à ceux qui ont le droit d'en poursuivre l'exécution. Sans doute l'art. 26 de la loi de ventôse an XI, après avoir dit que la minute doit porter mention de la délivrance, parle d'une délivrance faite à chacune des parties intéressées, mais il ne s'agit point ici du créancier et du débiteur et la loi entend par parties, les personnes intéressées à l'exécution, c'est-à-dire ayant le droit de poursuivre.

Une difficulté surgit quand un acte d'obligation a été contracté envers plusieurs créanciers, ou quand dans un jugement les parties, ont l'une et l'autre gagné sur certains points et perdu sur d'autres.

En ce qui concerne les actes notariés, quand les dettes sont parfaitement distinctes, rien n'est plus facile que de délivrer la grosse; mais seulement pour ce qui est dû à celui qui la demande. Dans le cas contraire, il est d'usage que le notaire se fasse autoriser à délivrer plusieurs grosses, et il doit alors mentionner cela sur chacune d'elles, mais nous pensons qu'en présence de l'art. 26 précité, il n'y a pas là une obligation pour lui.

En ce qui concerne les jugements, en pratique le tribunal prend soin d'indiquer à qui la grosse doit être donnée, mais en l'absence d'indications à ce sujet, on a proposé différents systèmes.

Les uns avec Pigeau (1) proposent de l'accorder à la

(1) T. 1, p. 327.

partie qui a obtenu les plus grands avantages ; celle-ci, après avoir obtenu satisfaction, doit ensuite la remettre à une autre partie moins avantagée ; d'autres avec Bioche (1) assurent que la délivrance doit être faite entre les mains de la partie la plus diligente, qui doit ensuite la communiquer aux autres.

Un dernier système s'appuie sur l'art. 854 du code de procédure civile pour décider qu'il faut autant de grosses qu'il y a de parties. Cet article, que nous étudierons par la suite, prescrit en effet une ordonnance du président du tribunal pour l'obtention d'une seconde grosse à une même partie ; on en déduit par un argument *a contrario* que la délivrance pourra être faite sans ordonnance à plusieurs parties dans le même procès.

SECTION IV. — DES SECONDES GROSSES ET DES AMPLIATIONS.

Les discussions que nous venons de signaler à l'instant ont été suscitées par les dispositions de notre loi qui en principe défend de délivrer deux grosses ; nous avons vu qu'il y avait lieu d'ajouter : à la même partie.

Ces prescriptions sont celles de l'art. 854 du code de procédure civile ainsi conçu : « Une seconde expédition » exécutoire d'un jugement ne sera délivrée à la même » partie qu'en vertu d'une ordonnance du président du » tribunal civil où il aura été rendu. Seront observées, les » formalités prescrites pour la délivrance des secondes » grosses des actes devant notaires ».

(1) Bioche, v^o jugement n^o 427.

Voilà pour les jugements, voici pour les actes notariés :
« Le notaire ne peut délivrer une seconde grosse, à peine
» de destitution, sans une ordonnance du président du
» tribunal de première instance, laquelle sera jointe à la
» minute (art 26 *in fine* loi 25 ventôse, an XI).

Nous pouvons voir par ces deux textes que ces deux catégories de grosses sont complètement assimilées par le législateur.

Un même but est poursuivi en réglementant la délivrance des secondes grosses des notaires et des greffiers. La délivrance illimitée de ces titres exécutoires eût été un grand danger pour l'exécution des contrats et des jugements et les débiteurs auraient pu souvent être contraints d'effectuer deux fois le paiement et de se pourvoir devant les tribunaux pour se faire rendre l'argent indûment payé ; ce qui est toujours un ennui et une source de frais, même pour la partie qui triomphe.

Le législateur n'a pas voulu qu'il en soit ainsi, d'ailleurs l'état actuel des choses cadre très bien avec l'art. 1283 du code civil qui établit une présomption de libération en faveur du débiteur ayant en mains la grosse d'un titre, pourvu toutefois que cette pièce porte des mentions écrites de la main du créancier et établisse la libération du débiteur.

Le code de procédure en prescrivant des règles spéciales pour l'obtention des secondes grosses, n'a donc fait que se mettre en harmonie avec le code civil.

Des circonstances nombreuses peuvent priver le créancier de son titre ; parfois, il est vrai, il pourra y avoir de la négligence de sa part, mais souvent aussi il pourra être victime d'un cas fortuit, tel qu'un naufrage ou un incendie,

qui anéantira complètement le titre ou l'amputera dans ses parties essentielles.

On ne pouvait dans ce cas déclarer le créancier déchu de sa créance, c'eût été faire de la grosse un titre qui bien que n'ayant qu'une valeur représentative et conventionnelle comme le billet de banque est cependant anéanti par sa perte ou sa destruction. On aurait pu assimiler le créancier ainsi démuni, au porteur d'un acte sous-seing privé, mais c'était compliquer les choses, provoquer des frais, et au fond aboutir au même résultat par une voie plus longue et plus coûteuse ; voilà pourquoi le législateur a pris ce parti et prescrit les formalités que nous allons indiquer.

Cette procédure est déterminée en ces termes par l'art. 844 du Code de procédure civile : « La partie qui » voudra se faire délivrer une seconde grosse, soit d'une » minute d'acte, soit par forme d'ampliation sur une » grosse déposée, présentera à cet effet requête au président du tribunal de première instance : en vertu de » l'ordonnance qui interviendra, elle fera sommation au » notaire pour faire la délivrance à jour et heure indiqués » et aux parties intéressées pour y être présentes, mention » sera faite de cette ordonnance au bas de la seconde grosse » ainsi que de la somme pour laquelle on pourra exécuter » si la créance est acquittée ou cédée en partie. »

L'article parle de secondes grosses d'une minute d'acte et de grosse par forme d'ampliation ; il les met les unes et les autres au même rang et cela avec raison, car ce sont toutes deux des secondes grosses. Les ampliations sont des copies d'une grosse déposée chez un notaire avec l'acte qui constate ce dépôt ; en un mot elles sont délivrées sur une grosse originale, alors que les autres sont délivrées

sur minute. Ainsi la même procédure doit être suivie pour toutes les deux.

Généralement le détenteur de la grosse du titre est tenu, en vertu d'engagements pris par lui, de communiquer et de prêter son titre exécutoire aux parties qui ont le droit de s'en servir; mais en l'absence de ces précautions, il y a lieu à ampliations, par exemple, quand un héritier détenteur d'une grosse refuse de s'en dessaisir en faveur de ses cohéritiers, ou encore lorsqu'une créance a été divisée ou plutôt transportée entre plusieurs personnes.

Cette procédure n'est pas indispensable quand il a été délivré des copies de l'acte ou du jugement sans être revêtues de la formule exécutoire et qui, par conséquent, ne constituaient que de simples expéditions; il en est de même si la première grosse a été annulée pour vice de forme, par exemple pour l'omission d'une partie essentielle dans la formule. On peut en effet dire ici qu'il n'y a pas eu de grosse puisqu'elle a été déclarée tellement imparfaite qu'elle était incapable de procurer l'exécution forcée.

On discute la question de savoir si le consentement des parties intéressées à refuser la délivrance peut dispenser des règles posées par le Code de procédure. Sans doute la loi ne fait à ce sujet aucune distinction, mais l'on peut dire avec les auteurs qui sont hostiles à cette opinion que les grosses sont des actes d'autorité publique, et que par conséquent elles ne peuvent être délivrées que dans les cas expressément prévus par la loi; que les notaires étant des officiers publics, auxquels la loi accorde certaines fonctions, ils doivent toujours en suivre et en subir les moindres détails dont le consentement des parties ne pourrait les dispenser.

Nous pensons que ces raisons ne sont pas bonnes et ne

doivent pas être adoptées en présence des considérations émises par les auteurs de la théorie adverse. Ces derniers disent en effet avec juste raison : que le législateur a établi ces formalités dans l'intérêt des parties qui pourraient être lésées dans la délivrance de grosses multiples; elles sont par conséquent parfaitement libres de renoncer à ces mesures de faveur, du moment qu'elles ont la pleine disposition de leurs droits.

On exige alors que dans ce cas le consentement soit dressé dans la forme authentique et joint à la minute de l'acte; la raison en est que ce consentement aura la même force probante que la minute et que la grosse et les expéditions nouvelles que l'on pourra en délivrer porteront toutes la mention de ce consentement. En vertu de ce principe nous croyons aussi qu'il serait bon de dresser un procès-verbal de la demande formée par le créancier et de la délivrance de la seconde grosse, mais ce sont là des mesures de précaution qui ne sont dictées par aucun texte précis, puisque nous avons dit que la loi ne s'occupait pas de l'accord amiable; aussi croyons-nous que ces règles ne peuvent être imposées à peine de nullité. Si l'on admet le consentement comme pouvant suffire à l'obtention des secondes grosses, on doit admettre qu'il peut être prouvé par n'importe quel moyen, aussi bien par un acte sous-seing privé que par un acte authentique.

En dehors de ces cas, les règles de la procédure devront être suivies.

La partie intéressée devra en premier lieu adresser une requête au président du tribunal compétent pour statuer à ce sujet.

En ce qui concerne la compétence de ce magistrat, il ne peut y avoir de difficultés pour les actes notariés, car

l'art. 844 du Code de procédure civile déjà cité parle du président du tribunal de première instance, c'est ainsi que le législateur appelle le tribunal civil. Il est clair que c'est celui dans le ressort duquel l'acte dont on demande une seconde grosse a été reçu ou bien celui où l'on a déposé la grosse dont on demande l'ampliation.

Les discussions se sont élevées en ce qui concerne les décisions des tribunaux; l'art. 854 du Code de procédure civile parle, en effet, « du président du tribunal » où le jugement a été rendu. On s'est alors demandé s'il fallait entendre par là les présidents des tribunaux de commerce ou les juges de paix ? On a repoussé avec raison une extension par trop considérable du texte; il y a d'ailleurs de nombreuses raisons qui militent en faveur de la théorie généralement admise. Tout d'abord, comme l'a fort bien fait remarquer l'art. 854, ne statue que sur la compétence *ratione loci*; il est par suite incontestable que ses rédacteurs ne se sont occupés que de désigner l'arrondissement où le président aura à rendre une ordonnance.

Et cela aura lieu, bien que la seconde grosse soit émanée d'un tribunal de commerce, d'une justice de paix, de sentences arbitrales, de jugements de prud'hommes, d'une cour d'appel et de la cour de Cassation et cela, dit de Belleyme (1) « parce qu'il s'agit d'un acte d'exécution et que ces juridictions ne peuvent connaître de l'exécution de leur décision ». Aussi, le président du tribunal civil de première instance restera-t-il compétent. Mais cet auteur, après avoir ainsi exposé la raison de cet état de choses, revient aussitôt sur sa décision et propose une distinction en ce qui concerne les cours d'appel, suivant que l'arrêt

(1) Ordonnances sur requête et sur référés, t. 1, p. 103.

est confirmatif ou infirmatif; il décide dans le premier cas qu'il faut s'adresser au président, dans le second, qu'il y a lieu de s'adresser à la cour d'appel.

Telle est la solution qu'il admet, sans donner les raisons de son option; nous ne le suivrons pas sur ce point; car l'article 844 du code de procédure civile ne fait aucune distinction. D'un autre côté, on ne voit pas pourquoi le fait qu'un arrêt est confirmatif ou infirmatif, pourrait influencer sur le mode de délivrance de la seconde grosse; enfin, cette seconde délivrance n'est pas un acte d'exécution, elle n'attaque en rien le patrimoine du débiteur et n'interrompt point la prescription.

La requête étant adressée au président du tribunal, celui-ci rendra, s'il le juge à propos, une ordonnance par laquelle le requérant pourra poursuivre sa demande. Cette ordonnance sera généralement accordée et cela, comme le fait remarquer Toullier (1), parce qu'elle « n'est pour ainsi dire que de pure forme », car, s'il s'élève quelques difficultés sur la délivrance, les parties seront renvoyées en référé devant le président.

Le demandeur en possession de l'ordonnance sur requête fera sommation au détenteur de la minute: greffier ou notaire, de lui faire la délivrance de la seconde grosse; il fera également une sommation aux parties intéressées, afin qu'elles soient présentes lors de la délivrance. Cet appel des parties n'était pas exigé par l'article 26 de la loi du 25 ventôse an XI, c'était une lacune; les débiteurs peuvent en effet avoir intérêt à discuter les prétentions du créancier; ainsi comme le fait remarquer Bertin (2) « certains débi-

(1) Toullier, *Le droit civil français suivant l'ordre du code*, p. 728, n° 437.

(2) Bertin, *Ordonnances sur requêtes et référés*, t. 1, p. 469, n° 981.

» teurs ont la mauvaise habitude de faire porter sur la
» grosse des obligations, les reçus des sommes par eux
» remises. En supprimant la grosse, on fait disparaître la
» constatation des acomptes payés, et même la preuve de
» la libération complète ». Aussi, la jurisprudence s'était-elle efforcée de combler la lacune de la loi et les tribunaux décidèrent que les parties intéressées devaient être sommées d'assister à la délivrance.

Si celles-ci ne se présentent pas ou consentent à la délivrance devant le dépositaire de la minute; ce dernier sera obligé de l'accorder à peine de dommages-intérêts.

Si, au contraire, des difficultés surgissent, « les parties se pourvoiront en référé » (art. 845 c. pr. civ.) quelles que soient les questions réalisées; c'est ainsi qu'il a été décidé que « lorsque sur référé, une question de libération est élevée, » le renvoi à l'audience pour être statué par le tribunal » entier est facultatif » (1). Nous pensons qu'il faut aller plus loin et décider avec la cour de Paris qu'il est nécessaire que le président statue lui-même en référé et cela pour les raisons suivantes données par la cour: « Considérant que l'article 845 du code de procédure civile donne » juridiction spéciale au juge des référés en cas de contestation sur la demande en délivrance de seconde grosse, » et qu'il n'y avait lieu dès lors pour le président du tribunal, jugeant en état de référé de renvoyer les parties à » se pourvoir au principal (2). »

A propos des contestations qui peuvent s'élever au sujet de la délivrance d'une seconde grosse, nous devons indiquer que d'après un arrêt de la cour de Bordeaux, c'est au

(1) Cour de Pau, Raval contre Laporte, D. P. 1839, 2^e page 93.

(2) Paris; 8 mai 1837, Parisot contre Boyer, D. P. 1839-5-322.

débiteur qu'il appartient de prouver l'inutilité de la délivrance et non au créancier à en démontrer la possibilité. La cour sur ce point s'exprime en ces termes ; « Attendu... » que les premiers juges lui (au créancier) ont objecté à » tort la nécessité pour lui de prouver l'accident par lequel » la première grosse dont il devait être porteur s'est trouvée » égarée ; que cette justification n'est pas exigée par la loi » et que ce serait au contraire aux intimés comme représentants leur auteur, débiteur des causes de la créance au » paiement de laquelle il avait été condamné en 1837 à » démontrer l'inutilité de la délivrance d'une seconde » grosse du jugement portant cette condamnation en » rapportant la preuve de ce paiement effectué depuis, ce » qu'ils ne font pas. — Attendu que les présomptions invoquées par les premiers juges pour suppléer au défaut » de cette preuve par le rapport d'une quittance ou de » toute autre pièce libératoire, ne sont pas admissibles en » pareille matière, puisqu'il ne s'agit pas ici d'un cas » exceptionnel à la prohibition de la preuve testimoniale » et que le dol et la fraude n'ont pas même été articulés » au procès..... etc..... » (1).

Après les différentes phases de la procédure que nous venons d'étudier, l'article 26 de la loi du 25 ventôse de l'an XI exige qu'il soit fait mention de la délivrance d'une seconde grosse sur la minute ; c'est ce qui est fait en lui annexant les différentes pièces desquelles ressort la délivrance, telles que l'ordonnance qui donne l'autorisation de délivrer, la signification au notaire et aux parties intéressées, et enfin la sommation au notaire de faire mention de ces

(1) Bordeaux 31 août 1864. Grelier contre Voisin-Lafarge, s. 1863, 2-70.

formalités; tout cela pour prouver que les formalités prescrites par la loi ont été réellement remplies.

Il est généralement d'usage de dresser un procès-verbal contenant le résumé des différentes phases de la procédure suivie, et c'est à ce procès-verbal annexé lui-même à la minute que sont jointes les différentes pièces que nous venons d'énumérer. Ce procès-verbal, quand il est rédigé par un notaire doit satisfaire aux règles applicables aux actes notariés.

De là était né une contestation. Pigeau (1) semble croire que ce procès-verbal pouvait être dressé par un seul notaire sans l'assistance d'aucun autre, ni d'aucun témoin. Toullier (2) au contraire s'élève contre cette manière de voir et exige un second notaire ou deux témoins. Cette question a perdu aujourd'hui tout son intérêt depuis la loi du 12 août 1902 dont l'article 9 décide: « Les actes notariés pourront être reçus par un seul notaire » et ne crée aucune exception relative à ces procès-verbaux.

Ce procès-verbal n'est pas indispensable, car ainsi que le reconnaît Toullier (3) « les dispositions réglementaires des lois ne sont ni assez claires ni assez précises » pour que l'on soit en droit de l'exiger, et nous ne voyons aucune raison de demander avec cet auteur que la seconde grosse contienne l'expédition ou l'extrait de ce procès-verbal puisqu'il n'est pas utile; d'ailleurs le serait-il, il n'en reste pas moins possible en règle générale, ainsi que nous l'avons indiqué plus haut, de délivrer des grosses par extraits et à plus forte raison sans faire mention des annexes.

(1) Pigeau, t. 2, p. 329.

(2) Toullier. *Le droit civil français, suivant l'ordre du code*, t. 8, p. 729, n° 438.

(3) Toullier. *Le droit civil français suivant l'ordre du code*, t. 8, p. 734, n° 460.

D'ailleurs, l'utilité de transcrire les pièces relatives aux formalités faites est très contestable puisque la loi se contente d'exiger qu'il soit fait mention au bas de la seconde-grosse de l'ordonnance qui a autorisé la délivrance.

TROISIÈME PARTIE

De la formule exécutoire dans quelques législations étrangères.

ANGLETERRE

La législation anglaise connaît bien les titres exécutoires, mais leur variété est plutôt réduite; on n'en rencontre que d'une espèce : ce sont les décisions des tribunaux, que nous étudierons plus tard, au point de vue de leur exécution.

Quant aux actes notariés exécutoires ou non, ils n'existent pas en Angleterre à proprement parler. Les notaires n'ont en effet que le nom de commun avec les notaires français, leurs attributions sont toutes différentes de celles de ces derniers; ils ont surtout des attributions commerciales, s'occupent en particulier des lettres de change, des effets de commerce et de la rédaction des contrats qui regardent le commerce maritime. A côté d'eux, une foule d'autres personnages peuvent concourir à la rédaction des actes : les *chamber, councils* ou avocats consultants, les *scriveners*, espèces d'agents d'affaires, et surtout les *attorney* et les *solicitors*; en un mot toute personne, car il n'est pas besoin d'avoir un caractère officiel pour rédiger des actes qui ne peuvent l'avoir.

On pourrait cependant croire à première vue que l'acte notarié exécutoire existe en Angleterre, car l'on trouve

dans les ouvrages qui traitent de la législation de cette nation, des mots similaires ou même identiques; c'est ainsi qu'il est parfois question de contrat exécutoire (1). Mais cette terminologie a une signification toute autre que dans notre pays; elle est opposée au contrat exécuté, « le contrat exécuté, qui ne diffère en rien d'une concession, transfère une chose en possession; le contrat exécutoire une chose en action seulement ».

On rencontre bien certains contrats qui semblent fournir une authenticité plus grande que les autres, car ils exigent un cérémonial particulier; ce sont les deeds ou spécialtees, contrats sous sceau, ainsi nommés parce qu'ils sont revêtus d'un sceau imprimé sur le papier ou parchemin; ils exigent les paroles suivantes : « I. deliver this as my act and ded » (je délivre le présent comme mon acte ou mon titre). » Ces paroles peuvent être aussi remplacées par d'autres semblables, proférées par chacune des deux parties.

Ce contrat sous sceau oblige les parties, fait foi par lui-même et ne peut être modifié que par un contrat de même nature (2).

Le fait de sceller et de délivrer ainsi un deed constitue ce que les auteurs anglais appellent : l'exécution de l'acte. Plusieurs témoins assistent aussi à cette exécution.

Malgré tout cet acte ne jouit pas du bénéfice de l'exécution parée, quoiqu'étant le contrat privé le plus solennel qui puisse se faire; à plus forte raison en est-il de même du

(1) *Commentaires sur les lois anglaises* par Blackstone, traduit de l'anglais par Chompre, tome III, page 434.

(2) *Aperçu de la législation anglaise* par Adolphus Selim, page 46.

contrat simple appelé « argument », qui n'exige pour sa perfection aucune formalité particulière.

Il existe cependant un moyen de donner aux contrats la force exécutoire; ce moyen, nous l'avons vu, était déjà pratiqué dans l'ancien droit français. Il consiste à les faire consacrer par la justice : c'est là ce que l'on appelle des records. La décision du juge venant ainsi sanctionner ces contrats par un jugement, elle leur donne une force exécutoire semblable à celle donnée par des décisions rendues en matière contentieuse.

Les Anglais connaissent aussi un autre moyen d'obtenir pour leurs actes la force authentique sinon la force exécutoire, c'est de saisir le Parlement de la question; celui-ci du consentement de toutes les parties rend alors une loi qui n'est qu'un dénouement amiable, mais cette loi ne donne pas l'exécution parée, car pour faire constater une loi, il y a toujours lieu de recourir aux tribunaux tant au sujet de son application que de son extension. C'était là un moyen autrefois assez employé, mais dont on ne rencontre plus actuellement que de rares exemples.

En un mot la force exécutoire des actes dressés par les sollicitors (ce qui pourrait correspondre à nos actes notariés) n'est pas supérieure à celle des actes dressés par les particuliers. Aussi semble-t-il plus naturel de comparer les différents personnages qui s'occupent de la rédaction des actes, à des agents d'affaires tels qu'il en existe chez nous et qui viennent souvent en aide aux parties ignorantes des règles du droit et des formes des actes sous-seings privés.

Quant aux jugements, nous trouvons des analogies avec la façon de les exécuter dans notre législation.

En Angleterre, la partie qui veut procéder à l'exécution

d'un jugement par elle obtenu, devra, comme chez nous, s'adresser au greffe du tribunal qui a rendu la sentence. (Registrar's office.) C'est là en effet que se trouvent réunies les décisions rendues par les mêmes juges.

Ici ce n'est point une copie du jugement revêtue de la formule exécutoire qui sera délivrée à la partie poursuivante, c'est simplement un mandat d'exécution (writ of execution) qui sera donné.

C'est un mandat qui contient la formule exécutoire ou plutôt qui n'est que la formule exécutoire elle-même. Elle n'est donc pas apposée au bas d'un jugement, mais elle est délivrée par le greffier en vertu du jugement qu'il a sous les yeux, comme gardien et conservateur des minutes des décisions du tribunal.

Ce mandement n'étant pas accompagné du jugement devra pour pouvoir amener l'exécution en contenir au moins l'analyse, ce qui variera suivant les circonstances. Il est conçu dans les termes suivants : « Edouard VII par » la grâce de Dieu, du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Empires britanniques, au-delà des » mers, roi, défenseur de la foi, empereur des Indes au » shériff de..... salut. Nous ordonnons (par exemple) » de faire payer à X... la somme de..... de faire procé- » der à la vente de ses meubles, etc. »

Cette formule est rendue au nom du roi chef du pouvoir exécutif; elle contient un intitulé et un mandement consistant uniquement dans ces deux mots : nous ordonnons; la suite varie suivant les cas.

Cet ordre est adressé au shériff; cet officier est en effet le premier fonctionnaire du comté; il y est le représentant du pouvoir central et par conséquent de la force publique; c'est donc à lui que devait naturellement revenir de prêter

la main pour l'exécution des jugements; à ce titre, il doit être considéré comme auxiliaire de la justice.

Il est d'ailleurs aidé dans ses fonctions par des baillis (bailliffs) ou huissiers, qui sont aussi chargés de l'exécution et de pratiquer les arrestations et les saisies; enfin dans certains cas il est substitué par le coroner, quand par exemple il se trouve partie au procès ou parent de l'un des plaideurs.

Telle est en Angleterre la manière de procéder pour exécuter un jugement; telle est la formule exécutoire. Les règles sont, comme la plupart des lois anglaises, le fruit de l'élaboration lente du droit coutumier et à ce titre relèvent du « Common Law ».

Il nous reste à noter une particularité qui rappelle la surannation de notre vieux droit français : c'est que l'ordre d'exécution n'est valable que pendant un an; on peut cependant remédier à cela à l'aide d'une prorogation donnée par la Cour d'appel ou par le juge et cette prorogation peut être donnée indéfiniment d'année en année.

De plus, quand le jugement a été rendu depuis plus de six ans, pour l'exécuter, il est nécessaire d'obtenir une autorisation de la cour ou du juge (1).

CANADA

L'étude de la législation du Canada a pour les Français un profond intérêt : d'abord en ce qu'elle rappelle de glorieux souvenirs de notre histoire et ensuite au point de vue juridique, parce qu'elle montre la fusion de deux législations absolument distinctes.

(1) *Droit et institutions de l'Angleterre*, Glasson, t. 6, page 720.

Sans doute l'Angleterre a introduit au Canada une organisation judiciaire semblable à la sienne, mais le droit français a aussi laissé des traces bien profondes. « Bien » que le traité de Paris, dit un auteur canadien, ait lié nos » destinées à celles de l'Angleterre, nous avons gardé » intactes les traditions et les lois civiles de l'ancienne » mère-patrie. Malgré toutes les vicissitudes des débuts » de la domination anglaise, les conflits et les rivalités de » race, le droit français a conservé dans son ensemble toute » la pureté de ses principes (1). »

La théorie de la formule exécutoire au Canada a une grande analogie avec celle pratiquée en Angleterre. C'est ainsi que nous ne la trouvons point au Canada apposée sur les actes notariés; ceux-ci par suite ne peuvent être exécutoires par eux-mêmes et doivent nécessairement être transformés en jugements pour être exécutés. Il existe cependant dans ce pays un Code de notariat (2), qui s'étend même sur les détails de cette organisation, mais il ne donne pas au notaire le pouvoir de délivrer la formule, bien que l'ensemble de leurs attributions soient déterminées comme en France et que les fonctions de ces officiers ministériels ne ressemblent en rien aux notaires anglais.

Quant aux jugements, ils sont exécutés en vertu d'une formule que l'on peut qualifier d'exécutoire.

L'intitulé de la formule est comme en Angleterre : « Edouard VII par la grâce de Dieu, etc. »; puis suivent plusieurs blancs que l'on remplit suivant les circonstances, car il y a des variantes de forme suivant qu'il s'agit de l'exécution sur les meubles, les immeubles ou sur la per-

(1) Rodolphe Lemieux, *les Origines du droit franco-canadien*, page 471, n° 6.

(2) Du 30 mars 1883 complété par une loi du 21 juin 1886.

sonne ou encore de l'exécution pour frais; mais le fond est le même.

En résumé, ces ordres, quels que soient les modes d'exécution, sont émis au nom du souverain et adressés au shériff chargé de l'exécution; ils contiennent ensuite l'indication de la dette, des intérêts, des frais dûs et le nom du demandeur en cause, ainsi que le mode de l'exécution. Le nom du débiteur doit aussi être spécifié ainsi que le titre, c'est-à-dire le jugement en vertu duquel on agit en prenant soin d'indiquer la date de cette décision judiciaire, les honoraires de l'homme d'affaires poursuivant et le coût du bref ainsi adressé au débiteur.

Cet ordre se termine par ces mots :

« En foi de quoi nous avons fait apposer aux présentes
» le sceau de notre cour, en la cité de..... le.....
» jour de..... »

Suit la signature du greffier.

Cette signature est indispensable pour donner à cet ordre un caractère d'authenticité, d'autant plus que jamais on ne joint au bref la copie du jugement, en vertu duquel on exécute; ce sont là deux choses indépendantes. La date et l'exposé succinct de ce jugement suffisent; d'ailleurs, la responsabilité du greffier est suffisante pour couvrir les fraudes ou les erreurs qui pourraient se glisser dans la délivrance d'un ordre d'exécution. En un mot, la formule exécutoire n'accompagne jamais le jugement.

Ces brefs sont accordés sur une demande adressée au greffier. Lorsqu'il a été délivré un premier bref et que celui-ci s'est perdu ou qu'il est détruit, il est possible d'en demander un second et il suffit pour cela de faire mention dans la nouvelle demande des circonstances dans lesquelles a eu lieu la perte ou la destruction de ce bref,

mais il n'est point nécessaire de remplir aucune autre formalité (1).

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

La législation anglaise et celle des Etats-Unis d'Amérique sont identiques sous beaucoup de rapports, leurs origines étant communes, aussi trouverons-nous de nombreuses ressemblances sur la question qui nous occupe.

Il importe de faire remarquer ici qu'il est difficile et même impossible de donner une étude des Etats-Unis en général, car bien que les principes de fond soient les mêmes dans toute l'étendue des Etats, la législation varie au moins dans les détails, aussi nous bornerons-nous à indiquer rapidement celle de l'Etat de New-York.

Dans cet Etat, les jugements, après avoir été datés et signés par le juge, sont déposés au greffe du tribunal pour être transcrits par le greffier sur ses minutes de jugements afin qu'il puisse en délivrer des expéditions dont le nombre est d'ailleurs illimité.

Le jugement rendu peut être mis à exécution au moyen d'un « writ », c'est-à-dire d'un ordre donné au nom du peuple de l'Etat de New-York. Ce « writ » devra être émis « au nom du peuple de l'Etat de New-York (2) » et devra être attesté véritable au moyen de l'indication du nom d'un juge du tribunal d'où provient la sentence, à moins de disposition contraire (3).

Quant aux termes, ils peuvent en être variés; la loi ne

(1) *Formulaire de procédure de la province de Québec*, par O.-P. Dorais et A.-P. Dorais, nos 272 et suivants.

(2) Article 22 du code de procédure civile de l'Etat de New-York.

(3) Article 23 du code de procédure civile de l'Etat de New-York.

contient aucune disposition consacrant une formule spéciale pour le « writ d'exécution ». Le texte de la formule exécutoire généralement employé dans l'Etat de New-York est le suivant :

« Le peuple de l'Etat de New-York,

» Au shériff du Comté de..... Salut.

» Attendu qu'un jugement a été rendu le..... par le tribunal de..... (ici on indique brièvement les effets du jugement).

» Nous vous ordonnons en conséquence de faire exécuter » ledit jugement sur les biens (mobiliers ou immobiliers) » du débiteur en vertu dudit jugement dans votre Comté, » etc., etc. »

Ou encore quand le jugement autorise la contrainte par corps :

Nous vous commandons en conséquence d'arrêter ledit » et de le consigner à la prison de votre comté jusqu'à ce » qu'il ait acquitté le montant du jugement et qu'il soit » déchargé conformément à la loi. »

On termine par ces mots :

« Témoin l'honorable (ici on insère le nom du juge), juge de notre dite cour à....., ce..... »

Puis le nom du greffier de la cour;

Enfin suivent la signature et l'adresse de l'avocat poursuivant avec l'indication de la partie pour laquelle il agit.

Cette pièce porte donc les noms du juge et du greffier du tribunal par qui le jugement a été rendu; mais en réalité elle n'est signée que par l'avocat de la partie en faveur de laquelle le jugement a été rendu.

Telles sont les formalités prescrites par la loi ; l'article 1366 du Code de procédure civile de l'Etat de New-York

exige en outre l'indication du tribunal et l'énoncé du jugement.

Le « writ » doit toujours être adressé au shériff, à moins qu'il ne soit partie intéressée (1). Le shériff, comme en Angleterre, est le premier fonctionnaire du comté et le représentant du pouvoir central; il est tenu d'exécuter tous les jugements rendus par les cours de justice dont il est d'ailleurs considéré comme officier; il est aidé par des personnages secondaires « baillis, bailiffs » ou huissiers chargés de percevoir les amendes, de mettre les « writ » à exécution et de pratiquer les saisies; enfin dans le cas où le shériff lui-même est intéressé dans le procès ou le paiement, ses fonctions incombent au « coroner ».

Tel est le mode d'exécution employé quand il s'agit d'un jugement ordonnant le paiement d'une somme d'argent, quand il a été rendu en faveur du demandeur et ordonne une expulsion de lieu ou encore, quand rendu dans une instance en recouvrement de biens mobiliers, il concède ces biens à l'une ou l'autre des parties (2).

En dehors de ces cas, la procédure change et les jugements sont exécutoires au moyen de la signification d'une expédition à la partie condamnée. Il est indispensable que cette signification soit faite à partie, et si cette dernière se refuse à obéir, la cour, sur demande, ordonnera son arrestation et son emprisonnement pour « contempt of Court » (désobéissance à la cour). Dans ce cas, le mandat d'arrêt « warrant of arrest » qui est également un « writ » délivré au nom du peuple de l'Etat de New-York est signé par le juge et adressé au shériff ou à tout autre officier ou

(1) Article 1362 code procédure civile de l'Etat de New-York.

(2) Article 1240 code procédure civile de l'Etat de New-York.

agent de la force publique et il leur enjoint d'arrêter la personne désignée et de l'amener devant le juge à une date fixée. Ici encore aucune formule spéciale n'est prévue par la loi pour ce mandat.

Nous avons vu quel rôle important jouent les avocats; en ce sens que ce sont eux qui signent les « writt » d'exécution; les greffiers ne sont pas à New-York comme chez nous les détenteurs d'une fraction de l'autorité publique; leur rôle est plutôt effacé; ils ne peuvent que délivrer des copies des jugements, alors que les avocats au contraire apparaissent comme de véritables officiers de cour, représentent les parties au procès et sont en quelque sorte les agents de l'exécution.

Nous n'avons parlé que des jugements, car les actes exécutoires n'existent pas aux Etats-Unis pas plus qu'en Angleterre; les notaires n'y ont qu'un rôle très effacé : ils doivent se contenter d'attester et de certifier l'identité de certains documents.

En un mot, le système employé aux Etats-Unis ou tout au moins à New-York n'est pas un système absolument défini; la formule exécutoire existe au moins en partie, mais elle consiste simplement à évoquer l'autorité du « peuple de New-York », le mandement varie; un seul point est constant, il est toujours adressé au shériff. Enfin dans le dernier cas que nous avons indiqué, le premier jugement n'a pas une force exécutoire très grande, puisque la contrainte du débiteur n'est qu'indirecte et que seulement en cas d'inexécution le débiteur doit encore être amené devant le juge pour s'y entendre condamner à l'emprisonnement.

RUSSIE

L'institution du notariat est de date récente en Russie ; elle a tiré son origine des réformes judiciaires de 1864. le notariat a été sinon constitué, au moins absolument réorganisé sur des bases nouvelles par un règlement spécial sur le notariat portant la date du 14 avril 1866 souvent modifié depuis et particulièrement par une loi du 24 avril 1887.

La loi notariale russe reproduit, en bien des cas, les dispositions de notre loi de ventôse ; elle ne l'a cependant pas suivie en tous points ; ainsi, si le ministère du notaire confère aux actes une plus grande force probante, et s'il est obligatoire en certains cas, sa présence n'est pas suffisante pour lui donner la force exécutoire qui est refusée aux actes notariés et par suite à plus forte raison, aux autres catégories d'actes extrajudiciaires. Cette force ne peut résulter que d'une décision judiciaire ou administrative. Pour avoir les faveurs de l'exécution forcée, un acte devra se vêtir du manteau du jugement, passer par la voie ordinaire des procès et aboutir à un jugement en due forme, en vertu duquel, il sera délivré par le tribunal ou la cour d'appel la feuille exécutoire *ispolnit elni list*.

La Russie ne connaît pas la division des pouvoirs ; les lois organiques de cet empire, contenues dans le premier volume du Recueil des Lois « Svod-Zakonov » ne font aucune distinction ; tout est concentré en la personne du souverain « le tsar » ; aussi est-ce en son nom que se prennent toutes les décisions et que se mettent en mouvement toutes les forces : les arrêtés administratifs, les jugements des tribunaux ordinaires, les lois et les ordonnances sont

tous rendus au nom du tsar, de sa Majesté « pro Oukasou ».

L'exécution des jugements a lieu en vertu de ce que nous avons appelé « la feuille d'exécution » qui est délivrée au nom du souverain. Ce document est délivré par le greffier du tribunal ou de la cour d'appel qui a rendu le jugement, sur la demande du demandeur, qui muni de cet ordre pourra obtenir satisfaction en s'adressant au ministère de l'huissier, nommé à sa requête, par le président du tribunal qui a rendu la sentence.

En règle générale, les jugements sont exécutoires en vertu de cette feuille d'exécution, dès qu'ils ont atteint l'autorité de la chose jugée; dans certains cas cependant, il est possible d'obtenir une exécution préalable, quand la demande en justice a été fondée sur un acte notarié et c'est là un privilège de cette sorte d'acte.

Notons ici en passant une entrave apportée à l'exécution bien que cela ne se rapporte qu'indirectement à notre sujet. En Russie, le pourvoi en Cassation, contrairement à ce qui se passe chez nous est suspensif de l'exécution. Les jugements des cours d'appel ne sont pas exécutoires si le défendeur condamné interjette un recours en Cassation; cependant, pour sauvegarder les intérêts pécuniaires du demandeur gagnant, le défendeur est tenu de déposer au tribunal ou à la Cour, le montant de la somme adjugée qui sera gardée en dépôt jusqu'au moment du jugement de la Cour de Cassation sur le recours du défendeur.

ALLEMAGNE

Longtemps en Allemagne, les formes de procéder furent d'une grande variété, suivant les États; d'ailleurs ces formes n'étaient pas nettement indiquées et la coutume servait de

lois écrites. Peu à peu divers codes parurent çà et là; mais l'unité ne vint qu'après la création de l'empire germanique.

Dès 1870, une première commission avait été chargée par un vote du Parlement de la Confédération de l'Allemagne du Nord d'établir l'uniformité de législation; le 8 mai 1871 une deuxième fut chargée par le Conseil fédéral de la même mission; cela aboutit à la loi du 30 janvier 1877 sur le code de procédure civile allemand, modifié depuis par une loi du 17 mai 1898:

La justice est rendue en Allemagne par des juges locaux qui tiennent leur pouvoir judiciaire, non de l'Etat, mais de la délégation de la souveraineté locale. Les divers tribunaux ne sont pas absolument indépendants les uns des autres, car le territoire de l'Empire n'en reste pas moins un, quant à l'administration de la justice, et ils appartiennent tous à l'Empire.

C'est en vertu de cette unité que les tribunaux allemands sont les membres d'un même organisme, que les jugements et actes judiciaires qui en émanent produisent leurs effets dans toute l'étendue de l'Empire et que leur force est aussi grande, que s'ils avaient été rendus par les tribunaux de l'Etat où il s'agit de les mettre à exécution.

Toutefois, si un tribunal peut rendre ses décisions obligatoires pour toutes les personnes résidant en Allemagne, il ne peut cependant en dehors de son ressort procéder à des actes judiciaires sans l'assentiment du tribunal du baillage; mais les actes judiciaires nécessités par les exécutions sont exécutés en suivant les règles du code de procédure civile, sans s'occuper de la question de savoir si ces actes doivent être exécutés dans l'Etat confédéré auquel appartient le tribunal qui s'est prononcé, ou dans un autre Etat.

Nous pouvons voir par là, que la force exécutoire d'un jugement a une grande étendue et s'exerce aussi complètement que dans un pays absolument homogène comme le nôtre; et nous ne retrouvons pas les entraves qu'apportait notre ancien droit à l'exécution des jugements.

La formule exécutoire en Allemagne est très simple, elle consiste uniquement dans la mention suivante placée au bas de la copie du titre: « La présente exécution est remise à..... etc... (désignation de la partie)..... aux fins d'exécution parée ». Donc, point de mandement au nom du pouvoir exécutif.

L'huissier armé de ce titre exécutoire est autorisé à pratiquer des perquisitions dans l'habitation et dans les meubles du débiteur, à faire ouvrir ces maisons et ces meubles et même au cas de résistance, à se faire assister par des agents de police pour obtenir l'exécution qu'il est chargé d'assurer (1). Il existe cependant, comme chez nous une disposition législative interdisant l'exécution à certains jours et à certaines heures, et comme chez nous, aussi certains tempéraments peuvent arrêter les effets du titre exécutoire; nous n'insisterons pas, ces réflexions se rattachant plutôt à l'exécution forcée qu'à la formule exécutoire proprement dite.

Le titre exécutoire devra nécessairement contenir le nom des parties, tant celui de la partie poursuivante que de la partie poursuivie, à moins que le jugement n'en contienne les noms clairement indiqués (2).

L'article 724 du code de procédure civile allemand dit que « l'exécution forcée a lieu en vertu d'une expédition du

(1) Article 738 du code de procédure civile d'Allemagne.

(2) Article 730 du code de proc. civ. allemand.

jugement, munie de la formule exécutoire » mais elle peut aussi avoir lieu en vertu d'autres titres, car l'article 794 ajoute qu'il peut en être ainsi :

« 1° En vertu de transactions conclues devant un tribunal allemand après l'introduction de l'instance et dans le but de mettre fin à la contestation, soit pour le tout, soit pour partie etc. . . . ».

» 2° En vertu de transactions conclues devant un tribunal de baillage dans le cas du paragraphe 510.

« 3° En vertu de décisions qui sont susceptibles de pourvoi ;

« 4° En vertu d'exécutoires (ou ordres d'exécution) ;

« 5° En vertu de titres reçus par un Tribunal allemand ou par un notaire allemand dans la limite de ses attributions et dans la forme prescrite, lorsque le titre est dressé au sujet d'une créance ayant pour objet le paiement d'une somme d'argent déterminée ou la prescription d'autres choses fongibles ou de valeurs et que le débiteur s'est soumis dans ce titre à l'exécution forcée immédiate. »

Il ne faut pas conclure de ces termes que dans ces divers cas la formule exécutoire n'est pas nécessaire et comme des doutes pouvaient naître, l'article 795 se charge de les dissiper, en déclarant que les dispositions des articles 724, 793 et] suivants sont applicables en principe aux titres de créances énumérés dans les articles qui viennent d'être cités à moins de dispositions contraires.

Remarquons que l'article 794 exige pour les actes notariés que le débiteur se soit soumis dans le titre à une exécution immédiate, cela ne veut point dire qu'il faut nécessairement une clause exécutoire analogue à celle que nous avons rencontrée dans les vieux contrats grecs,

cela signifie simplement que la dette doit être exigible.

Parmi les titres cités plus haut en l'article 794, il en est qui sont dispensés de la formule exécutoire; ce sont les exécutoires ou ordres d'exécution.

L'article 796 dispose en effet que « les exécutoires ou » ordres d'exécution n'ont besoin d'être revêtus de la formule exécutoire que dans le cas où depuis leur délivrance, la créance ou la dette a passé à un successeur quelconque ». Ces exécutoires sont délivrés par les tribunaux de baillages qui sont aussi compétents pour statuer sur les demandes en délivrance de la formule exécutoire.

La procédure des ordres d'exécution est traitée dans les articles 688 et suivants; elle est connue sous le nom de procédure d'avertissement ou de mise en demeure; les formes en sont extrêmement rapides. Elle a lieu pour le paiement d'une somme d'argent déterminée ou la prestation d'une quantité déterminée d'autres choses fongibles.

Des commandements de payer sont, ainsi que nous l'avons dit, délivrés par le tribunal de baillage qui aurait pu être saisi de l'affaire en matière ordinaire, à raison du statut personnel de juridiction du défendeur ou de la situation de l'objet en supposant que la compétence absolue des tribunaux de baillage en premier ressort fut illimitée.

Le débiteur peut faire opposition à ce commandement tant que l'exécutoire n'est pas délivrée.

Après l'expiration du délai fixé par le commandement de payer, celui-ci doit être à la requête du créancier déclaré exécutoire par provision.

En un mot « l'exécutoire » équivaut à un jugement au fond, par défaut, portant exécution provisoire.

Notons encore en terminant sur cette question qu'il ne peut être délivré d'expédition exécutoire de titre dont la teneur subordonne l'exécution à la preuve par le créancier de l'accomplissement d'un fait, qu'autant que cette preuve est rapportée par des actes authentiques. Notons aussi que l'expédition exécutoire ne peut être délivrée au successeur du créancier désigné au jugement ou contre les successeurs universels du débiteur désigné au jugement et contre la succession de ce débiteur, qu'autant que la créance a été cédée dans le cours du procès ou après la solution de la contestation et que la qualité de successeur est notoire pour le tribunal et établie par des actes authentiques (1). Dans ces deux cas l'expédition exécutoire ne peut être déclarée que sur une ordonnance du président (2). Dans le premier cas, si la preuve authentique du fait ne peut être fournie, le créancier devra intenter une demande en délivrance de la formule exécutoire (3).

La formule exécutoire est délivrée par le greffier du tribunal de première instance ou quand la contestation est pendante devant un tribunal supérieur, par le greffier de ce tribunal (4).

Les greffiers, qui sont en Allemagne des fonctionnaires de l'Etat et non des officiers ministériels, ont en effet ce privilège qu'ils partagent avec les notaires, dont une de leurs attributions consiste à délivrer copie des actes en forme de grosse.

C'est au notaire qui a le dépôt, qu'il appartient de délivrer le titre exécutoire de l'acte déposé; toutefois lorsqu'une

(1) C. pr. civ. allemand, art. 726-727.

(2) C. pr. civ. allemand, art. 730.

(3) C. pr. civ. allemand, art. 731.

(4) C. pr. civ. allemand, art. 724.

autorité publique est dépositaire d'un acte, il appartient à cette dernière d'en délivrer l'expédition exécutoire (1).

La délivrance de la grosse doit être mentionnée sur la minute, ainsi que le nom de la partie à qui elle a été délivrée ; le tout accompagné de la date (2) et l'expédition exécutoire doit être signée de celui qui l'a délivrée et porter également soit le sceau du notaire soit celui du greffier du tribunal.

La loi allemande, après avoir posé en principe qu'il ne peut être délivré qu'une seule grosse ajoute cependant un correctif à cette mesure par trop sévère et autorise la délivrance de secondes grosses en les soumettant à certaines formalités qui ressemblent un peu à celles que nous avons vues pratiquées dans notre pays.

La loi exige tout d'abord pour cette seconde délivrance une ordonnance du président du tribunal, à moins que l'on ne restitue l'expédition exécutoire antérieurement délivrée.

Le débiteur a le droit de s'opposer à cette délivrance ou du moins il peut intervenir dans le débat qui va ainsi s'engager de son fait.

L'ordonnance rendue, le greffier devra en donner connaissance à l'opposant si la décision n'a pas été rendue publiquement.

Enfin cette seconde grosse devra par elle-même indiquer qu'elle a été donnée en remplacement d'une autre précédemment délivrée (3).

(1) C. pr. civ. allemand, art. 797.

(2) C. pr. civ. allemand, art. 734.

(3) C. pr. civ. allemand, art. 733.

BELGIQUE

La législation belge et la nôtre ont beaucoup de rapports et l'on peut dire que c'est la même législation qui a seulement subie des modifications de détail ; en général sur beaucoup de points l'identité et la similitude sont parfaits et particulièrement sur la question qui nous occupe.

La formule dont l'intitulé contient le nom du roi, renferme un mandement absolument semblable à celui que nous avons rencontré en France. Il a été fixé par un arrêté royal du 17 décembre 1865 qui décide dans son article 1 que cette formule sera unique pour « les arrêts et jugements » des cours et tribunaux des ordonnances, mandats de » justice et de tous actes emportant exécution parée ». De plus il est spécifié qu'elle devra être suivie du sceau de la cour, du tribunal ou du notaire, ainsi que de la signature de ce dernier ou de celle du greffier.

L'article 2 de ce même arrêté indique en plus une formalité qui doit être faite sur la minute même de l'arrêt, jugement ou acte et qui est comme une ordonnance d'exequatur rendue par le président du tribunal.

« Aucun arrêt, jugement ou acte quelconque empor- » tant exécution parée ne pourra servir de base à un » commandement ou à une exécution forcée qu'après » avoir été rendu exécutoire en ces termes :

« Au nom du roi des Belges

« Soit le présent arrêt, jugement ou acte, exécutoire. »

Et l'article 3 ajoute : « Cette ordonnance sera délivrée sur » l'arrêt, le jugement ou l'acte, par le président du tri- » bunal de première instance du domicile de l'une ou » l'autre des parties.

« A cet effet, la pièce sera déposée au greffe, sans intervention d'officier ministériel et sans frais et sera retirée » de même. »

C'est là en somme comme un contrôle, une validation de la formule exécutoire, comme un permis d'exécuter.

Les textes indiquent quels sont les actes qui doivent et peuvent être pourvus de la formule exécutoire, ce sont les mêmes que chez nous ; les officiers chargés de son apposition sont les mêmes aussi et la nécessité du sceau existe également.

Quant à la légalisation de la signature du notaire, c'est encore la loi de ventôse qui s'applique et l'article 28 n'en a pas été modifié. Il n'y a donc pas possibilité pour un notaire résidant au chef-lieu de canton de faire légaliser sa signature par le juge de paix, quand ce chef-lieu de canton n'est pas en même temps chef-lieu d'arrondissement ; il doit donc avoir recours au président du tribunal civil dans le ressort duquel il se trouve.

L'article 26 de la loi de ventôse an XI et les articles 844, 845 et 848 du code de procédure civile sont restés les mêmes en Belgique et les formalités relatives à l'obtention des secondes grosses sont les mêmes qu'en France. Nous n'insisterons donc pas.

PAYS-BAS

Il n'existe pas en Hollande de formule exécutoire, à proprement parler, ou plutôt il en existe une, mais en raccourci, quant au principe il est à peu près exactement le même qu'en France.

Les expéditions exécutoires des jugements sont intitulées et terminées par les mots « au nom de la Reine » sans

aucun mandement aux officiers de justice. La même formule est apposée sur les actes notariés qui se terminent en outre par ces mots : « Délivré pour première grosse à la requête de M..... le..... » et sont exécutoires sans qu'il soit besoin de recourir à cet effet à aucun Tribunal.

Les greffiers et les notaires sont compétents pour apposer ces mots sur les jugements et actes qui deviennent exécutoires ainsi dans tout le pays (1).

La loi du 9 juillet 1842 sur le notariat a décidé qu'il ne pourrait être délivré qu'une seule grosse d'un acte notarié à chaque intéressé ou ayant droit, et c'est aussi en vertu de cette loi, qu'il est fait mention de cette première grosse, du nom de la partie requérante, ainsi que de la date, sous peine d'amende (article 43).

GRAND DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Notre code de procédure civile est resté en vigueur dans le Duché de Luxembourg et la formule exécutoire française a seulement reçu quelques modifications de forme, afin de la rendre en harmonie avec le gouvernement actuel du pays et avec le nom des officiers publics chargés de l'exécution.

Sur tous les autres points les règles sont demeurées les mêmes et les ordonnances de ce pays réglant soit l'organisation judiciaire, soit celle du notariat n'ont dérogé en rien aux prescriptions et usages français en ce qui concerne l'emploi de la formule exécutoire.

1: Code procédure civile, livre II, titre I. Règles sur l'exécution forcée des arrêtés et des actes authentiques, art. 430.

JAPON (1)

Le code de procédure civile du Japon qui est de date récente est inspiré des divers codes en usage dans les pays d'Europe et le Japon en adoptant la civilisation de ces pays, a aussi adopté leurs lois, au moins en partie. Ses lois sont le résultat de l'examen de plusieurs législations mais la procédure a été empruntée presque exclusivement à l'Allemagne.

Au Japon une formule est nécessaire pour l'exécution des jugements, mais elle n'est pas aussi pompeuse qu'en France et n'est point conçue au nom du pouvoir exécutif ; c'est plutôt une simple mention, indiquant la force du jugement, qu'une formalité dans laquelle résiderait cette force.

Elle consiste dans les mots suivants apposés au bas de l'expédition du jugement : « Copie des présentes est remise
« au sieur..... (défendeur ou demandeur)..... à l'effet
« de rendre le présent jugement exécutoire en ce qui concerne le sieur..... (demandeur ou défendeur)..... » (2).

C'est en quelque sorte un certificat, que telle partie a obtenu gain de cause et a par suite droit à l'exécution de la sentence.

Ces mots ne peuvent être apposés que sur la copie des jugements qui sans cela ne seraient pas exécutoires (3) ; les actes notariés au contraire n'en sont jamais revêtus

(1) Ces quelques renseignements sont dûs à la bienveillance de M.-J. Harmand, ministre de France à la légation du Japon à Tokyo.

(2) Art. 517, c. pr. civ., Japon.

(3) Art. 516, c. pr. civ., Japon.

pour la raison qu'ils sont exécutoires de plein droit, sans aucune formalité.

C'est au greffier qu'il appartient d'apposer cette formule qu'il doit faire suivre de sa signature, et accompagner de son cachet personnel et du sceau du tribunal.

ITALIE

En Italie, la force exécutoire des actes notariés et des jugements est déterminée comme en France, et si l'article 1314 du code civil italien a augmenté le nombre des actes pour la validité desquels l'existence d'un écrit est exigée, le législateur n'a pas étendu le champ d'application obligatoire des actes authentiques.

Il existe pour l'exécution des ordonnances, jugements ou actes passés par un notaire, une formule exécutoire nécessaire et indispensable, elle est ainsi conçue : « In nome
« del Re comandiamo a tutti gli uscieri che ne siano
« richiesti ed a chuin que spetti, di mettere ad esecuzione
« la présente (sentenza, ordinanza od atto contiat uale nota-
« rile), al Ministero Publico di daroi assistenza, a tuttii
« commandati ed ufficiali della forza publica di concurrervi
« con essa quando ne siano légalement richiesti. » « Au
« nom du Roi nous commandons à tous les huissiers qui
« en seront requis et à tous ceux qui le doivent, de mettre
« à exécution le présent (jugement, ordonnance ou acte
« notarié), au Ministère public de lui donner assistance, à
« tous commandants et officiers de la force publique d'y
« prêter main forte quand ils en seront légalement requis. »

La formule exécutoire peut être apposée aux jugements et aux ordonnances délivrées par l'autorité judiciaire et

aux actes passés par un notaire ou par un fonctionnaire public à ce autorisé.

Toutefois l'acte notarié sur lequel on a apposé la formule exécutoire doit être légalisé par le président du tribunal civil, dans la juridiction duquel l'acte a été dressé chaque fois que l'exécution doit avoir lieu dans le ressort d'un autre tribunal.

Normalement aucune demande à l'autorité judiciaire n'est nécessaire pour l'apposition de la formule exécutoire.

Le greffier pour les ordonnances et les jugements, le notaire pour les actes passés devant lui ont le privilège d'apposer cette formule. Ce n'est pas pour eux une faculté ils y sont obligés, car aux termes de l'article 558 du code de procédure civile italien s'ils la refusaient ou seulement s'ils occasionnaient du retard à cette apposition ils seraient punissables d'une amende qui peut s'élever jusqu'à trois cents francs, outre l'application des peines plus graves, telles que la suspension, et sans préjudice des dommages-intérêts que ce fait pourrait éventuellement comporter.

Il ne faut donc suivre pour l'apposition de la formule exécutoire aucune procédure spéciale ; mais l'article 553 du code de procédure italien contient une disposition analogue à celle contenue dans notre article 545 : « L'exécution » ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'un titre exécutoire » et l'article 533 ajoute : « L'exécution ne pourra avoir lieu » que sur la copie délivrée en forme exécutoire. »

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, la formule exécutoire est apposée aux ordonnances et jugements par les différents greffiers des conciliateurs (juges de paix), prêteurs, tribunaux et cours d'appel, et pour les actes notariés par le notaire même qui les a dressés, ou par son successeur qui se trouve en possession des originaux.

Ces règles sont des règles générales qui sont observées en matière civile et commerciale, ainsi que pour les arrêts ou jugements de la cour des comptes et de la quatrième section du conseil d'Etat en matière administrative et financière.

GRÈCE

La formule exécutoire en Grèce d'après une circulaire du ministre de la justice, en date du 16 avril 1835, est la suivante : « Au nom du roi des Hellènes, le tribunal de » première instance de (suit le texte du jugement), » ordonne à tout huissier d'exécuter, s'il en est requis, la » présente sentence, à tous procureurs, à toutes les autorités et officiers de la force publique de faire ce qui lui » appartient et de prêter main forte lorsqu'ils en seront » légalement requis; en foi de quoi l'original de la présente » a été signé par le tribunal et par le greffier. »

Les actes sur lesquels on peut apposer cette formule sont indiqués par l'article 866 du Code civil grec ainsi conçu : « Sont exécutoires : 1° tous les jugements définitifs » rendus par les tribunaux du pays en forme exécutoire; » 2° les actes notariés; 3° les sentences arbitrales si elles » sont prononcées par le tribunal, sans ordonnance ultérieure d'exécution, si elles sont prononcées par des » particuliers après avoir été revêtues de la formule exécutoire; 4° tout arrangement conclu par des juges conciliateurs, mais seulement après qu'ils ont été revêtus de » l'ordonnance d'exécution; 5° les arrangements judiciaires » sans qu'il soit besoin d'apposer ladite ordonnance. »

Les officiers auxiliaires de la justice, chargés d'apposer la formule exécutoire sur les copies des actes et des juge-

ments sont, pour les actes notariés, les notaires seuls; pour les jugements, soit le tribunal tout entier, soit le président du tribunal et non plus ici le greffier. C'est ce qui ressort de l'article suivant du Code civil grec :

« Article 857, — La formule exécutoire établit pour les » jugements et autres actes qu'ils sont faits au nom du roi » et contient à la fin l'ordre à tous les fonctionnaires et » employés judiciaires de mettre aussitôt à exécution ces » actes. Cette formule est apposée dans le cas des articles » 118, 119 et 124 du Code civil par le président du tribunal, » pour les actes notariés, par les notaires et dans tous les » autres cas par le tribunal tout entier. »

Bien qu'il nous importe peu d'entrer dans le détail des cas indiqués par cet article, nous résumerons en quelques mots les dispositions qui y sont visées, afin que les dispositions de la loi française relatives aux sentences arbitrales que nous avons étudiées et celles de la loi grecque puissent ainsi se mettre d'elles-mêmes en parallèle.

Il résulte de l'article 118 du Code civil grec qu'une sentence arbitrale devenue définitive a la même force qu'un jugement définitif, mais qu'elle ne peut être exécutée qu'après que le président du tribunal s'est prononcé sur son exécution.

A quoi l'article 119 ajoute que cet ordre est inutile lorsque le tribunal entier a été chargé de l'arbitrage.

Enfin l'article 124 fait une distinction et une différence entre ceux qui jugent d'après les articles 114 à 120 et ceux qui sont désignés par les parties comme conciliateurs. Ces derniers, contrairement aux premiers, rédigent et signent avec les parties l'engagement que la décision ne peut devenir exécutoire qu'après application de l'ordre indiqué par les articles 118 et 119 émanée du président du tribunal de première instance.

Cet ordre est inscrit au dos du jugement ou de la sentence par les simples mots « soit exécuté »; il est signé par le président du tribunal de première instance et par le greffier avec la désignation du lieu et de la date et il est accompagné du sceau officiel.

ESPAGNE

Conformément à l'article 374 du Code de procédure civile espagnol les titres exécutoires doivent porter l'entête « Au nom du roi ». La formule est la suivante : « Don » Alphonso XIII par la grâce de Dieu roy constitutionnel « d'Espagne, à tous ceux qui liront les présentes, sachez » que le tribunal..... a décidé ce qui suit..... »

Cette formule n'est jamais en usage pour les actes notariés, il n'en existe d'ailleurs pas qui aient le caractère exécutoire. Pour obliger une personne à faire ce qu'elle ne veut pas, bien qu'elle s'y soit engagée, il est absolument indispensable de s'adresser au tribunal compétent. D'ailleurs, la formule n'est jamais absolument indispensable et son défaut accidentel n'empêcherait en rien l'exécution. Dans les tribunaux de première instance, ce sont les greffiers (escribanos), dans les Cours d'appel et à la Cour de cassation les secrétaires de la chambre qui sont chargés de délivrer copie de ces jugements (1).

PORTUGAL

Il existe en Portugal une formule exécutoire tant pour les jugements que pour les actes notariés. Elle est généralement inscrite non à la fin mais en tête du titre.

(1) Article 482 de la loi du pouvoir judiciaire du 13 septembre 1870.

Un article de la *Novissima Reforma judiciaria* (1) dit que les grosses des jugements (2) sont passées et délivrées au nom du Roi. D'autre part les notaires mettent en tête de leurs actes « X. . . . notaire de telle circonscription, pour sa Majesté Fidélissime que Dieu garde ».

Chaque chambre (*vara*) des tribunaux a un ou plusieurs greffiers « *escrivão de direito* » qui rédigent les jugements et apposent sur les *differentes cartas* la formule, mais ces grosses sont toujours signées par le juge.

Quant aux titres pouvant servir de base à l'exécution forcée, l'article 798 du code de procédure civile les indique en ces termes: « Peuvent servir de base à l'exécution : 1° » les procès-verbaux de conciliation; 2° les sentences » passées en force de chose jugée et celles qui sont l'objet » d'un recours quand celui-ci n'a pas d'effet suspensif; » 3° les contrats publics desquels ressort quelque créance, » que les mêmes contrats montrent échue soit directement » soit par des documents auxquels ils se réfèrent dans les » deux cas seulement par rapport aux personnes qui sont » obligées dans lesdits actes; 4° les documents de recou- » vrement des impôts ou de toutes autres créances du » Trésor national auxquels les lois donnent force de » sentences ».

DANEMARK

Au Danemark dans chaque juridiction au dehors de la capitale il y a un magistrat qui agit à la fois comme juge en première instance, juge de paix et comme huissier et

1) Codification de procédure dont plusieurs articles sont restés en vigueur malgré la promulgation du code de procédure civile (1876) et du code de procédure commerciale (1896).

2) Cartas de sentença.

aussi le plus souvent comme chef de la police : c'est le « Foged » il possède la compétence nécessaire pour saisir les biens et procéder à toutes les voies d'exécution forcée.

C'est cependant un fonctionnaire plus judiciaire qu'administratif et ses jugements ne peuvent être annihilés que par une cour supérieure.

A Copenhague, il existe un magistrat spécial pour procéder aux saisies : « le Byfogeden ».

Le « Foged » peut mettre à exécution forcée tous les jugements ; ces jugements sont revêtus d'une formule consistant uniquement dans les mots « At efter kømmès under Adford efter Louen », c'est l'injonction d'obéir « conformément aux lois ». Cette formule est appliquée par le tribunal lui-même et est absolument indispensable pour l'exécution parée ; sans elle le « Foged » ne pourrait considérer le jugement comme exécutoire et ne pourrait procéder à la saisie.

Cependant les jugements de la cour suprême ne contiennent jamais cette formule qui n'est jamais non plus apposée sur les jugements rendus contre le fisc et les plus hautes autorités de l'Etat. Il semble en effet bizarre de se servir de de termes sacramentels conçus au nom d'un pouvoir contre lequel ils se retournent.

L'huissier peut encore mettre à exécution des conventions privées, mais seulement quand les parties les ont fait contrôler par les médiateurs publics « Forligskommissionem » et ont approuvé leur signature. Dans ces cas, il n'est pas besoin de recourir au tribunal pour l'exécution forcée et l'on peut s'adresser directement au « Foged » pour lui demander la saisie des biens du débiteur.

Dans les obligations hypothécaires, cas où un immeuble se trouve affecté à la garantie de la dette, le débiteur peut

accorder expressément au créancier le droit de faire saisir le bien hypothéqué sans jugement en cas de défaut de paiement à l'époque de l'exigibilité. Une telle obligation doit être passée devant un notaire ou devant deux témoins. C'est là le seul cas où la qualité notariée d'un acte peut avoir une influence sur l'exécution au point de vue de la rapidité de la procédure.

En un mot, pour donner aux conventions la force exécutoire, il faut en règle générale avoir recours à un procès fictif analogue à celui que nous avons déjà indiqué pour l'Angleterre; on doit alors se présenter devant la Commission judiciaire chargée de concilier les parties « médiateurs publics » et on simule un procès.

Les conventions passées ainsi devant les tribunaux et les commissions de conciliation sont inscrites sur le registre du tribunal ou de la Commission.

Quant aux notaires, ils ne transcrivent les actes passés sur leurs registres qu'à la demande des parties; ils ne sont pas tenus d'en conserver minute et ne peuvent revêtir leurs copies de la forme exécutoire. En un mot, le notariat n'existe pas au Danemark; les fonctions des notaires et celles de greffier se cumulent.

C'est en somme l'organisation primitive, d'une juridiction tour à tour contentieuse et gracieuse suivant les cas.

AUTRICHE-HONGRIE

En Hongrie tous les jugements sont rendus au nom de sa « Majesté le Roi », ils contiennent en outre dans leurs dispositions l'indication de la personne qui doit payer ou accomplir un acte et le nom de la personne en faveur de qui ces prescriptions sont édictées, ils indiquent aussi le délai, le tout doit se faire « sous peine d'exécution ».

Mais un jugement ainsi rendu n'est pas susceptible d'une exécution immédiate, il reste encore une formalité à accomplir.

Le jugement rendu, une requête doit être adressée au tribunal de première instance qui s'est occupé de l'affaire pour demander la mise à exécution de la décision judiciaire.

Elle est ordonnée par un arrêt sans formule exécutoire spéciale autre que la récapitulation de la partie dispositive du jugement d'origine ; le tribunal dans son arrêt donne en même temps ordre à l'huissier de faire exécuter.

En un mot, la sanction « sous peine d'exécution » rend le jugement ou l'acte exécutoire indirectement en ce qu'il permet d'en demander au tribunal l'exécution forcée.

Quant aux actes notariés ils furent longtemps dénués de toute force exécutoire ; mais les réclamations nombreuses provoquées par le désir d'une prompte expédition des affaires et d'une plus grande économie apportèrent des modifications à cet état de choses. Ce fut l'origine de la loi du 12 décembre 1874 sur le notariat.

En vertu de cette loi les actes notariés ont la même force exécutoire que les jugements, mais encore faut-il, pour atteindre ce résultat, que le débiteur ait expressément consenti dans l'acte notarié, à ce qu'il en fut ainsi ; de plus, si le droit qui résulte de semblables actes est soumis à une condition suspensive, l'accomplissement de cette condition doit être constaté par un acte authentique.

Il faut toujours cependant comme pour les jugements, une décision du tribunal, ainsi que nous l'avons vu.

En Autriche (1) les règles que nous venons d'exposer reçoivent aussi leur application.

(1) En Autriche le régime du notariat est absolument identique à celui de la Hongrie ; il a été organisé par la loi du 25 juillet 1871.

ROUMANIE

En Roumanie, il existe une formule exécutoire identique à celle employée en France :

« Nous Charles 1^{er} par la grâce de Dieu et la volonté nationale de Roumanie, à tous les présents et futurs, « santé. »

(Suit le texte de la sentence.)

« Mandons et ordonnons aux agents administratifs d'exécuter la présente sentence (ou décision) aux procureurs de pourvoir à son exécution. En foi de quoi la présente sentence (ou décision) a été signée par nous. »

Suivent les signatures des juges et du greffier.

La formule exécutoire en Roumanie peut être apposée tant sur les jugements restés définitifs que sur les actes authentiques qu'en France on appelle notariés ; mais en Roumanie la corporation des notaires n'existant pas, les actes authentiques se font auprès de chaque tribunal, où une chambre spéciale, que l'on pourrait appeler chambre notariale, est chargée de donner aux actes l'authenticité. Dans les petites villes, c'est le même tribunal tout entier, civil et correctionnel à la fois suivant les besoins, qui fait aussi fonction de chambre notariale.

Par suite un acte notarié de cette espèce peut devenir exécutoire sans jugement, et la formule exécutoire est apposée par le tribunal devant lequel l'acte a été passé, sur la simple demande de l'intéressé.

Comme en France, aucun acte ou jugement ne peut être exécuté sans être revêtu de la formule exécutoire et il est interdit de délivrer des secondes grosses ou fitres exécutoires.

toires, sauf en cas de perte ou de destruction du premier titre ; il y a lieu au préalable de faire une publication dans le *Moniteur du Royaume*, journal officiel du pays.

Quant aux agents d'exécution, ce sont les huissiers, les commissaires de police, les gendarmes ruraux et les maires dans les communes rurales, en un mot la force publique.

SUISSE

Il est difficile d'établir et d'indiquer les règles générales concernant un point de législation dans un pays où la variété la plus grande règne dans toutes les lois ; il existe en effet en Suisse vingt-cinq législations cantonales, toutes différentes suivant la langue et l'organisation politique de chaque canton.

C'est ainsi que dans certains cantons (cantons italiens et portions rurales des cantons allemands) les fonctions de notaires sont à l'état le plus primitif : c'est encore le greffier du juge qui en remplit les fonctions ; par contre, d'autres législations sont assez voisines de la législation française, telles que celles de Genève, Neuchâtel, Vaud et Bâle-ville.

Quoiqu'il en soit nous allons essayer de donner un aperçu général de la loi suisse à ce sujet.

La formule exécutoire n'est guère connue dans ce pays.

Il existe un tribunal fédéral sorte de Cour d'appel et de cassation pour tout le pays, compétent dans certaines conditions, et qui rend des jugements comme les tribunaux ordinaires. Ces jugements sont exécutoires dès qu'ils sont prononcés, c'est-à-dire, dès que le président en a verbale-

ment donné connaissance aux parties et sans qu'il soit besoin d'aucun mandement.

C'est ce qui résulte de la loi sur l'organisation judiciaire, civile et pénale (1). D'après celle-ci, les arrêts du tribunal fédéral sont prononcés par le président immédiatement après le vote des juges. Aussitôt le prononcé, le jugement est donc exécutoire, et une expédition écrite en est remise aux parties; l'exécution en sera surveillée par le Conseil fédéral, autorité exécutoire fédérale suprême. Il en est de même en matière de droit public.

L'arrêt du tribunal fédéral ou plutôt l'expédition de cet arrêt a donc une forme particulièrement simple :

TRIBUNAL FÉDÉRAL SUISSE

II^e SECTION

Séance du

.
Par ces motifs, le tribunal fédéral prononce
. ,

Au nom de la dernière section du tribunal fédéral suisse.

Le président

Le secrétaire

En matière cantonale la formule exécutoire telle que nous la connaissons en France n'existe que dans le canton de Genève qui a fortement subi l'influence française durant la période du premier empire français.

A Genève, tout jugement prononcé doit, pour être exécuté, être revêtu de la formule exécutoire et cela en vertu de l'article 119 de la loi sur l'organisation judiciaire gène-

(1) Articles 100, 186, 194 et 195.

voise qui dispose : « Les expéditions exécutoires de tous
» les actes et jugements sont rédigés comme suit : Au nom
» du peuple souverain, nous, Conseil d'Etat de la Républi-
» que et canton de Genève, faisons savoir que (la Cour ou
» le tribunal) a rendu le jugement (copier ici le jugement),
» mandons et ordonnons à tous huissiers sur ce requis de
» mettre le présent jugement à exécution; au procureur
» général et à ses substituts d'y tenir la main, à tous offi-
» ciers de la force publique de prêter main forte lorsqu'ils
» en seront légalement requis, etc. »

Dans le canton de Vaud et dans celui de Neuchâtel, on ne connaît rien de semblable. Le jugement est exécutoire par le seul fait qu'il est prononcé par l'autorité compétente de dernière instance. Pour les jugements rendus en première instance, c'est le greffier du tribunal qui constate qu'il n'y a pas de recours et que le jugement est exécutoire; mais cela sans aucune formule.

Quant aux actes notariés, au moins dans le canton de Vaud, ils sont exécutoires par le seul fait qu'ils ont été rédigés par un notaire en exercice, officiant dans son ressort.

SERBIE

Les règles de l'exécution forcée sont particulièrement simples en Serbie.

Pas de formule exécutoire; la partie présente le jugement du tribunal de première instance où le procès a commencé et un fonctionnaire judiciaire inscrit sur le dos de l'acte la mention « est exécutoire », qu'il confirme par l'apposition de sa signature et du sceau du tribunal; c'est en somme un simple visa.

Muni de cet acte, la partie se rend ensuite auprès de l'autorité de police, qui est en Serbie l'autorité exécutive, et demande l'exécution du jugement.

Les huissiers sont inconnus dans ce pays, les notaires également; la police remplit les fonctions des uns et des autres, mais d'une façon restreinte. Il ne faut pas s'étonner de cet état de choses dans un pays où les fonctions les plus diverses sont remplies par les mêmes fonctionnaires; c'est ainsi que les registres de l'état civil y sont encore tenus par le clergé.

Quant aux autres actes civils, c'est un juge du tribunal de première instance, délégué à cet effet, qui remplit à leur égard les fonctions de notaire; mais en matière gracieuse seulement, l'exécution touchant au contentieux, il est nécessaire pour y arriver d'obtenir une décision du tribunal, que l'on fait exécuter suivant le mode indiqué ci-dessus.

CONCLUSION

De l'étude à laquelle nous venons de nous livrer il ressort que la théorie de la formule exécutoire en France n'a rien à envier aux législations étrangères. D'ailleurs, le plus souvent, elle a été copiée par celles-ci, et si nous avons retrouvé des dispositions identiques, quelquefois même similaires, nous n'en avons point rencontré qui constituent un progrès.

Nous estimons que l'intitulé de notre formule et le mandement adressé aux personnes chargées de l'exécution ont leur raison d'être, car ils nous rappellent la distinction des pouvoirs qui est une des règles de notre droit public et nous montrent en outre comment ces pouvoirs s'harmonisent et se suppléent.

De plus, l'unité de la nation nous apparaît clairement représentée par le chef de l'Etat, qui est en même temps chef du pouvoir exécutif.

Il ressort aussi que la formule exécutoire, tout en assurant la plus grande rapidité et la plus grande économie dans l'exécution, procure également le maximum de garantie, étant donné le choix judicieux fait par la loi des officiers publics chargés de son apposition.

Par suite nous sommes convaincus que les lois relatives à la formule exécutoire, bien que centaines pour beaucoup, suffisent largement à leur tâche et que s'il est des dispositions législatives qui ont besoin de réformes, ce ne sont pas celles que nous venons d'étudier.

Vu : *Le Président de la thèse,*
M.-Ch. LE COQ.

Vu : le Doyen,
H. MONNIER.

Vu et permis d'imprimer :
Bordeaux, le 13 mai 1907.
Le Recteur de l'Académie,
THAMIN.

Les visas exigés par les règlements ne sont donnés qu'au point de vue de l'ordre public et des bonnes mœurs (Délibération de la Faculté du 12 août 1879).

BIBLIOGRAPHIE

- AMIAUD. — *Traité formulaire du notariat*, 5^e édit., — Paris 1904, 5 vol.
- BAUDRY-LACANTINERIE. — *Précis de droit civil*, 9^e édit., — Paris 1905-1906, 3 vol.
- BELLOT DES MINIÈRES. — *Commentaires sur l'arbitrage volontaire et forcé*. — La Réole 1838, 3 vol.
- BELLEYME (De). — *Ordonnances sur requêtes et sur référés*, 3^e édit. — Paris 1855, 2 vol.
- BERTIN. — *Des ordonnances sur requête et des ordonnances sur référé*, 2^e édit. — Paris 1878, 2 vol.
- BERRIAT SAINT-PRIX. — *Cours de procédure civile*, 7^e édit., — 1855, 2 vol.
- BIOCHE. — *Dictionnaire de procédure civile et commerciale*, 6^e édit., — Paris 1884, 7 vol.
- BLACKSTONE. — *Commentaires sur les lois anglaises*, notes de Christian, traduction de Champré. — Paris 6 vol. 1822-1823.
- BOITARD, CALMET D'AGE et GLASSON. — *Leçons de procédure civile*. 15^e édit. — 1890, 2 vol.
- BOUTEILLER. — *Somme rurale*. — Edit. Charondas le Caron, 1611. *Bulletin de correspondance hellénique*. — 1884.
- CARRÉ. — *Compétence judiciaire des juges de paix en matière civile et pénale*, 2^e édit., — Paris 1888, 2 vol.
- CARRÉ et CHAUVEAU. — *Leçons de procédure civile et commerciale* 5^e édit. — Paris 1880.
- CHEVILLOTTE. — *Formule exécutoire*. — Thèse Paris 1901.
- Code de procédure civile allemand.*

Code de procédure civile belge.

Code de procédure civile espagnol.

Code de procédure civile grec.

Code de procédure civile italien.

Code de procédure civile du Japon.

Code de procédure civile de New-York.

Code de procédure civile portugais.

DALLOZ. — *Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence.*

DALLOZ. — *Supplément au répertoire.*

DALLOZ. — *Codes annotés.*

DARESTE-HAUSSOULIER et REINACH. — *Recueil des inscriptions juridiques grecques.* — Paris 1891.

DESPAGNET. — *Précis de droit international privé*, 2^e édit. — Paris 1891, 1 vol.

DEVILLENEUVE et CARETTE. — *Recueil général des lois et des arrêts.*

DORAIS O et P. — *Formulaire de la procédure de la province de Québec.* — Montréal 1900.

DUVERGIER. — *Collection des lois et arrêts en matière civile, criminelle, administrative et de droit public.*

FAVARD DE LANGLADE. — *Code Napoléon suivi de l'exposé des motifs* Paris 1804-1818, 12 vol.

FERRIÈRE. — *Dictionnaire de droit et de pratique*, nouvelle édit. revue et augmentée par Beaucher d'Argis. — Paris 1762, 2 vol.

FUZIER-HERMAN. — *Répertoire général et alphabétique de droit français.*

GARSONNET. — *Traité théorique et pratique de procédure*, 2^e édit. — Paris 1898.

GIRARD. — *Manuel élémentaire de droit romain*, 2^e édit. — Paris 1898.

GIRAUD. — *Des nexi ou de la condition des débiteurs chez les Romains.* — Paris 1847, 1 vol.

GLASSON. — *Histoire du droit et des institutions politiques, civiles et judiciaires de l'Angleterre.* — Paris 1882-1883, 6 vol.

GLASSON, LEDERLIN et DARESTE. — *Code de procédure civile de l'Empire d'Allemagne*, traduit.

GUENOIS. — *La grande conférence des ordonnances et édits royaux jusqu'en 1659.*

- GUYOT. — *Répertoire de jurisprudence civile, criminelle, canonique et bénéficiale.* — Paris 1784-1785, 17 vol.
- IMBERT. — *La pratique judiciaire tant civile que commerciale.* — 1616, 1 vol.
- ISAMBERT. — *Recueil général des anciennes lois françaises 1821-1833,* 29 vol.
- Journal de droit international privé.*
- LAURIÈRE. — *Glossaire du droit français.* — Paris 1704, 2 vol.
- LEMIEUX. — *Les origines du droit franco-canadien.* — Montréal 1900.
- LOYSEAU. — *Œuvres complètes* — 1660, 1 vol. — *Traité du droit des offices, des seigneuries, etc.*
- MERLIN. — *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence,* 5^e édit. Paris 1827, 18 vol.
- MICHOT. — *Origines du notarial.* — Paris 1878, 2 vol.
- PANDECTES FRANÇAISES. — *Nouveau répertoire de doctrine, de législation et de jurisprudence.*
- PIGEAU. — *Procédure civile des tribunaux de France,* 4^e édit. — Paris 1826, 2 vol.
- POTHIER. — *Œuvres complètes,* édit. Berville, — 1821-1824, 26 vol.
- RODIÈRE. — *Cours de compétence et de procédure en matière civile.* 3^e édit. — Toulouse 1867, 2 vol.
- ROUSSEAU et LAISNAY. — *Dictionnaire théorique et pratique de procédure civile, criminelle et administrative.* — Paris 1896, 2 vol.
- SELIM. — *Aperçu de la loi anglaise au point de vue pratique et commercial.* — 1880.
- SIREY. — *Recueil général des lois et arrêts en matière civile, criminelle, administrative.*
- TAMBOUR. — *Des voies d'exécution sur les biens des débiteurs en droit romain et dans l'ancien droit français.* — 1856, 2 vol.
- TOULLIER et DUVERGIER. — *Le droit civil français suivant l'ordre du Code.*
- TROPLONG. — *Le droit civil expliqué. — Des privilèges et hypothèques.* — Paris 1833, 3 vol.
-

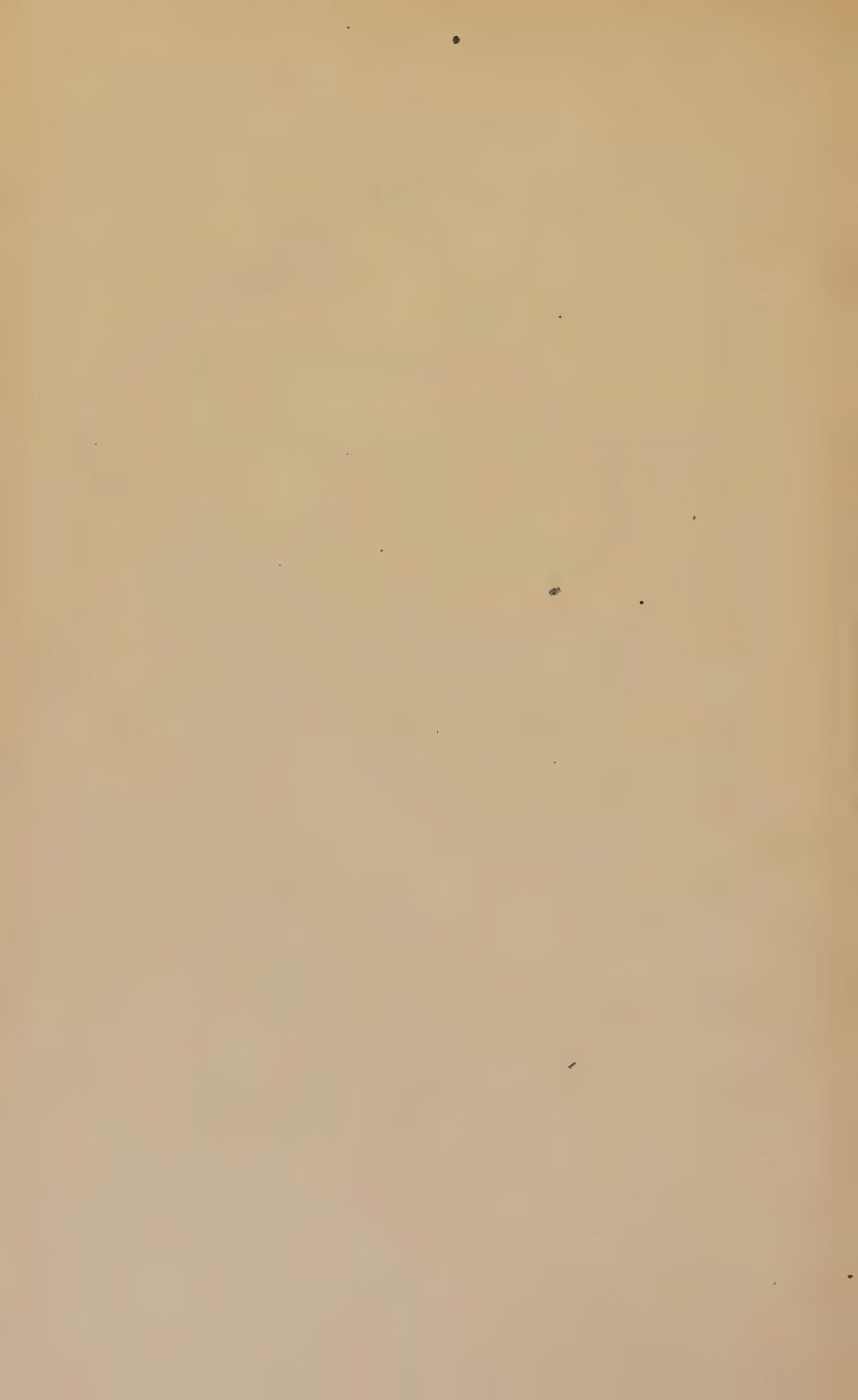


TABLE DES MATIÈRES

TABLE ANALYTIQUE

	Pages
INTRODUCTION	3
 PREMIÈRE PARTIE. — Historique du titre paré.	
CHAPITRE PREMIER. — Droit grec	7
CHAPITRE II. — Droit romain	13
SECTION I. — 1 ^o Procédure des actions de la loi	15
» 2 ^o Confessio in jure	18
» 3 ^o Nexum	20
SECTION II. — 1 ^o Procédure formulaire	23
» 2 ^o Confessio in jure	24
SECTION III. — Procédure extraordinaire	26
APPENDICE. — Chirographa et sygraphæ	27
CHAPITRE III. — Droit barbare et très ancien droit français	32

CHAPITRE IV. — Ancien droit français	38
SECTION I. — Jugements, arrêts, sentences arbitrales et sen- tences ecclésiastiques.....	39
» 1 ^o Jugements et arrêts.....	39
» 2 ^o Sentences arbitrales.....	47
» 3 ^o Sentences ecclésiastiques.....	49
De la surannation	51
SECTION II. — Des actes notariés	54
SECTION III. — Du bénéfice de l'exécution parée obtenue par les lettres de debitis.....	61
CHAPITRE V. — Droit intermédiaire	65

DEUXIÈME PARTIE

De la formule exécutoire dans notre droit moderne.....	73
CHAPITRE PREMIER. — Des changements survenus dans les termes de la formule exécutoire et de l'addition d'une nouvelle formule	73
CHAPITRE II. — Titres revêtus de la formule exécutoire	90
SECTION I. — Jugements émanés des tribunaux ordinaires et actes assimilables.....	90
» 1 ^o Jugements proprement dits	90
» 2 ^o Ordonnances	93
» 3 ^o Bordereaux de collocation dans les ordres et dans les distributions	97
» 4 ^o Exécutoires de dépens.....	100
» 5 ^o Sentences arbitrales.....	102
SECTION II. — Actes notariés.....	110

SECTION III. — Décisions et actes administratifs.....	117
» 1 ^o Décisions des juges administratifs.....	117
» 2 ^o Actes administratifs	121
SECTION IV. — Jugements et actes étrangers	123
» 1 ^o Jugements étrangers.....	124
» 2 ^o Sentences arbitrales étrangères.....	130
» 3 ^o Actes exécutoires étrangers	132
CHAPITRE III. — Apposition de la formule exécutoire	134
SECTION I. — Officiers publics chargés de l'apposition de la formule exécutoire.....	134
SECTION II. — Mode d'apposition de la formule exécutoire. — De quelques formalités à ce relatives. — Du sceau. — De la légalisation.....	138
SECTION III. — A qui peut-on délivrer la formule exécutoire.	143
SECTION IV. — Des secondes grosses et des ampliations.....	143

TROISIÈME PARTIE

De la formule exécutoire dans quelques législations étrangères.....	157
Angleterre.....	157
Canada.....	161
États-Unis d'Amérique.....	164
Russie.....	168
Allemagne.....	169
Belgique.....	176
Pays-Bas.....	177
Grand-Duché de Luxembourg	178
Japon.....	179
Italie	180

Grèce	182
Espagne	184
Portugal	184
Danemark	185
Autriche-Hongrie	187
Roumanie	189
Suisse	190
Serbie	192
Conclusion	195
Bibliographie	197
Table des matières	201

